

EN ESPAGNE

Le groupe Rumasa est nationalisé

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 0,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 66 c. ; Grèce, 50 p. ; Irlande, 78 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 360 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 320 F CFA ; Suède, 7,76 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 10

S. RUE DES ITALIENS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDOPAR 650572 F

C.C.P. 4267 - 33 PARIS

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Nouvelle initiative sur le Cambodge

Réunie à Vientiane mardi 22 et mercredi 23 février, la première conférence au sommet des pays indochinois depuis 1975 a fait de nouvelles propositions pour une solution du problème cambodgien. Le retrait d'un certain nombre de troupes vietnamiennes, entrainé en juillet dernier, va se poursuivre sur une base annuelle, à partir de cette année. Le Vietnam, le Laos et le Cambodge se déclarent prêts à normaliser leurs relations avec la Chine et les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur la base de pactes de non-agression.

Ces nouveaux retraits, tout comme celui de l'août dernier, sont toutefois limités par leur imprécision. Hanoi se refusant à fournir le chiffre des soldats qui seront rapatriés. Quant au retrait total, il demeure lié, comme par le passé, à la cessation de la « menace chinoise », à l'utilisation du territoire thaïlandais pour aider les résistants khmers rouges et nationalistes, mais aussi à la restauration de la paix et de la sécurité au Cambodge. En outre, les dirigeants indochinois ont décidé de resserrer encore plus, dans tous les domaines, à commencer par la défense, leur coopération et leur solidarité.

Il n'est donc pas étonnant qu'à cette initiative le ministre thaïlandais des affaires étrangères ait répondu qu'elle ne contenait « rien de nouveau ». Pékin n'a pas encore réagi, mais, en publiant la prise de position de Bangkok, les Chinois semblent indiquer qu'ils la partagent. D'autant que ce geste, peu coûteux, car il est difficile à contrôler, intervient à quelques jours de l'ouverture à New-Delhi de la conférence au sommet de pays du Mouvement des non-alignés.

En effet, le Cambodge sera, avec l'Afghanistan, l'un des points de conflit les plus sérieux entre ceux qui, comme Cuba, président sortant, considèrent l'U.R.S.S. comme l'« allié naturel » des non-alignés et soutiennent le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh et ceux qui, autour des pays de l'ASEAN, demandent un recentrage du Mouvement, jugé trop pro-soviétique. Alors que le Kampuchéa démocratique demeure titulaire du siège du Cambodge aux Nations unies, M. Castro avait imposé à La Havane en 1979 la politique de la « chaise vide ». L'Inde, pays hôte, soutient aujourd'hui cette position, que contestent de nombreux autres pays membres.

Une offensive diplomatique est d'ailleurs en préparation de la part de pays qui entendent obtenir la reconnaissance de la coalition anti-vietnamienne présidée par le prince Sihanouk — ce qui leur fournirait un atout de plus en cas de négociations avec Hanoi — et qui craignent que l'orientation plus pro-soviétique suscitée par Cuba n'affaiblisse le Mouvement et ne risque, à terme, de le condamner à l'impuissance et au déclin.

Cette initiative vietnamienne représente cependant un petit pas en avant. Si ces propositions ne sont guère nouvelles sur le fond, et si Hanoi affirme qu'aucune pression n'en est à l'origine, la publication d'une sorte de calendrier, même imprécis, apparaît en quelque sorte comme une réponse au plan présenté en octobre par les Chinois aux Soviétiques. Pékin demandait en effet à Hanoi de prendre des engagements sur le retrait graduel de ses troupes du Cambodge. La solution du conflit du Cambodge passe aussi par un accord entre Moscou et Pékin.

Expectative en U.R.S.S.

M. Andropov laisse prévoir une politique plus rigoureuse en matière économique

Cent jours après l'arrivée de M. Andropov à la direction du parti communiste de l'U.R.S.S. et le déclenchement d'une vaste campagne de moralisation, les Soviétiques s'interrogent sur savoir où veut en venir le nouveau secrétaire général. Mercredi 23 février, la revue théorique « Kommunist » a cependant publié un long article du successeur de Brejnev qui constitue un élément de réponse ; dans ce long texte, M. Andropov, après avoir dénoncé les « phénomènes fâcheux » que connaît l'économie soviétique, se prononce notamment pour un renforcement de la discipline afin d'augmenter la productivité et pour une politique des salaires plus stricte afin de réduire la demande. « On ne peut pas satisfaire les exigences qui dépassent nos possibilités », écrit notamment M. Andropov.

Jacques Amalric, qui fut correspondant à Moscou de 1973 à 1977 et qui revient d'un bref séjour en U.R.S.S., décrit ci-dessous le climat d'attente inquiète qui règne parmi la population.

Retour à « Andropolis »

De notre envoyé spécial

Moscou. — Étrange Moscou, qu'il y ait plus de cinq ans et où, au bout de quelques heures à peine, on se sent de nouveau presque chez soi ! L'odeur acre de l'essence, à bas degré d'octane, plane comme par le passé. Les énormes camions, presque toujours aux trois quarts vides, forment encore l'essentiel des embouteillages. Les mêmes silhouettes coiffées de chapkas ou enveloppées de fichus charrient les mêmes fillets à provision et les mêmes attachés-cases. A y regarder de plus près, pourtant, le Moscou de l'our Andropov n'est déjà plus celui de Brejnev. On peut ainsi observer de curieuses scènes : les taxis paraissent plus nombreux qu'autrefois et ont tendance, lorsqu'ils sont vides, à s'écarter plus facilement que naguère de s'arrêter pour charger le passager ; les chauffeurs n'oublient plus de mettre leur compteur en marche. Est-ce parce qu'ils se font parfois arrêter par un milicien qui exige l'ouverture du coffre pour vérifier qu'il n'a pas affaire à un délinquant clandestin de vodka ?

Autre scène encore plus étonnante pour un revenant : ce débit de boissons de la rue Gorki où la foule se pressait à toute heure de la journée il y a peu est aujourd'hui pratiquement désert à 13 heures. Le magasin est pourtant ouvert et ses rayons sont garnis de bouteilles de vodka à 9 roubles — salaire mensuel moyen : 170 roubles — et de cognac français, qui frise les 50 roubles.

Chez Elissiev, du nom de l'ancien traître de l'ère chassée par la révolution de 1917, ce n'est pas la presse non plus : les vendeuses débient dans le calme le paquet de 175 grammes de café à 3,85 roubles, le beurre à 3,50 roubles le kilo, le lait à 0,36 kopek, le kilo d'oranges. Néanmoins à 2 roubles. Autant de denrées qui étaient introuvables et qui ne sont plus que fort chères pour l'enseignant qui ne gagne que 110 roubles par mois, ou pour la secrétaire qui débute aux environs de 70 roubles.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 5.)

Il règne dans les palais officiels comme un air de démobolisation. Air pernicieux, alors que la bataille économique, qui est loin de son terme, exige un maintien du qui-vive. Cependant, loin des préaux, quelques experts continuent de penser en termes de rigueur, n'excluant pas un retour des périls.

Les catastrophes ont, il est vrai, cet avantage pervers de faire apparaître le besoin de ce qui, en temps normal, est jugé très grave. Ainsi, après le déficit de la balance commerciale qui frôla l'an dernier les 100 milliards de francs, le simple fait d'envisager pour cette année un solde négatif de moitié inférieur apparaît satisfaisant. Le fléchissement du dollar, la baisse du pétrole, ainsi que l'affaiblissement de l'activité rendent possible, en l'état actuel des choses un tel résultat, qui toutefois ne peut être qu'une rémission.

La machine reste en effet fragile, que toute erreur de manœuvre ferait à nouveau dérailler. Les causes fondamentales de cette vulnérabilité, à savoir les lacunes de l'industrie française, ne sont pas

Le sixième rapport du Conseil des impôts

- Les entreprises françaises supportent des charges plus lourdes que leurs concurrentes
- La fiscalité qui pèse sur les ménages reste modérée

Le Conseil des impôts a rendu public, ce jeudi 24 février, son sixième rapport. De ce document volumineux, il ressort que les entreprises françaises supportent des charges plus lourdes que leurs concurrentes étrangères, et que l'impôt sur le revenu reste modéré.

L'essentiel du rapport est cependant consacré à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.), qualifiée de

bon impôt, socialement bien acceptée, dont l'augmentation serait favorable au commerce extérieur mais entraînerait une hausse des prix, un freinage de la consommation, et sans doute, une aggravation du chômage. Un constat qui prend figure d'avertissement au moment où, dans les milieux officiels, certains ont pu songer et songent encore à majorer ses taux pour combler les déficits sociaux.

La T.V.A., un outil délicat

La publication d'un rapport du Conseil des impôts est toujours un événement. Non que les révélations faites par les sages de la rue Cambon soient toujours complètement surprenantes. Mais, en ces temps de polémiques où les faits et les chiffres apparaissent trop souvent déformés ou volontairement mal interprétés, un jugement impartial prend tout son poids.

En juin 1980, le Conseil avait dénoncé la forte évasion fiscale dont bénéficiaient les agriculteurs et personnes n'avaient trouvé à y redire. Cette fois, les sages s'en sont pris à la T.V.A., une taxe — heureuse coïncidence — qui s'annonçait encore cette année ?

Que nous dit le Conseil ? Que la T.V.A. est un impôt, fonctionnant correctement, socialement accepté, imité par les pays étrangers. Est-il alors possible de l'augmenter

comme le voudraient certains membres du gouvernement — M. Bérégovoy notamment — pour accroître les recettes de l'Etat et combler certains déficits sociaux dangereux ?

Le verdict du Conseil est sans équivoque. Une hausse de la T.V.A. relancerait l'inflation, déprimerait l'activité économique, aggraverait le chômage. Son seul intérêt serait de réduire le déficit de notre commerce extérieur. On saura gré aux sages de la rue Cambon de poser aussi clairement les données du problème, en nous faisant incidemment découvrir que, contrairement à ce que prétend la théorie, une partie non négligeable du poids de la T.V.A. pèse sur les entreprises.

Autre aspect du problème : la T.V.A., si elle a pour elle l'efficacité économique, est socialement critiquable. Faiblement progressive avec

la consommation, elle est dégressive par rapport aux revenus et le Conseil souligne qu'il apparaît presque impossible de corriger ce pécché originel. Les ménages très à l'aise paient relativement moins de T.V.A. que les plus démunis, ne serait-ce que parce qu'une partie importante de leurs ressources est consacrée à l'épargne, qui n'est pas taxée. Le message est clair : ne tentez pas de faire jouer à cette taxe un rôle que seul peut remplir l'impôt sur le revenu.

Dans la mesure où la fraude — légale ou pas — sur ce dernier impôt demeure courante, la voie à suivre semble toute trouvée : élargissement de l'assiette et non alourdissement des taux. Le monde agricole serait au premier chef visé. Une réponse — difficile d'application — donnée à M. Edmond Maire.

On savait les prélèvements obligatoires mal répartis en France, parce que pesant trop lourd du côté des cotisations sociales et pas assez du côté des impôts. Le rapport du Conseil apporte de l'eau au moulin de M. Gattaz en révélant que les charges sociales et fiscales supportées par les entreprises sont nettement plus lourdes en France que dans les autres pays. Reste à savoir si le niveau relativement bas des salaires compense ce handicap pour les entreprises.

Une certitude en tout cas : mieux vaudrait pour tout le monde — travailleurs et entreprises — mais aussi pour l'économie française, une situation exactement inverse : des salaires plus élevés et des prestations sociales plus légères, tant il est vrai que les « revenus sociaux » ont pris une importance exorbitante (40 % environ en moyenne) dans le revenu des ménages, avec tout ce que cela comporte de rigidité pour l'économie et de sentiment de frustration pour les consommateurs.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire nos informations page 27.)

L'ENJEU DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le risque de démobolisation

par MICHEL BOYER

un solde négatif de moitié inférieur apparaît satisfaisant. Le fléchissement du dollar, la baisse du pétrole, ainsi que l'affaiblissement de l'activité rendent possible, en l'état actuel des choses un tel résultat, qui toutefois ne peut être qu'une rémission.

La machine reste en effet fragile, que toute erreur de manœuvre ferait à nouveau dérailler. Les causes fondamentales de cette vulnérabilité, à savoir les lacunes de l'industrie française, ne sont pas

près d'être dissipées. Ainsi la contrainte extérieure, si elle pèse moins lourd, n'est pas disparue par miracle ; elle est simplement et provisoirement estompée.

Il a suffi néanmoins de cette embellie et aussi peut-être de la proximité des élections pour que changent les discours. Le grand débat, qui, à l'instar même de la majorité, montre entre les tenants inébranlables du protectionnisme et les partisans de l'ouverture des frontières, a fortement diminué d'intensité, comme soudain démodé.

(Lire la suite page 27.)

Voyage au pays des sensations

FRANCE HUSER

La maison du désir

AUX ÉDITIONS

Seuil



AU JOUR LE JOUR

Cycle

1973 : le pétrole flambe. 1983 : le pétrole flanche. Dix fois pour sauter d'une surprise à une autre, contraire.

Qui aurait imaginé, avant la guerre du Kippour, que le pétrole, ce plus léger que l'eau, pèserait sur les riches apeurés ? Qui aurait cru, il y a un an, à cette spirale de baisses qui fait du bruit une dernière décadence ?

L'histoire est riche de ces retournements qui valent l'humanité, passant d'une crainte excessive à une insouciance béate, brûler aujourd'hui ce qu'elle adorait hier. Jusqu'à la prochaine déconvenue.

BRUNO FRAPPAT.

Le point sur les réformes de décentralisation : ce qui a été fait et ce qui reste à faire

Lire page 30 l'article de FRANÇOIS GROSRICHARD.

Veille d'élections au Sénégal

Lire page 5 le début de l'enquête de notre correspondant PIERRE BIARNES.

LA SUCCESSION AU CENTRE POMPIDOU

M. Jean Maheu succède à M. J.-C. Groshens

M. Jean Maheu, ancien directeur de la musique, a été nommé, mercredi 23 février, président du Centre Georges-Pompidou en remplacement de M. Groshens, qui occupait ce poste depuis 1980 et dont le mandat de trois ans arrive à expiration. M. Maheu est ainsi le quatrième président du Centre, qui, depuis sa création en 1977, a reçu plus de quarante-trois millions de visiteurs. Sa nomination a été assortie par le ministre de la culture, M. Jack Lang, d'indications concernant sa mission. Il est notamment prévu de revoir les statuts du conseil d'orientation, dont le président — actuellement et jusqu'à nouvel ordre M. Michel Miroudot, sénateur (U.R.E.I.) de la Haute-Saône — verrait ses pouvoirs renforcés.

Courrier Sud

Dans un premier temps, on avait craint que le gouvernement issu du 10 mai 1981 ne se hâte ici, comme pour d'autres institutions culturelles et nationales, d'obtenir la démission du président en place et de lui donner un successeur théoriquement plus conforme à la notion de « changement ».

On l'avait craint et pour la culture, qui se serait alors trouvée bien faible et occupée devant les problèmes urgents, du monde pompidouien, et pour le Centre Pompidou dont la croissance fougueuse devait faire redouter tout traumatisme administratif nouveau et précipité, surtout si cela allait être fondé sur des a priori politiques. Car à corréder culture et politique culturelle, on risque toujours d'anesthésier, ou de tuer, la première pour la seconde.

Dans un deuxième temps, le démentir apparaît du ministère pour cette création du régime précédent s'est fait de plus en plus sensible. Certes, le budget en a été considérablement augmenté, de 49 %, en-

tre 1981 et 1982, pour atteindre plus de 270 millions de francs. Mais on témoignait simultanément d'une sollicitude si peu marquée pour les activités de l'équipe en place, que M. Jean-Claude Groshens a vite préféré suggérer sa démission et son remplacement.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(Lire la suite page 20.)

Dans « Le Monde des livres »

Des articles sur la correspondance entre Rilke, Pasternak et Tsvetaïeva, la critique Victor Chklovski et la dernière roman de Vassili Axionov.

LIRE PAGES 16-17

aux baléares
ou sans voiture
PAR FERRIES
BÊTE OU BARCEL

TF TRAFIC

Conversations entre futurs Indiens

par P.-M. COUTEAUX (*)

CHACUN l'admet, rares sont ceux qui savent s'en régaler, baguenauder dans Paris est un vrai plaisir. Las ! Jack a d'un coup aboli l'innocence de la promenade : aiguisé par son discours de Mexico, le regard ne se détourne plus des « fast-food », enseignes et placards publicitaires américains ; pour peu qu'un Japonais vous demande sa route en anglais, que retenez la sirène d'une nouvelle voiture de police, et la rue tourne au Chicago des téléfilms.

On voit des peuples menacés par le déracinement, la modernisation forcée, l'empire d'une idéologie étrangère, défendre leur identité plus ardemment encore qu'ils ne défendent ordinairement leur pouvoir d'achat. L'américanisation provoquera-t-elle un tel effet ? Mais est-il sûr que, d'ores et déjà, la France se sente ainsi atteinte que déclarent ou bien plumes ne portent à le croire ?

L'Etat n'a pas encore fait sa religion. Certes, la loi est simple : « Dans la désignation, l'offre, la présentation d'un bien ou d'un service, l'emploi de la langue française est obligatoire (1) ». Mais ce n'est que la loi, et chacun s'en soucie comme d'une guigne - y compris l'administration des télécommunications, Renault ou la SETTA, le secteur public montrant ainsi vaillamment la voie de l'américanisation. Le législateur poursuit-il les mêmes règles s'appliquent à toute présentation de programmes de radiodiffusion ou de télévision ? La commission Holleaux invite quatre stations - à se regrouper pour réaliser un programme anglophone.

Le député Sarre peut bien déposer un projet de loi qui prolonge le texte de 1975, visant les marques, enseignes et dénominations sociales : heureux initiative ! Mais que peut la loi contre l'usage commun ? Que peut l'Etat sans un réveil national et populaire, dont on ne voit encore que les prémices ?

Aussi cherche-t-on à savoir où en est l'esprit public. Enquêtes et sondages, rives à l'éphémère, négligent les profondeurs : mais il suffit, pour en savoir plus long, de demander aux commerçants et aux cafetiers qui arborent une enseigne anglophone (« New Star », « Broadway », « New Way »...) la palette est étroite... la raison de ce choix. Les réponses se répartissent en cinq catégories, d'inégales importances.

Surprise : les plus nombreuses sont celles qui ne trouvent aucune explication : « Cela est venu de soi-même ! », ou : « Tiens, c'est vrai, c'est un nom anglais ! » ; l'anglophobie ne serait-il plus perçue comme une langue étrangère ? « Ce n'est pas une question de nationalité, résume un serveur, c'est la langue d'aujourd'hui, voilà tout ! ». Autant dire que les autres langues - langues et nations - sont d'hier. Heureusement, la conversation fait souvent la part de ce qui était irréflectif, et l'on s'avoue facilement victime d'un réflexe de pur conformisme.

Second par la fréquence, l'argument touristique : enseignes, cartes de menu, accueil en anglais, « plaisez aux touristes ». Argument ambigu : Paris est la ville du monde qui attire le plus grand nombre de visiteurs chaque année. Elle le doit à Notre-Dame, à la tour Eiffel et au Centre Pompidou plus qu'aux quartiers qui se piquent de new-yorkisme. C'est l'originalité, et non l'uniformité, qui provoque les échanges : pourquoi voyager si toutes les capitales, comme les aéroports, prennent semblable visage ?

Le troisième ordre d'explication semble imparable : « L'américain

fait moderne ». Qui s'y refuse est voué au destin baroté de l'Indien à plumes dans sa réserve. Pourtant, aucun discours sur la modernité n'est venu des Américains : c'est Théophile Gautier qui trouve le mot, bientôt repris par Baudelaire, puis Rimbaud, qui lance : « Il faut être absolument moderne ! ». Mais le thème, qui exaltait l'imaginaire et la singularité, est devenu couverture d'un pâle exercice de copie. La modernité reste d'ailleurs une préoccupation typiquement européenne : le futurisme italien s'inspirait des techniques industrielles pour inventer de nouveaux modes de vie ; le modernisme hispanique, bien vite oublié, opposait au matérialisme « États-Unis » un cosmopolitisme latin radicalement neuf.

Une civilisation de la ville

Plus récemment, la grande idée de « civilisation de la ville », relancée par Mitterrand (alors que, après Carter, Reagan exalte la vieille Amérique rurale), les vastes projets architecturaux, les quartiers piétonniers, les coupes et les couleurs des vêtements italiens, mille aspects de la modernité sont authentiquement européens, cependant que la plus grande partie du Nouveau Monde reste enfoncée dans son conformisme moral, esthétique et politique.

Exception à cette règle, New-York est promue en mythe parfait : « Avez-vous fait le voyage ? - Non, mais je compte bien le faire un jour ». En attendant, chacun imagine qu'elle représente l'ensemble des États-Unis, alors que ses habitants, nourris de culture européenne, moquent l'archaïsme petit-bourgeois et puritain des Yankees ; que l'art s'y fait alors qu'il s'y emballe et s'y vend ; qu'elle attire les foules alors qu'elle a perdu un million d'âmes depuis 1970 ; qu'elle est riche alors qu'elle ne survit que par les subventions fédérales, et que des dizaines de milliers d'enfants travaillent dans les ateliers clandestins du quartier chinois ; qu'elle est cosmopolite alors que la mention latino sur un

(*) Animatrice du Centre d'études du mouvement des démocrates de Michel Jobert.

dosier suffit à interdire l'accès à une université.

Quatrième ordre de réponses : le nom est américain parce que le propriétaire est : « fast-food », hôtels, galeries d'art, magasins de meubles, de sport... Signe de libération pour les gogos, l'américanisation serait plutôt, en ce sens, signe d'aliénation. Les employés locaux le savent.

Le taux d'américanisation va de pair avec le loisir : la ville de l'art de vivre a manqué la commercialisation de la « culture » au sens large. Ceci est grave à trois titres : de nos jours, ce qui n'est pas commercialisé disparaît ; le poids économique du secteur des loisirs ne cesse de croître ; enfin, modelant l'imaginaire, il conditionne l'ensemble de notre consommation. William Hays, secrétaire du M.P.A.A., association de producteurs américains, disait dès 1948 : « La marchandise suit le film : partout où il pénètre, nous vendons davantage ». M. Hays a part Jacques Thibaut (2), on a peu mesuré, en France, les prolongements commerciaux de la guerre culturelle, qui est aussi une guerre publicitaire mondiale. En 1981, le déficit commercial enregistré avec les États-Unis représentait la moitié de notre déficit total et l'équivalent de notre excédent avec les pays francophones.

Argument subsidiaire : une enseigne en français (« Le café des amis ») fait « plat ». Certes, mais si l'on veut de l'émulation, pourquoi ne pas former des combinaisons et des sigles insolites, ou bien, inspirés d'autres langues, des croquis plus poétiques que les accents atlantiques ? La saison requiert un peu d'imaginaire !

Deux réponses originales enfin : telle ville « États-Unienne » fournit l'enseignement d'un café des grands boulevards : choix que fit, vers 1930, la chaîne de la guerre culturelle, qui ajoute en riant : « Finalement, le baragouin amérloque commence à dater ! » ; ce que le serveur tunisien d'un « fast-food » exprime d'un air mystérieux : « C'est la mode américaine ; mais, attention, cela va changer ! ». Si, comme disait Cocteau, la mode est ce qui se démode, la vague devrait retomber bientôt : faute de quoi l'on saura qu'il s'agit d'autre chose : peut-être une domination pure et simple.

(1) Loi Bas-Lauriol du 31 décembre 1975.

(2) Ancien directeur général des relations culturelles au Quai d'Orsay (N.D.L.R.).

Le val d'Aoste et le bilinguisme

par GIULIO DOLCHI (*)

La décision prise par le Québec, par voie de législation, de renoncer au bilinguisme institutionnel, si elle nous paraît découler d'une situation politique spécifique, nous semble cependant présenter quelque risque. Nous pensons que c'est prendre une grave responsabilité de dériver un peuple entier des avantages de l'éducation bilingue, dont l'un des plus ardents défenseurs de la langue française, Léopold Sédar Senghor, a dit : « L'éducation bilingue d'enfants travaillant dans les ateliers clandestins du quartier chinois ; qu'elle est cosmopolite alors que la mention latino sur un

La décision de maintenir unilingue un immense territoire comme le Québec au sein d'un monde qui ne pourra être, dans un avenir proche, que bilingue ou multilingue, si l'on a pour dessein de servir la compréhension et la communication, ne nous paraît pas viable à long terme. A supposer que les Québécois soient les seuls citoyens bilingues dans un Canada unilingue, cela leur conférerait des avantages culturels, intellectuels et une technique de la communication bien supérieurs à ce que la formation éducative en une seule langue officielle pourra leur apporter.

Certes, le Québec vit entouré de deux cent cinquante millions d'anglophones. Raison de plus pour assurer à tous les Québécois, d'un alphabet bilingue en français, la maîtrise de l'anglais, qui fait pression de toute part. C'est un de vos éminents compatriotes, le regretté Jean Desy, ambassadeur du Canada en France, qui écrivait en 1951 à Jean-Marie Bressand, fondateur du Monde bilingue : « Comme la contamination par l'anglicisme dans le vocabulaire et la syntaxe demeure le plus grand péril auquel notre langue est exposée, il importe, pour déceler le mal et en limiter les ravages, de répondre chez nous la connaissance de l'anglais ».

Le cas de la vallée d'Aoste est sans doute différent. Cependant, bien que le langage français soit un élément essentiel du patrimoine culturel de notre région, nous n'en appartenons pas moins à l'ensemble national de l'Italie, et l'italien nous est enseigné massivement. Mais, notre Constitution indiquant le français comme ayant des droits égaux avec l'italien, nous avons pris des mesures pour conserver la langue française à un niveau de compétence

acceptable, et nous veillons en permanence à ce que les conditions d'utilisation du français soient respectées. Pour être plus efficace dans ce domaine, nous avons choisi de promouvoir l'éducation bilingue, qui est autre chose que le bilinguisme.

Si nous avons pris l'initiative d'accueillir à Aoste le Centre mondial d'information sur l'éducation bilingue, institution spécialisée de la Fédération mondiale des villes jumelées-Cités unies, et si nous prenons aujourd'hui celle de proposer l'adjonction du droit à l'éducation bilingue à la Déclaration universelle des droits de l'homme, c'est parce que nous sommes persuadés que cette démarche concerne la communication et l'acquisition des langues vivantes dans le monde entier. Nous pensons qu'il n'y a pas d'avantage culturel supérieur à celui que donne un bilinguisme consenti, équilibré, porteur d'une double culture, celle-ci s'ouvrant, d'ailleurs, sur la tolérance à toutes les autres cultures.

Que des facteurs politiques déterminent une politique linguistique « fermée » explique sans doute le repliement du Québec sur la revendication d'un unilinguisme francophone. Mais il serait paradoxal que le bilinguisme ne soit pas enseigné à Québec quand elle est le seul moyen de sauver la langue française en vallée d'Aoste et de la conserver dans tous les pays francophones anciennement colonisés et où se pose le problème de la double culture. Même si vous devez, pour des raisons politiques, dont vous assumez la responsabilité devant votre peuple, maintenir un unilinguisme au Québec, il ne serait pas contradictoire pour votre pays d'être, à l'extérieur, un champion de l'éducation bilingue en tant que moyen de faire de la langue française une langue de communication internationale de masse.

Nous nous permettons d'ajouter que la voie politique n'est pas recueillie. « On corrige en menaçant », a dit quelquefois. C'est pourquoi la région du val d'Aoste, minuscule par rapport à votre grand pays, a choisi, au terme d'une longue histoire linguistique et culturelle, l'ambitieux projet proposant aux institutions internationales d'ajouter ce droit à la communication qui passe par une complète refonte des méthodes d'acquisition des langues.

(*) Président du conseil régional de la vallée d'Aoste.

Et vivent les langues mortes !

par JEAN THÉVENOT (*)

SANS qu'on y prenne garde, s'étend la tâche d'huile de l'anglais et du français. La plupart de ceux qui s'expriment à la radio ou sur le petit écran s'abandonnent à un jargon moitié misérable, moitié technocratique-pédant.

M. Georges Filloud, ministre de la communication, vient heureusement de réagir en proposant une première liste d'un certain nombre de termes français dont beaucoup sont nouveaux et qui pourraient remplacer des vocables anglo-américains dans le secteur de l'audiovisuel et de la publicité.

Mais où va-t-on dans d'autres domaines ? Il fut un temps où, au moment de prendre un rendez-vous, la vanité en cours dans un certain monde parisien commandait de dire : « Attendez, je te promets mon Hermès pour voir si je suis libre... » (et pas encore : « si j'ai un crâne au niveau de mon planning »). En ce temps-là, Hermès (publicité gratuite) était un symbole du chic français. En ce temps-là, sur chaque page de son dictionnaire, on lisait une date et les noms d'un jour et d'un mois écrits dans la langue en usage dans le pays. Saint-Honoré comme ailleurs en France ; j'ai nommé la langue française.

En ouvrant l'objet symbolique de l'élégance parisienne version 1983, qu'a-t-on pu lire ? Samedi 26 janvier 1983, 52^e semaine 52nd week. Et ça jusqu'au bout de l'année.

Donc, aujourd'hui, les Français doivent être bilingues. A quand l'obligation d'être anglophones seulement ? A quand l'agenda bien parisien rédigé uniquement en anglais et le français devenu - c'est le cas de le dire - hermétique autant que les

langues judicieusement appelées mortes.

Depuis des années, déjà, notre belle jeunesse prépare un avenir radieux en jouant au billard électrique - pardon ! au flipper - selon des règles formulées en anglais, en bâtonnets électroniques de type universel et en dépit d'une certaine loi linguistique, non abrogée que le sache, qui fait obligation de présenter en français tout mode d'emploi de matériel quelconque, fût-il importé.

En anglais aussi les modes d'emploi de la plupart des appareils électroménagers et assimilés et de toute la quincaillerie vidéo, fût-elle du pays du Soleil-Levant.

À l'Air France, compagnie nationale (française), la carte d'accès à bord des avions, bilingue très bien, pour les touristes et hommes d'affaires anglophones, comporte au verso une publicité uniquement en anglais, que voit (toujours gratuitement) : « European. To get the European Super Service, rent your car from Europcar. In the U.S. Latin America and the Pacific, it's National Car Rental. »

Ici ou là (en France), vous payez. On vous remet un ticket de caisse. On y est très poli : « Your receipt. Thank you ».

M. Philippe de Renty, fondateur d'Europcar-Communication (dans le XVI^e arrondissement de Paris), propose aux grands hôtels de la capitale un programme d'informations par câble en langue anglaise-vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Et carter. Pardon, c'est du latin. And so on.

(*) Auteur-producteur d'émissions de radio et de télévision, écrivain.

Le rival espagnol

par MARY KATHLEEN WEED (*)

SAUF au Québec, la situation de la langue ou de la culture de la France en Amérique du Nord n'a rien de comparable à celle d'une autre langue romane : l'espagnol. Il ne fait guère de doute qu'aux États-Unis la seconde langue, quasi officielle, de ce pays est bien l'espagnol. A New York, en Californie, en Floride ou au Texas, il est des plus naturels de trouver formulettes et officines administratives imprimées en deux langues : anglais et espagnol.

Certes, la proximité de l'Amérique centrale et la présence de forts bataillons de l'immigration mexicaine cubains ont très largement contribué au développement d'une sous-culture hispanique aux États-Unis.

Cette place importante, le français et la France peuvent difficilement la revendiquer. La communauté ethnique française ou francophone est réduite à quelques poches de résistance culturelle que l'on peut trouver dans les moteurs du pays cajun en Louisiane ou dans un certain conformisme de la Nouvelle-Angleterre.

L'affaiblissement de l'influence culturelle française est-il pour autant inévitable ? On oublie, par exemple, de rappeler que les États-Unis seraient devenus, si ce n'était un peu moins de deux cents ans, le plus vaste pays francophone du monde si, à une voix de majorité, le législateur américain ne lui avait préféré l'anglais. Victoire initiale, mais précaire, devenue irrévocable, et qui n'est pas sans rappeler, peut-être, le vote de l'amendement Wallon, qui, en France, institua la Troisième République il y a un siècle.

Aujourd'hui, la place de l'anglais est tellement identifiée à la puissance américaine que rien de sérieux ne semble entreprendre du côté français pour remonter la pente aux États-Unis. La présence culturelle française reste faible. Les correspondants de presse français aux États-Unis sont moins nombreux que leurs collègues italiens, sans parler de leurs collègues britanniques ou suédois-allemands.

Au lieu de se regrouper pour unir nos efforts, les communautés françaises des États-Unis se divisent par des divergences politiques, qui se reflètent dans les associations rivales des Français de l'étranger. Seule l'influence culturelle de la France semble sérieusement établie, comme en témoigne le développement croissant de la restauration française outre-Atlantique.

Du côté officiel français, l'engagement demeure dérisoire. La France s'est-elle abandonnée à la défense de la francophonie aux États-Unis au prétexte que ce « combat incertain » était perdu d'avance et qu'en conséquence mieux valait se replier sur des terres de mission plus hospitalières.

On bien, face aux idées de la conjoncture économique internationale, la rationalité des prises de participation à American Motors ou à Texas Gulf, est-elle considérée comme supérieure à la rationalité culturelle ? A propos, l'actuel ambassadeur de France à Washington n'est-il pas l'ancien président-directeur général de la région Renault.

(*) Journaliste américaine.

Les scientifiques et l'anglais

par ROBERT CORNEVIN (*)

ON connaît les arguments avancés par les participants français aux conférences, qui affirment ne s'exprimer en anglais que pour se faire mieux comprendre du plus grand nombre d'auditeurs ; en somme, pour que la pensée scientifique française soit connue du plus grand nombre, il faudrait passer par l'anglais.

L'argument n'est pas sans valeur, mais, de propos entendus au cours de ces colloques internationaux, il ressort que, si les professeurs français s'expriment en anglais dans des conférences internationales, c'est sans doute aussi pour se faire mieux comprendre d'auditeurs en majorité anglophones, mais c'est surtout d'abord pour faire la démonstration de leur capacité à tenir une chaire de professeur invité dans une université américaine, australienne, sud-africaine, nigérienne, etc. Les chercheurs français sont démotivés... jusqu'à un certain point. Il est toujours possible de donner un résumé de sa communication en anglais.

La publication d'articles en anglais dans les publications scientifiques françaises est encore plus inadmissible en langues étrangères (pas seulement en anglais) permettrait une at-

trisation bibliographique convenable. De nombreuses publications scientifiques françaises pratiquent avec succès cette méthode avec de copieux résumés en allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, russe. Il n'est donc pas acceptable de voir des universitaires français publier en anglais des articles dans des revues françaises. Qu'un ministre à poigne supprime les subventions aux revues scientifiques qui dépassent le pourcentage réglementaire en langue étrangère (25 % en principe), et tout rentrera dans le rang. C'est une question d'autorité.

Que le ministre compétent refuse de verser les indemnités et de payer le voyage vers des conférences internationales à ceux qui, envoyés par la France, ne s'expriment pas dans notre langue, et tout rentrera dans l'ordre.

Ainsi n'assisterons-nous plus à ces conférences internationales où des professeurs néerlandais, polonais, hongrois qui ont fait l'effort de rédiger une communication en français sont contraints d'écouter des communications de professeurs français en anglais.

(*) Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer.

Langues et culture

Un colloque réunissant des écrivains francophones non français de plusieurs pays doit avoir lieu, les 26 et 27 février, à la Maison des cultures du monde. Le rapport entre langues et culture qui sera notamment à l'ordre du jour de cette réunion ne concerne pas que la littérature. Paul-Marie Coûtéaux examine les raisons de l'américanisation des rues de Paris. Jean Thévenot s'empare contre le français. Giulio Dolchi, prône, pour sa part, l'éducation bilingue. Mary Kathleen Weed, américaine francophone, montre que l'espagnol est parti à la conquête des États-Unis. Enfin, Robert Cornevin s'inquiète de la propension des scientifiques français à utiliser l'anglais pour véhiculer les résultats de leur recherche.

CORRESPONDANCE

Et l'espéranto ?

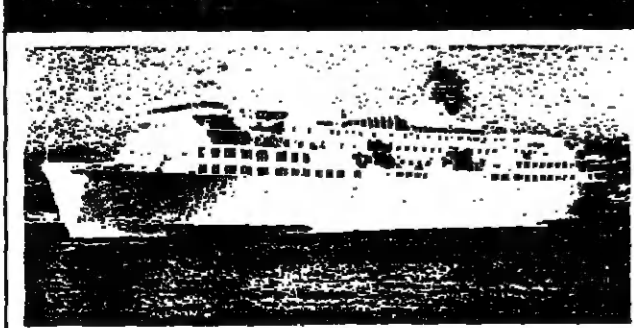
M. Henri Masson, de Paris, nous écrit :

Aujourd'hui, certains trouvent normal de ne laisser la tribune qu'à ceux qui ont accepté de se soumettre, en maître de communication linguistique internationale, aux exigences de quelques nations privilégiées. Il serait prétentieux d'affirmer que les peuples ainsi bafoués admettraient indéfiniment d'être maintenus en état d'infériorité linguistique. Les retombées économiques, politiques, sociales, culturelles et linguistiques sont en effet trop évidentes et trop lourdes pour que les peuples lésés ne réagissent pas.

Il apparaît désormais qu'une prise de conscience en faveur d'un nouvel ordre linguistique mondial se développe à travers le monde. Elle pourrait se résumer ainsi : les langues nationales pour la communication nationale, une langue nationale (non nationale) pour la communication transnationale. Or la seule langue vivante nationale aujourd'hui parlée dans le monde et utilisée dans divers domaines est l'espéranto.

Cette langue, dont le premier manuel est sorti le 26 juillet 1887 de l'imprimerie Kelter, à Varsovie, fêtera bientôt ses cent ans. Elle connaît actuellement un regain de popularité dans plusieurs pays et, quelle que soit l'attitude de certains milieux à son égard, elle ne manque pas d'intéresser ceux qui représentent l'immense majorité des peuples désavantagés par la politique linguistique actuelle.

Un nouveau grand car-ferry sur la CORSE



La SNCM mettra en service au mois de juin prochain, sur les lignes de CORSE, un nouveau grand car-ferry le « CORSE » frère jumeau de l'« ESTEREL » d'une capacité de 2.300 passagers et 700 voitures.

L'exploitation combinée de ces deux navires au départ de NICE, permet d'offrir, les jours de pointe

jusqu'à 13.800 places passagers et 4.200 emplacements véhicules.

Grâce à cette importante amélioration il y a de nombreuses places disponibles sur les traversées NICE-CORSE durant tout l'été.

La chaudière peut s'adresser à son Agence habituelle.

VOTRE AGENCE DE VOYAGES LE PLUS COURT CHEMIN

SOCIÉTÉ NATIONALE MARITIME CORSE-MEDITERRANÉE

Le gouvernement

Le gouvernement a décidé de...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication...

Le ministre de la Santé publique...

Le ministre de la Sécurité sociale...

Le ministre de la Justice...

Le ministre de l'Intérieur...

Le ministre de l'Éducation nationale...

Le ministre de la Santé...

Le ministre de l'Agriculture...

Le ministre de l'Industrie...

Le ministre du Commerce...

Le ministre des Travaux publics...

Le ministre de la Défense...

Le ministre de la Culture...

Le ministre de la Région...

Le ministre de la Ville...

Le ministre de la Mer...

Le ministre de l'Environnement...

Le ministre de la Fonction publique...

Le ministre de la Coopération internationale...

Le ministre de la Communication

EUROPE

Espagne

Le gouvernement procède à la nationalisation-surprise du puissant groupe Rumasa

Madrid. - Afin de garantir pleinement les droits des épargnants, les emplois et les droits patrimoniaux des tiers, gravement menacés, le gouvernement a promulgué un décret d'expropriation des banques et autres sociétés du groupe Rumasa. Au milieu de la stupeur générale et à l'issue d'un conseil des ministres d'une durée de onze heures, consacré principalement à ce thème, le porte-parole du gouvernement, M. Eduardo Sotillos, est apparu de

manière inattendue à la télévision, peu avant minuit mercredi 23 février, pour annoncer la nationalisation du principal holding du pays. M. Sotillos a cité l'article de la Constitution permettant l'expropriation de biens privés moyennant indemnisation pour « cause d'utilité publique ou d'intérêt social ». Il a souligné que la cotation des sociétés de Rumasa était suspendue jusqu'à nouvel ordre et que les banques du groupe resteraient fermées jusqu'à lundi matin.

De notre correspondant

Avec quatre cents entreprises, dix-huit banques, avec un bilan total de 750 milliards de pesetas (4 milliards de francs). Un chiffre d'affaires apparent de 350 milliards de pesetas (19 milliards de francs) cinquante-trois mille employés, Rumasa est l'un des géants économiques de l'Espagne qui contribue à lui seul à la formation de 1,8 % du produit national brut. Depuis 1961, lorsque son président, M. José María Ruiz Mateos, un Andalou, fils d'un petit négociant en vin de Jerez, fonda la première entreprise du groupe avec... sept employés, la croissance de Rumasa a été fulgurante. Après avoir contribué à l'industrialisation de Jerez, M. Ruiz Mateos, réputé l'homme le plus riche d'Espagne (qui possède personnellement 50 % du capital de la société), a étendu ses activités à l'hôtellerie (quatorze établissements), à la banque (dix-huit sièges, dont la Banco Atlantico, huitième groupe du pays), à l'assurance, à la construction, à l'élevage et, plus récemment, aux grands magasins (numéro deux du pays).

L'abeille, symbole du travail, était devenue l'emblème de Rumasa. Au milieu d'une Espagne en pleine récession, face aux industriels n'investissant qu'en compte-gouttes et aux banques hésitant à prendre des risques, M. Ruiz Mateos était devenu l'expression presque insolente d'un capitalisme triomphant qui faisait plus d'un envieux au sein du patronat. Pourquoi les socialistes, qui ne cessent d'affirmer leur volonté de favoriser l'investissement privé et d'appuyer les « chefs d'entreprises modernes », ont-ils décidé de couper les ailes à Rumasa, rompu avec la ligne d'extrême prudence jusqu'ici suivie en matière économique ? Si leur décision a pris tout le monde de court, par son caractère radical et fulgurant, elle n'apparaît toutefois pas totalement inattendue.

Enquête comptable

Depuis plusieurs jours, une polémique publique opposait M. Ruiz Mateos au ministre de l'économie, M. Miguel Boyer et à la Banque d'Espagne. Le motif : la nécessité d'un contrôle de la comptabilité de Rumasa. Depuis l'époque du gouvernement centriste, le « groupe de l'abeille » était l'objet de vives pressions de la part des responsables économiques, cherchant à imposer à M. Ruiz Mateos une enquête comptable de son groupe bancaire réalisée par une firme indépendante. La tâche fut confiée, en mai dernier, à l'entreprise Arthur Andersen.

Celle-ci rencontra toutefois de grandes difficultés pour réaliser ces travaux et, depuis décembre, des rumeurs croissantes faisaient état d'une possible rupture de contrat entre Rumasa et Arthur Andersen. Le vendredi 18 février, M. Boyer annonçait que, dans ce cas, il enverrait les inspecteurs de la Banque d'Espagne contrôler directement la comptabilité des banques de M. Ruiz Mateos. Ce dernier réagissait vivement le lendemain en réaffirmant la solvabilité de son groupe et sa volonté de laisser les « audits » suivre leurs cours. « Les conséquences que peuvent avoir les déclarations du minis-

■ Un mandat d'arrêt a été lancé le mercredi 23 février contre le journaliste Xavier Vinader, déjà condamné dans une affaire de presse à sept ans de prison et actuellement hors d'Espagne. Le mandat est lié à la non-comparution du journaliste dans une affaire d'injures contre l'ami d'un militant d'extrême droite. Le procureur a requis trois mois de prison. - (A.F.P.)

■ Neuf extrémistes de droite (huit Autrichiens et un ressortissant ouest-allemand) ont été inculpés, mercredi 23 février à Vienne, d'activités « néo-nazies » par le procureur général. Deux des inculpés, l'Autrichien Atila Bajcsy et l'Allemand Ekkehard Weil, sont également accusés d'« attentats à l'explosif », commis notamment le 11 juin dernier contre le domicile de M. Simon Wiesenthal, directeur du Centre de documentation juif à Vienne.

Selon l'acte d'accusation, les « activités néo-nazies » concernent la « propagande », des « exercices militaires-sportifs » et « l'enseignement de l'idéologie nazie à des jeunes ». - (A.F.P.)

Le gouvernement confirme toutes les clauses de l'accord militaire avec Washington

De notre correspondant

Madrid. - Les gouvernements espagnol et américain se sont entendus sur les modifications à apporter à leur accord militaire, qui permet à Washington l'utilisation depuis 1953 de quatre bases en territoire espagnol. Une annexe au dernier texte mis au point en juillet 1982 (avant l'arrivée des socialistes au pouvoir et non encore ratifié) devait être signée ce jeudi 24 février par le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Morán, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Todman. Le nouveau texte sera approuvé sans problèmes par le Congrès des députés, où les socialistes disposent d'une ample majorité.

Le parti socialiste ouvrier espagnol s'est finalement contenté d'une légère modification, ce qui a provoqué le mécontentement des communistes. L'annexe précise seulement que la signature de l'accord par l'Espagne ne doit pas être interprétée comme impliquant son adhésion à la structure militaire intégrée de l'OTAN. Les Etats-Unis acceptent, d'autre part, de renégocier globalement le texte si le statut actuel de Madrid au sein de l'alliance atlantique devait changer.

Les socialistes n'ont donc remis en question ni l'existence des quatre bases ni même leur emplacement : la localisation de la base aérienne de Torrejon, une cible potentielle de première importance, à une vingtaine de kilomètres à peine de Madrid, suscite pourtant de sérieuses réticences au sein même du P.S.O.E. Désireux avant tout de rassurer Washington par sa modération, en cette période délicate de transition politique intérieure et de tension internationale, le gouvernement de M. Felipe Gonzalez a donc préféré remettre à plus tard le réexamen de ses rapports avec les Etats-Unis, qui ira sans doute de pair avec la définition de sa nouvelle position face à l'OTAN.

Th. M.

SEPT PUTSCHISTES DU 23 FÉVRIER 1981 ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

Madrid (A.F.P.). - Sept des vingt et une personnes condamnées pour leur participation au putsch manqué du 23 février 1981 ont été libérées, mercredi 23 février, après avoir purgé leur peine de deux ans de prison infligée par un conseil de guerre.

Le Conseil suprême de justice militaire, qui a dicté l'ordre de remise en liberté, précise que celle-ci ne préjuge pas de la décision que prendra le Tribunal suprême devant lequel le procureur militaire, au nom du gouvernement, a présenté un recours en cassation qui pourrait aggraver les peines imposées.

Le procureur militaire estime que ces sept condamnés pour un délit de « rébellion militaire » avaient été plus que de simples « exécutants », comme l'affirmait la sentence, et a jugé les peines trop « indulgentes ».

Des trente-deux inculpés dans la tentative de coup d'Etat, onze ont été acquittés : l'un d'eux, condamné à un an de prison, a été libéré à l'issue du procès, et quatorze demeurent en prison dont les deux principaux protagonistes, le lieutenant-colonel Antonio Tejero et le lieutenant-général Jaime Milans del Bosch, condamnés à trente ans de prison.

Turquie

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES DEVRAIENT AVOIR LIEU LE 16 OCTOBRE

Ankara (A.F.P.). - Les élections générales auront lieu en Turquie le 16 octobre, a-t-on appris mercredi 23 février, de source bien informée, à Ankara. Le chef de l'Etat, le général Evren, a donné des instructions dans ce sens lors de l'installation, il y a quelques jours, du nouveau président du bureau général des élections, M. Ismet Yanik-Omeroglu.

La loi qui réglemente les élections à la future Assemblée nationale devrait être soumise à l'Assemblée consultative, organe coopté en novembre 1981. Ce sera fait après le vote par cette même assemblée de la loi sur les partis politiques, dont le projet est actuellement en discussion, et qui permettra un retour à des activités politiques, prohibées depuis la dissolution de l'Assemblée nationale à la suite du coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME AU PAYS BASQUE

Des militants présumés de l'ETA politico-militaire sont arrêtés en France

Une vaste opération de police, commencée dans la soirée du mardi 22 février, s'est soldée par l'arrestation du chef présumé et de huit des membres de l'ETA politico-militaire dans le sud-ouest de la France.

C'est à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques) que devait être appréhendé le premier, par les hommes de la police de l'air et des frontières (PAF), Pedro Azkorkiza Ikazurriaga, « Potioka », trente ans, nouveau chef présumé de l'organisation. « Potioka » a été trouvé en possession de sept lettres, qu'il s'apprêtait à poster, destinées à sept industriels espagnols, dont quatre de Pamplune et trois de Vitoria, leur réclamant à chacun le paiement d'un « impôt révolutionnaire » dont le montant variait entre 5 millions de pesetas (275 000F) et 20 millions de pesetas (plus de 1 million de francs).

Au total, quinze personnes allaient être interpellées, parmi lesquelles figure Arnaldo Otegui Mondragon, « El Gordo », l'un des

principaux dirigeants du mouvement. De multiples perquisitions opérées dans tout le Pays basque français, de Tarnos (Landes), au nord de Bayonne, à Socoa, ville proche de la frontière franco-espagnole, auraient permis aux policiers de saisir des documents et des matériels jugés « très compromettants ». Neuf de ces personnes, qui étaient toujours placées en garde à vue jeudi matin 24 février, devaient être présentées à un juge d'instruction de Bayonne dans l'après-midi. Selon toute probabilité, ils devraient être inculpés de constitution d'association de malfaiteurs en vue d'extorsion de fonds.

« Potioka » et les autres militants interpellés appartiennent tous à la branche des « milikis », considérés comme les radicaux de l'organisation. Les « milikis » avaient annoncé, voici quarante-huit heures, lors d'une conférence de presse clandestine, que « la France pourrait avoir des surprises si les autorités durcissaient leurs positions vis-à-vis des réfugiés » basques.

Accélération

Les nouvelles arrestations de Basques espagnols sur le territoire français marquent non pas un tournant de la politique française à l'égard du terrorisme basque espagnol, mais l'accélération d'un processus ancien-ché depuis quelques mois.

Dans un premier temps, dès les mois de mai et juin 1981, la politique du gouvernement de M. Mauroy a été affirmée clairement : lutte contre le terrorisme, oui, extraditions, non. M. Defferre, ministre de l'intérieur, avait rapidement fait savoir que les effectifs de police au Pays basque avaient été renforcés. M. Cheysson, ministre des relations extérieures, indiquait le 3 juin 1981 : « Que les terroristes basques ne se fassent pas d'illusions, ce n'est pas parce que nous refuserons d'extrader quelques terroristes que nous allons être indulgents avec eux (...). » Et de fait, des membres des organisations clandestines basques furent arrêtés : « Txomin », dirigeant présumé de l'ETA-militaire, en juillet 1982 ; « Txuso », chef présumé de l'ETA politico-militaire, en octobre 1982, etc.

Cette politique a désormais pris une autre coloration. L'arrivée de la gauche au pouvoir en Espagne, fin 1982, n'y est pas pour rien. De même, la communication de M. Robert Badinter, garde des sceaux, sur l'extradition devant le conseil des ministres, en novembre 1982. La France entend, apparemment, faire preuve de meilleure volonté à l'égard de ses partenaires. Les dernières interpellations de militants basques, qui s'ajoutent à d'autres - une demi-douzaine au mois de janvier, en sont l'illustration. - L. G.

■ M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a eu un entretien, mercredi 23 février à Rome, avec son collègue italien, M. Colombo, qui l'a reçu à dîner. Le ministre français avait proposé de se rendre à Rome car, se trouvant au Proche-Orient, il n'avait pu rencontrer M. Colombo lors du récent sommet franco-italien de Paris. Les conversations de mercredi ont notamment porté sur les relations Est-Ouest, le Proche-Orient et la Méditerranée (projet français de conférence des riverains de la Méditerranée occidentale).

L'HISTOIRE EN MARCHÉ



COLLECTION DE POCHES
POINTS HISTOIRE SEUIL

Pour l'achat de 3 Points votre libraire vous offre "Histoires pragoises" de R.M. Rilke, Points Roman n° 100.

- Jean-Pierre Rioux : La France de la Quatrième République 1958-1959
- Jean-Baptiste Duroselle : Politique étrangère de la France 1933-1939
- Robert Delon : La vie au Moyen Age

EUROPE

U.R.S.S.

Retour à « Andropolis »

(Suite de la première page.)

L'explication de ces bizarreries, on la trouve dans la presse, entre les lignes de tous ces articles inlassablement consacrés depuis quelques semaines à dénoncer les conséquences sur la productivité de l'alcoolisme et de l'absentéisme.

On la trouve aussi, la nuit venue, dans ces cuisines où l'on discute toujours jusqu'à l'aube, autour d'un quignon de pain, d'un morceau de jambon ou de saucisse, et de la sainte vodka, du problème du moment. Et les voix des cuisines nocturnes confirment les euphémismes de la Pravda et des Izvestia : le grand sujet de préoccupation est bien cette campagne de remise en ordre du pays lancée par M. Andropov peu après la mort de Brejnev.

La campagne de moralisation

Les anecdotes abondent, qui illustrent le changement de climat : c'est vrai que la milice a vérifié à plusieurs reprises les identités des spectateurs de tel cinéma, des acheteurs de tel magasin - y compris le Goum - pendant les heures régulières de travail. Les noms de ceux qui auraient dû se trouver à leur bureau ou à leur atelier au lieu de se distraire ou de chercher à s'approvisionner ont été communiqués à la direction des entreprises concernées. On ignore encore si les coupables feront l'objet d'un simple avertissement, mais pour l'instant on ne fait état de sanctions qu'en cas de récidive. Les mêmes

opérations policières ont même eu lieu aux célèbres bains Sandounovskii, où nonchalants et privilégiés n'osent plus se montrer et passer une heure ou deux autour de quelques bouteilles de bière.

La campagne de moralisation n'épargne pas la province. Tel journal a raconté l'histoire de ce chauffeur routier de Novgorod arrêté par le contrôle populaire alors qu'il utilisait son camion à des fins personnelles. Il expliqua, en guise d'excuses, qu'il était à la recherche de lait car il n'y en avait pas dans son quartier... ce qui se révèle exact ! Dans telle université de province sont apparues des affiches enjoignant aux professeurs d'être à l'entrée de leurs salles de cours à l'heure juste. Mais, contrairement au cas de Moscou et, dans une moindre mesure, de celui de Leningrad, la vague puritaine ne s'accompagne pas dans le reste du pays d'un effort pour améliorer l'approvisionnement.

La situation des kholkoziens et des travailleurs des sovkhozes est bien pire encore. Tout est fait désormais pour les décourager de se rendre dans la capitale pour s'y procurer, au détriment des Moscovites, ce qu'ils ne peuvent trouver sur place. C'est ainsi que des contrôles ont lieu dans les gares proches de Moscou pour empêcher les paysans de quitter leur bourg. Et on aurait demandé aux syndicats des villes voisines de cesser d'affréter des autobus pour organiser pendant les week-ends des excursions alimentaires à Moscou sous couvert d'aller se recueillir au mausolée de Lénine. Divers tra-

fics, en même temps, ont disparu, en particulier celui des Géorgiens et des Arméniens qui venaient vendre à prix d'or, à Moscou, des fruits, des légumes et des fleurs de leurs républiques. Résultat : il n'y a pratiquement plus une fleur, cet hiver, dans la capitale, et les marchés kholkoziens n'ont plus grand-chose à offrir, sinon de la viande à 7 ou 8 roubles le kilo - bien plus appétissante, il est vrai, que celle des magasins d'Etat, à 2 roubles. Mais ici comme là, on continue à la débiter à la hache...

Si toutes ces mesures ont éliminé de Moscou plusieurs centaines de milliers de consommateurs, elles n'ont pas empêché les autorités de procéder à des augmentations de prix insidieuses car elles ne sont plus annoncées dans la presse. C'est ainsi que les amateurs de musique se sont aperçus, au début de février, que le prix des disques, qui se situait aux alentours de 1,5 rouble pour un 33 tours était passé à 4 roubles environ. Des augmentations aussi importantes affectent beaucoup d'objets ménagers et certains vêtements. Un manteau de femme en drap de médiocre qualité coûte aujourd'hui 150 roubles, et il faut compter au moins 100 roubles pour se procurer des bottes fourrées, indispensables plusieurs mois par an. Le prix d'un méchant chandail est d'au moins 25 roubles. Un « col roulé » en angora, made in India, atteint 151 roubles.

Aucun Soviétique non officiel ne prétend que la campagne Andropov va réussir. La laisser-aller des dernières années Brejnev, la nécessité, pour survivre dans un système économique totalement figé, d'avoir recours à tous les moyens parallèles possibles et imaginables, constituent autant d'obstacles insurmontables. Ce n'est pas d'entre part la première fois qu'une telle campagne est lancée ; les précédentes se sont vite essouffées, tant il est vrai qu'il ne sert à rien de vouloir changer le système sans que les Russes s'y refusent de réformer d'abord le système.

Il n'empêche que M. Andropov paraît déterminé. La lutte contre la corruption, le chantage et l'absentéisme constitue pour lui un moyen de renforcer encore son pouvoir puisque ce sont des bréviaires qui en sont victimes : le monde du plan, le commerce, celui des transports et celui de l'intérieur ont déjà été remaniés. Il s'agit là de responsables de trois secteurs-clés de la politique intérieure, qui avaient été simplement critiqués ; il faut ajouter à cette liste les membres du plan, remplacés par son adjoint, et la nomination au poste de vice-premier ministre de M. Gaidar Aliev, l'ancien responsable de l'Azerbaïdjan, où il est censé avoir mené une lutte efficace contre la corruption, qui y attirent des sommes énormes.

Par son comportement, M. Andropov cherche aussi à symboliser une certaine rupture avec le passé ; il ne se déplace plus à travers Moscou en un immense cortège de limousines noires et de voitures emplies de gardes du corps, fonceant à travers la ville à plus de 80 kilomètres à l'heure. Les décorations, fait-il dire, ne l'intéressent plus plus que le culte de la personnalité. Et en allant visiter le 31 janvier les ouvriers de la fabrique de machines-outils Orjontskiz, le secrétaire général a manifesté vouloir accomplir un geste « légitime » qui tranche avec le superbialement dans lequel vivait Leonid Brejnev.

Si l'on ne peut pas encore parler véritablement de « purge » - les hommes écartés étaient souvent très âgés - le comportement de M. Andropov a été d'inspiration d'investigation parmi les membres de l'administration et les cadres moyens du parti. Comme l'ensemble de la population, nul ne sait de quoi demain sera fait : réformisme khrouchtchévien mieux tempéré ou surcroît de totalitarisme ? En attendant, M. Andropov a encore renforcé son contrôle sur le secteur répressif en libérant M. Fedotichov de ses fonctions à la tête du K.G.B. pour l'envoyer diriger le ministère de l'intérieur et en nommant à la tête de la police politique le général Chabrikov. Ce général passe pour avoir été le plus proche collaborateur de M. Andropov au K.G.B.

Il est probable que M. Andropov va compléter la victoire qu'il a déjà remportée sur le front de la dissidence. Depuis quelques semaines le K.G.B. a porté le fer dans des milieux opposés à l'Etat et en nommant à la tête de la police politique le général Chabrikov. Ce général passe pour avoir été le plus proche collaborateur de M. Andropov au K.G.B.

Il est probable que M. Andropov va compléter la victoire qu'il a déjà remportée sur le front de la dissidence. Depuis quelques semaines le K.G.B. a porté le fer dans des milieux opposés à l'Etat et en nommant à la tête de la police politique le général Chabrikov. Ce général passe pour avoir été le plus proche collaborateur de M. Andropov au K.G.B.

Il est probable que M. Andropov va compléter la victoire qu'il a déjà remportée sur le front de la dissidence. Depuis quelques semaines le K.G.B. a porté le fer dans des milieux opposés à l'Etat et en nommant à la tête de la police politique le général Chabrikov. Ce général passe pour avoir été le plus proche collaborateur de M. Andropov au K.G.B.

Il est probable que M. Andropov va compléter la victoire qu'il a déjà remportée sur le front de la dissidence. Depuis quelques semaines le K.G.B. a porté le fer dans des milieux opposés à l'Etat et en nommant à la tête de la police politique le général Chabrikov. Ce général passe pour avoir été le plus proche collaborateur de M. Andropov au K.G.B.

JACQUES AMALRIC.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

SUN YEFANG, L'UN DES PLUS IMPORTANTS ÉCONOMISTES CHINOIS, est mort à Pékin le 22 février à l'âge de soixante-cinq ans. « Économiste marxiste renommé », selon *Chine nouvelle*, militant du P.C.C. depuis 1923, il avait dirigé de 1957 à la révolution culturelle, dont il fut une des premières victimes, l'Institut de l'Académie des sciences. Il avait été élu en 1982 membre de la Commission des conseillers du comité central du P.C.C. Il avait largement contribué à l'évolution de l'économie chinoise ces dernières années et avait notamment plaidé pour que soit reconnue, dans le cadre d'une économie planifiée, l'importance de la loi de la valeur et un pouvoir de décision autonome pour les entreprises. (Corresp.)

Bolivie

PLUSIEURS ÉLÉMENTS PARAMILITAIRES soupçonnés d'être les auteurs de l'assassinat en Bolivie du Jésuite Luis Espinal, le 10 juin 1980, et de huit dirigeants du mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), le 15 janvier 1981, ont été arrêtés. A-t-on appris de sources proches du ministère de l'intérieur, le mercredi 23 février. Le père Espinal, considéré comme le meilleur critique de cinéma de Bolivie, était également directeur de l'hebdomadaire de gauche *Aguila*. Son assassinat survint alors que, semble-t-il, il s'apprêtait à révéler les liens entre certains chefs militaires et les milieux de la drogue. Les dirigeants du MIR ont été assassinés lors d'une réunion clandestine à La Paz, six mois après le coup d'Etat du 17 juillet 1981, qui devait porter au pouvoir le général Garcia Meza. (A.F.P.)

Pologne

La milice a procédé à des interpellations à l'intérieur d'une église de Katowice

Pour la première fois depuis l'instauration de l'état de guerre, la police polonaise a procédé à des interpellations, mercredi 23 février, à l'intérieur d'une église pendant le déroulement d'une messe. Il s'agissait d'une messe célébrée, à Katowice, à l'intention des militants de *Solidarité*, morts, arrêtés ou condamnés sous la loi martiale, et qui avait été commandée par M. Kazimierz Switon, l'un des pionniers - bien avant les grèves d'août 1980 - du mouvement pour la création de syndicats libres.

La veille, mardi, la milice s'était présentée au domicile de M. Switon pour l'arrêter préventivement, mais ce n'y avait pas trouvé. Il s'était caché depuis vingt-quatre heures déjà, et les recherches entreprises pour mettre la main sur lui restèrent vaines. Quand on parvint enfin à le « localiser », il était en famille, près de l'autel de l'église du Cour-de-Jésus, au milieu d'une foule de quelques trois mille personnes, la plus importante qui ait été rassemblée dans la capitale du pays minier depuis l'instauration de l'état de guerre.

C'est alors que la messe se terminait que les miliciens, fendant les rangs des fidèles, ont procédé à son interpellation. Par la même occasion, l'envoyé spécial de l'A.F.P. Maryan Kafarski, a été amené pour une heure environ au commissariat. De nombreuses autres interpellations auraient eu lieu, mais sans incident, à la sortie de l'église, alors que les journalistes et les techniciens des équipes de télévision occidentales, qui s'étaient rendus pour l'occasion, à Katowice, étaient retenus par la police, après avoir été bloqués sur la route, avant même d'avoir pu pénétrer dans la ville.

M. Walesa, qui avait annoncé lundi son intention d'assister à la cérémonie, s'est, quant à lui, décomposé au dernier moment, mercredi matin, en raison, a-t-il expliqué, d'une panne de voiture et de la suspension des liaisons aériennes entre Gdansk et Katowice. Il semble, en

fait, que le président du syndicat dissous ait fait l'objet de fortes pressions pour le dissuader de faire ce déplacement.

Le 40^e anniversaire de l'insurrection du ghetto

Dans son édition du 22 février, le *Bulletin d'information* de la région de Mazovie, l'un des principaux journaux clandestins de Varsovie, publie une lettre ouverte de M. Marek Edelman, le commandant en second de l'insurrection du ghetto de Varsovie, par laquelle il annonce son refus d'entrer au comité d'honneur chargé de préparer le quarantième anniversaire de l'insurrection. M. Edelman, qui a toujours refusé de quitter la Pologne, où il dirige un service de cardiologie, à Lodz, et qui avait été délégué, en septembre 1981, au premier et dernier congrès de *Solidarité*, explique son refus en écrivant que les insurgés juifs d'il y a quarante ans ont « non seulement lutté pour vivre mais aussi pour vivre dans la dignité et la liberté ». « Marquer notre anniversaire à Varsovie, où toute la vie de la société est dominée par l'humiliation, dit-il, serait une trahison de notre lutte ».

Les autorités auraient, d'autre part, décidé de faire conduire la délégation polonaise au congrès du parti communiste italien, qui ouvre la semaine prochaine par M. Ciriaco De Gaulle, ancien ministre des affaires étrangères, membre du bureau politique et chargé au secrétariat des relations internationales. Cette décision, si elle était confirmée, traduirait une volonté des dirigeants polonais d'essayer de renouer avec le P.C.I. un dialogue interrompu depuis l'instauration de l'état de guerre. Elle pourrait aussi permettre à M. Ciriaco De Gaulle de prendre des contacts directs avec le Vatican dans la perspective du projet initial de visite du pape en Pologne.

Grande-Bretagne

Le parti travailliste règle péniblement ses comptes avec ses tendances d'extrême gauche

De notre correspondant

Londres. - Le parti travailliste n'est pas au bout de ses peines. Après cinq années de péripéties et d'hésitations, le comité national exécutif a décidé, le mercredi 23 février, d'expulser du parti les cinq membres du comité exécutif du journal *Militant* autour duquel se regroupe la tendance trotskiste. *Militant* était accusé de constituer une véritable « parti dans le parti », contraire au statut du mouvement travailliste qui reconnaît cependant l'existence de tendances.

L'expulsion, qui fait suite à la décision de principe prise par le congrès de Blackpool en septembre dernier, a été acquiescée par dix-neuf voix contre neuf. La gauche du comité exécutif a demandé un nouveau délai permettant de rechercher un *modus vivendi*. Mais la majorité, y compris le centre-gauche de M. Foot, leader du parti travailliste, a opté pour une décision immédiate et exécutoire.

Les dirigeants de *Militant*, qui contestent la conformité de la décision aux statuts du parti, ont menacé de porter l'affaire devant les tribunaux. La bataille de procédure n'est donc pas terminée, d'autant que la droite du parti travailliste voudrait ne pas en rester là et expulser du parti les membres les plus actifs de la tendance, en commençant par les candidats sélectionnés par les organisations de base ou vue des prochaines élections législatives.

M. Foot et ses amis paraissent, toutefois, soucieux de ne pas déclencher une « chasse aux sorcières ». Ils considèrent qu'il suffit de faire un exemple pour montrer à l'opinion britannique une image modérée du mouvement travailliste impérial.

ble aux infiltrations des extrémistes de gauche.

Il n'est pas sûr que les mesures disciplinaires prises contre *Militant* permettent au Labour de combler le fossé qui, dans les sondages, le sépare des conservateurs. Le plus récent crédit le parti de M^{rs} Thatcher de 42,5 % des intentions de vote contre 32 % seulement aux travaillistes et 22,5 % à l'alliance entre les socialistes-démocrates et les libéraux. Compte tenu du système électoral britannique, le premier ministre disposerait d'une confortable majorité dans la prochaine Chambre des communes.

L'élection de Bermondsey

Une illustration de cette impopularité relative des travaillistes pourrait être donnée lors de l'élection partielle qui a lieu ce jeudi 24 février à Bermondsey, un quartier populaire du sud de Londres. La consultation a été provoquée par la démission de M. Bob Mellish, ancien président du groupe parlementaire, en butte à l'hostilité croissante d'une organisation locale de plus en plus orientée à gauche. Le candidat travailliste est un jeune homme d'origine australienne, M. Peter Tatchell. Ses déclarations en faveur de l'action extraparlamentaire lui avaient valu les foudres de M. Foot.

Refusé une première fois par la direction du parti, M. Tatchell a été de nouveau choisi par le parti local. Très marqué à gauche bien qu'il n'appartienne pas à la tendance *Militant*, M. Tatchell n'est pas certain de conserver un siège contrôlé par les travaillistes depuis plus d'un demi-siècle. S'il perd, vraisemblablement au profit du candidat libéral, ce sera un échec pour le Labour. S'il gagne, ce sera un affront pour la direction du parti.

Certains membres de la droite travailliste admettent qu'ils préfèrent une défaite de M. Tatchell qui leur permettrait de reprendre leur offensive contre une gauche accusée de gêner les chances du mouvement et même contre M. Foot lui-même, dont les méthodes de direction sont toujours aussi contestées. Il semble toutefois difficile de remplacer le leader du Labour, alors que les élections générales peuvent avoir lieu à tout moment, au gré de M^{rs} Thatcher.

DANIEL VERNET.

Une semaine avec Le Liban

ENQUÊTES ET REPORTAGES RÉALISÉS EN COLLABORATION AVEC TF 1

PUBLIÉS DANS UN SUPPLÉMENT DE QUATORZE PAGES EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

Bon de commande « supplément LIBAN »

NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

Nombre d'exemplaire(s)..... X 10 F (prix France, frais de port inclus) = F

Commande à faire parvenir avec votre règlement au « MONDE », Service des ventes, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UN OUVRAGE QUI FAIT AUTORITÉ

AUX ÉDITIONS S.T.H.
8, av. Léon-Henzy 75006 Paris Tél. 527.10.15

La Constitution de la V^e République

THÉORIE ET PRATIQUE

de Charles de Gaulle à F. Mitterrand par Le MONDE-NOUVEL, Directeur de Sciences Politiques
2^e Édition 1983 - 365 pages. Format 18x24. Prix : 60 F

- Une parfaite appréhension des événements et perspectives de la vie politique française.
- Un excellent traité.
- Un ouvrage de référence.
- Un ouvrage remarquable de clarté sur la pratique politique de la Constitution du 4 octobre 1958.

A. Robert LE MONDE. LIRE. G. Rossi-Landi. A. Pothier. G. Marcellin. LE COURRIER-DE SAONE-ET-LOIRE.

ROMATIE

M. HENRY
D. DAUGE
CHOUX DE FRANCE

AFRIQUE

VEILLE D'ÉLECTIONS AU SÉNÉGAL

1. - Un trop-plein démocratique

Au terme d'une campagne de trois semaines assez exceptionnelles en Afrique par son caractère démocratique et sa sérénité, les Sénégalais vont élire dimanche 27 février, pour cinq ans, leur président de la République et leurs députés. Le chef de l'Etat est élu, comme en France, au scrutin majoritaire à deux tours,

et cinq candidats sont en lice : le président sortant, M. Abdou Diouf, dont le succès ne fait aucun doute, et quatre personnalités de l'opposition.

Les députés, au nombre de cent vingt, seront choisis de façon plus complexe : pour

moitié, au scrutin majoritaire de liste à l'échelon départemental et, pour moitié, au scrutin proportionnel à l'échelon national, les votes des électeurs étant décomptés deux fois. Huit partis sont en compétition pour ces cent vingt sièges : le parti socialiste gouvernemental et sept formations d'opposition.

De notre correspondant PIERRE BIARNÈS

Trois personnalités, MM. Abdoulaye Wade, Mamadou Dia et Cheikh Anta Diop, et les formations qui les soutiennent viennent nettement en tête, MM. Wade et Dia se présentent à l'élection présidentielle, tandis que Cheikh Anta Diop se contente de diriger la liste de son parti aux élections législatives.

Un P.D.S. affaibli

Chef de file de l'opposition parlementaire de l'Assemblée nationale, M. Abdoulaye Wade est secrétaire général du P.D.S., de tendance libérale, qu'il a créé en 1974, et il s'est déjà présenté aux élections présidentielles et législatives de 1978.

Du fait notamment de sa relative ancienneté par rapport à ses rivaux, le P.D.S. est le parti d'opposition le mieux organisé et le mieux placé. Il vient de se doter d'un nouveau journal tri-hebdomadaire. Pour des raisons tactiques, M. Wade bénéficie d'autre part du soutien d'une solide petite formation marxiste orthodoxe, reconnue comme telle par les partis communistes français et soviétique, le Parti de l'indépendance et du travail (P.I.T.) qui se présente, par contre, séparément aux législatives.

Mais, le P.D.S. n'est plus seul à s'opposer au parti socialiste gouvernemental. Il a souffert de nombreuses défections, dont celle de la moitié de son groupe parlementaire qui comptait initialement dix-huit députés (sur un total de cent), ainsi que du bruit fait autour de quelques affaires mal éclaircies, comme l'enquête sur la mort de plusieurs dizaines de ses militants en Libye pour y suivre, selon M. Wade, des stades de gardes du corps.

Au total, il est douteux que le P.D.S. puisse retrouver ses scores d'il y a cinq ans, qui étaient d'environ 17 % à l'élection présidentielle et 18 % aux législatives.

Ancien chef du gouvernement sénégalais qu'il a dirigé au début de l'indépendance avant de devoir purger douze années de prison pour tentative de coup d'Etat, M. Mamadou Dia est soutenu, à l'élection présidentielle par quatre petites formations s'inspirant plus ou moins du marxisme, dont le Mouvement démocratique populaire (M.D.P.), qu'il dirige, et la Ligue démocratique - Mouvement pour le parti du

travail (L.D.-M.P.T.). Ces deux partis présentent cependant des listes de candidats séparées aux législatives. M. Dia demeure une personnalité très connue, mais il a perdu la plupart de ses lieutenants et, du fait de son âge et d'une cécité presque totale, il souffre d'un grave handicap. Dans ses déclarations publiques, d'une tonalité amère, il donne l'impression de vouloir essentiellement profiter de la campagne électorale pour s'expliquer une ultime fois sur le passé, si ce n'est pour tenter de régler quelques comptes.

Cheikh Anta Diop, enfin, intellectuel brillant, directeur du laboratoire du Carbone 14 de l'université de Dakar, historien renommé de l'Egypte ancienne, dont l'influence s'exerce depuis un quart de siècle sur la jeune élite du continent noir, passe ici pour être tenté, au-delà des péripéties électorales actuelles, par un ralliement négocié au successeur du président Senghor, avec lequel il s'est querellé pendant plus de vingt ans. Il a, du reste, renoncé à s'opposer à M. Abdou Diouf pour la présidence et en retour, de toute évidence, celui-ci le ménage. Mais, de ce fait, la formation qu'il a créée il y a quelques années, le Rassemblement national démocratique (R.N.D.), dont il est l'unique leader jouissant d'une réelle audience nationale même si ce parti ne manque pas, par ailleurs, de cadres et de militants actifs et, de qualité, se trouve un peu désemparé et sa campagne pour les législatives s'en ressent incontestablement.

Les deux autres candidats à la présidence, dont les partis sont également présents aux législatives sont MM. Mahjourn Diop, chef historique du marxisme sénégalais, mais dont la formation, le Parti africain de l'indépendance (P.A.I.), a été victime de nombreuses scissions et défections, et le Dr Oumar Wone, dont on n'avait guère entendu parler jusqu'à présent, chef d'un petit parti de création récente aux orientations idéologiques peu précises, le Parti populaire sénégalais (P.P.S.). Il n'y a personne, chez ces adversaires, qui puisse sérieusement inquiéter le président sortant.

Prochain article :

UN PRÉSIDENT ASSURÉ DE L'EMPORTER

Namibie

Les Sud-Africains et les Angolais se sont rencontrés une deuxième fois au Cap-Vert

Sud-Africains et Angolais ont eu une deuxième session de pourparlers qui a duré deux heures, mercredi 23 février, au Cap-Vert, sur la situation à la frontière sud de l'Angola. Une nouvelle réunion devrait se tenir prochainement.

Dans une interview accordée à l'agence portugaise ANOP, le ministre angolais de l'intérieur a indiqué que sa délégation n'était pas venue au Cap-Vert pour menacer la paix le long de la frontière entre l'Angola et la Namibie. Mais il a ajouté qu'il était favorable à une solution de la question namibienne analogue à celle qui a conduit à l'indépendance du Zimbabwe.

« L'Angola pense que le Zimbabwe est un bon exemple pour l'Afrique du Sud, a-t-il dit. L'Angola ne s'opposera pas à une solution rhodésienne en Namibie parce qu'elle est sûre que la SWAPO est le représentant légitime du peuple namibien et qu'elle gagnera les élections... » (Reuter.)

De notre correspondant

Johannesburg. - Il y avait deux ministres, M. Alexandre Rodrigues (intérieur) et M. Venancio de Moura (secrétaire d'Etat aux affaires étrangères) du côté angolais, mais aucun dans la délégation sud-africaine, conduite par le directeur des affaires étrangères, M. Hans Van Dalsen. En l'absence de communiqué officiel sur l'état des secondes négociations directes entre Pretoria et Luanda au Cap-Vert, on en est réduit aux supputations.

La charge d'arbitrer le face-à-face est revenue, comme en décembre 1982, au ministre des affaires étrangères du Cap-Vert, M. Silvano de Luz. Le numéro deux de la délégation sud-africaine, M. Brand Fourie, ambassadeur aux Etats-Unis, s'est entretenu, mercredi, avec M. Aristides Pereira, chef de l'Etat cap-verdien, le ministre angolais avait fait de même la veille.

« De manière à favoriser le dialogue, nous avons limité au minimum les opérations en territoire angolais », a déclaré, mercredi soir, le haut commandement des forces armées à Windhoek. Celles-ci ont cependant fort à faire en Namibie même.

Les « unités spéciales » de l'Armée de libération du peuple namibien (plan, branche militaire de la SWAPO), infiltrées dans le nord du pays depuis plus d'une semaine, compteraient en effet six cents à huit cents hommes. D'après les communiqués sud-africains, la plus large offensive jamais lancée par la SWAPO paraît cependant marquer le pas.

Plus de cent trente « terroristes » auraient été éliminés avant d'atteindre leur objectif : les zones agricoles tenues par les fermiers blancs. Ces derniers « ont bon moral » et sont quotidiennement informés de la situation sur le terrain.

Ces combattants auraient subi un entraînement intensif dans un base de la SWAPO située en Angola, près de Lubango, et connue sous le nom de Volcano. L'offensive des nationalistes s'étendrait sur plus de 700 km de brousse, soit environ la moitié de la ligne frontière avec l'Angola. Mais les troupes d'occupation, qui n'ont perdu, selon elles, que trois hommes depuis le début de l'offensive, assurent tenir la situation bien en main.

PATRICE CLAUDE.

ASIE

Inde

90 % des électeurs ont boycotté les élections en Assam remportées par le parti de M^{re} Gandhi

Les massacres d'émigrants bengalis en Assam ont déclenché une vague d'exode de ces populations, qui craignent pour leur vie. Plus de vingt mille personnes se sont réfugiées en Arunachal-Pradesh et des milliers d'autres fuient vers le Bengale-Occidental ou affluent dans les gares dans l'attente d'un train. Mais, selon des journalistes présents sur place, ils ne semblent pas vouloir regagner le Bangladesh - dont beaucoup sont originaires - et qui d'ailleurs ne veut pas d'eux.

Il semble bien que les massacres n'ont pas seulement frappé des musulmans, mais aussi des Bengalis hindouistes. « Nous ne voulons pas quitter l'Inde, c'est devenu notre pays après la partition de 1947. Nous sommes hindous comme n'importe quel Indien », a déclaré un Bengali à l'A.F.P.

Un nouveau bilan des violences fait état de mille deux cent quarante-cinq morts, mais des cadavres continuent d'être découverts dans des villages - une cinquantaine de corps calcinés à Silpathar, district de Lakhimpur - et certaines sources font état de chiffres officiels allant jusqu'à trois mille cinq cents victimes.

D'autre part, les résultats presque définitifs des élections, qui ont été à l'origine du drame, font apparaître un succès du Congrès I de M^{re} Gandhi, qui a remporté 84 des 97 sièges, sur 126 connus. Mais 90 % des électeurs ont boycotté le scrutin, qui devait être annulé dans une vingtaine de circonscriptions où le nombre des votants est pratiquement nul. Les nationalistes assamais se refusent à reconnaître la validité et poursuivent leur « non-coopération totale » avec le gouvernement central de

M^{re} Gandhi. Ils estiment que le nouveau gouvernement local, qui pourrait être formé vendredi, ne sera qu'un « prétendu ministère élu par le vote des étrangers ». - (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

L'instauration du multipartisme

A partir de 1974, pour des raisons complexes - dont la volonté du président Senghor de préparer sa succession dans un climat plus serein - un vigoureux retour à la démocratie était amorcé, avec la création, tout à fait conforme à la Constitution et qui fut reconnue comme telle, du Parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de M^{re} Abdoulaye Wade.

Le mouvement ainsi lancé ne devait ensuite cesser de prendre de l'ampleur jusqu'à l'instauration, durant l'été 1981, après quelques autres étapes et à l'initiative, cette fois, de l'actuel chef de l'Etat, du multipartisme sans autre limitation que le respect de quelques principes fondamentaux (ne pas se réclamer de par-

REGARDER LE MONDE EN FACE

COLLECTION DE POCHES

POINTS POLITIQUE SEUIL

Pour l'achat de 3 Points votre libraire vous offre "Histoires pragoises" de R.M. Rilke, Points Roman n° 100.

DIPLOMATIE

MM. P.-M. HENRY
ET L. DAUGE
AMBASSEADEURS DE FRANCE

Le conseil des ministres de mercredi 23 février a élevé à la dignité d'ambassadeur de France M. Paul Marc Henry, ambassadeur au Liban, et M. Louis Dauge, ambassadeur au Vatican. L'un et l'autre atteindront cette année l'âge de la retraite.

Sauv' accident de person
Chicago aura un maire

LE DÉBAT SUR LES EUROMISSILES

M. Marchais : le P.C. « a fait totalement sien » la politique de défense de la France

M. Georges Marchais, qui était mercredi 23 février l'invité de l'Association de la presse anglo-américaine, a déclaré que le parti communiste « a fait totalement sien la politique de défense de la France » en matière de défense. « Chaque État, chaque peuple doit disposer des moyens nécessaires à sa défense d'une manière tout à fait indépendante », a ajouté le secrétaire général du P.C.F., en précisant que son parti s'est prononcé « résolument » pour la construction d'un septième sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

A propos des négociations sur le désarmement, M. Marchais a remarqué : « On ne peut pas demander au gouvernement français de réduire sa force de dissuasion. Que les grandes puissances commencent, abouissent à des décisions, et le problème de la prise en compte de notre force de dissuasion se trouvera posé. Je suis convaincu que, à ce moment-là, le gouvernement

assumera ses responsabilités. (...) Comment penser qu'un gouvernement de gauche puisse faire autre chose que ce pourquoi Jaurès a lutté toute sa vie ? »

M. Marchais estime que la discussion entre les États-Unis et l'Union soviétique sur l'appréciation du rapport des forces n'est « sérieuse ni d'un côté ni de l'autre ». « Les grandes puissances, a-t-il dit, savent quel est le rapport des forces. C'est cela qu'il faut mettre sur la table. » A propos des mouvements pacifistes, le secrétaire général du P.C.F. a regretté que « l'on maltraite un peu » ceux qui y participent en les qualifiant de « pacifistes et neutralistes », dont la seule réflexion serait celle-ci : « Qu'importe ce qui arrivera à mon pays. » « Un pays comme la France, qui a subi trois fois l'invasion allemande et qui s'inquiète lorsqu'il voit des manifestations pacifiques se développer en Allemagne ! Je ne comprends pas », a-t-il conclu.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres du 23 février a été consacré essentiellement au logement (Le Monde du 24 février). Un bilan de la première année du plan textile a été présenté (lire page 29). Le conseil a entendu une communication sur les élections régionales.

JEUNES AGRICULTEURS

Les mesures prises en faveur des jeunes agriculteurs ont été rappelées, et, pour l'avenir, les quatre orientations suivantes ont été précisées :

- 1) Amélioration de la qualification professionnelle des jeunes agriculteurs, par la rénovation de l'enseignement agricole, le développement de la formation continue et des services de conseil, et l'encouragement donné aux associations « jeunes-jeunes » ;
- 2) Renforcement de l'assistance technique à l'installation : les candidats à l'installation et les jeunes agriculteurs déjà installés auront un interlocuteur unique en matière de conseil et d'information ;
- 3) Accroissement de l'efficacité des aides publiques, qui seront mieux coordonnées et mieux adaptées à la situation personnelle de chaque bénéficiaire, ainsi qu'à la dimension, la localisation et la production des exploitations ;

FAMILLE ET ENFANCE

Un bilan de la politique familiale a été présenté. Concernant l'enfance maltraitée et délaissée, le communiqué précise :

Sur la proposition du secrétaire d'État chargé de la famille, le gouvernement a décidé de mettre en place un dispositif de protection de l'enfance maltraitée et délaissée. Ce dispositif associera, sous la responsabilité des commissaires de la République et de l'autorité judiciaire, les services locaux des six ministères concernés (Intérieur et Décentralisation, Affaires sociales et Solidarité nationale, Justice, Défense, Éducation nationale, Santé).

Une permanence d'accueil et d'écoute sera mise en place dans chaque département. Elle disposera d'un numéro d'appel unique largement diffusé auprès du public et des professions concernées.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Jospin : la droite s'agite, la gauche agit

Dans une interview publiée jeudi 24 février, par P.S. aujourd'hui, bulletin quotidien de son parti, M. Lionel Jospin affirme : « La droite s'agite, la gauche agit. La droite ne sait plus où elle en est dans les élections municipales ; dans un premier temps (...) elle voulait faire croire qu'il s'agissait de nouvelles législatives, voire de présidentielles (...). Elle tente maintenant de revenir au débat municipal, mais la difficulté tient pour elle dans ce qu'elle n'a pas grand-chose à dire à ce sujet. »

M. Marchais : la gauche a encore à travailler

Dans un entretien publié dans l'Humanité Dimanche, M. Georges Marchais déclare que le 6 mars il faut dire : « Je veux que la gauche continue ; elle a déjà, en vingt mois, obtenu des résultats appréciables ; mais elle a encore à travailler. » Devant la presse anglo-saxonne, le secrétaire général du P.C.F. a estimé que le résultat des élections municipales ne permettra pas de savoir si l'audience de son parti s'est accrue par rapport à l'élection présidentielle.

M. Juquin : attention à la démobilisation

M. Pierre Juquin, membre du bureau politique du P.C.F., au cours d'un meeting à Clermont-Ferrand, mercredi 23 février, s'est inquiété : « L'espace d'euphorie que l'on connaît depuis quelques jours ne doit surtout pas conduire à la démobilisation (...) ; la droite a des fourmis dans les jambes. »

M. Pons : pas de danger...

Au cours du débat qui l'opposait, mercredi 23 février, à M. Jospin, au micro d'Europe 1, M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a affirmé : « Voter pour l'opposition ne représente aucun danger, puisque les élections ne changeront rien de fondamental. »

M. Chirac : nous avons toutes les qualités

Au cours d'un meeting, mercredi 23 février, dans le onzième arrondissement de Paris, M. Jacques Chirac, faisant allusion au slogan des socialistes parisiens — « le pouvoir de l'imagination », — a répliqué : « J'aurais tendance à considérer qu'il n'y a rien à envier aux donneurs de leçons qui se sont emparés de l'imagination comme de la dernière des qualités dont ils pouvaient se parer, puisque nous leur avons pris toutes les autres : le sérieux, la compétence, l'efficacité, la vision d'avenir et le courage politique. »

M. Sarre : revoilà la nouvelle droite

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, estime que les dernières prises de position de la droite traduisent « le rayonnement grandissant et efficace des partis de l'opposition par cette nouvelle droite qui n'est qu'un nom nouveau pour désigner l'extrême droite ».

■ M^{lle} Arlette Laguiller et M. Alain Krivine, dont les organisations — respectivement, Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire — présentent des listes communes aux élections municipales, conduiront ces listes dans deux villes de la Seine-Saint-Denis, Les Lilas pour M^{lle} Laguiller, Saint-Denis pour M. Krivine.

LA VISITE DE M. BARRE EN CHAMPAGNE

« Ce gouvernement est un apprenti sorcier » déclare l'ancien premier ministre

Continuant ses tournées en province pour soutenir les listes d'union de l'opposition, M. Raymond Barre était mercredi après-midi 23 février à Châlons-sur-Marne où, face au maire sortant, M. Jean Reyssier (P.C.), se présente M. Bruno Bourg-Broc, député R.P.R. Le soir même, il était à Reims où M. Jean Falala, député R.P.R. affronte deux listes de la majorité : l'une conduite par le maire sortant communiste, M. Claude Lamblin, l'autre par M. François Letzguis (P.S.). Jeudi soir l'ancien premier ministre devait participer à un banquet à Eaubonne (Val-d'Oise) et le 28 février, il doit animer une réunion unitaire à Caluire (Rhône). Enfin il sera le 1^{er} mars à Laval (Mayenne) et le 3 à Châtelleraut (Vienne).

De notre envoyée spéciale

Reims. — Au parc des expositions de la Patte-d'Oie, quelque trois mille personnes étaient venues écouter M. Raymond Barre. L'ancien premier ministre a souligné l'importance « considérable » de la consultation des 6 et 13 mars dont, « la portée » est « locale mais aussi nationale ». Non pas, a-t-il précisé, que les résultats puissent influencer la politique du gouvernement et avancer les prochaines échéances, mais parce qu'il s'agit, « face à l'emprise croissante du pouvoir politique sur les domaines les plus variés de l'activité économique et sociale », d'établir des « lignes de résistance ». Ces lignes de résistance, a-t-il ajouté, « nous pouvons les obtenir démocratiquement à l'occasion des élections municipales ».

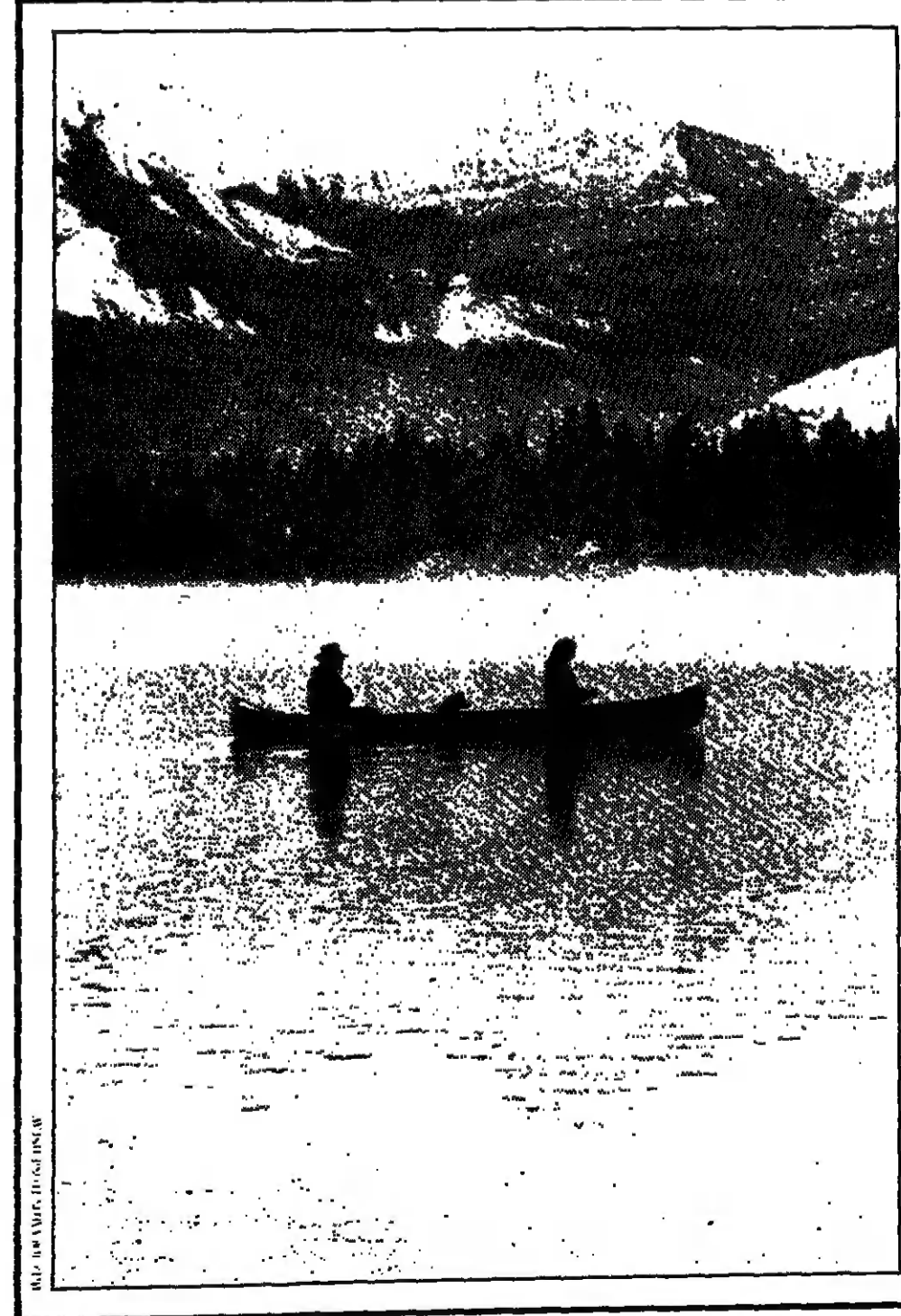
M. Barre a dénoncé la « pénétration » du pouvoir dans les moyens d'information et d'enseignement. Il a notamment affirmé : « Au travers de l'enseignement privé, c'est l'enseignement tout court qui est menacé. Ce n'est pas l'indoctrinement idéologique et politique [de la jeunesse] mis en œuvre actuellement qui va donner à la France l'élite dont elle a besoin pour affronter les échéances de l'avenir. »

L'ancien chef de gouvernement a par ailleurs dénoncé la « politisation » des syndicats : « Ou bien, a-t-il dit, la France a un gouvernement qui gouverne les Français, ou bien la France a un gouvernement qui écoute M. Krasucki et M. Maurel (...). Ce gouvernement est un apprenti sorcier : il a détaché des forces qu'il n'est plus capable, à l'heure actuelle, de maîtriser. »

Il a ajouté, à propos de la récente intervention de M. Pierre Mauroy à la télévision, le 16 février : « Il n'est pas possible de dire tout ce qu'il a dit, sans faire preuve d'une grande ingénuité ou d'ignorer la réalité nationale et internationale. » Il s'est demandé si le premier ministre n'a pas voulu « entrer dans la vaillante cohorte de ceux qui, à coups de badigeon rose, avec une pointe de vermillon, se forment un destin national ». Il s'est étonné que le gouvernement puisse parler d'une réduction de l'inflation et de « victoire » remportée sur le chômage. Selon lui, « il y a une façon artificielle de résoudre le problème du chômage et une façon dynamique. C'est la première qui a été choisie. » Il a ironisé sur le vocabulaire employé : « On encadre les prix et devinez ce qu'on fait des marges commerciales ? On les pince ! » M. Raymond Barre, au passage, a qualifié M. Delors de « mélange de Jérôme plaignant et de saint Sébastien harcelé de flèches ». Il s'est interrogé sur « la ligne politique » actuellement suivie par le gouvernement : « Ce qui est grave, a-t-il dit, c'est qu'on ne sait pas à quelle sauce on va être mangés. Nous entrons dans la période de politique-cosmétique et nous allons continuer à glisser », a-t-il ajouté.

L'ancien premier ministre s'est défendu d'ironiser avec satisfaction. Mais, a-t-il précisé, « la situation internationale est telle que nous devrions faire preuve d'un maximum de vigilance, d'efficacité. Nous aurons une très dure pente à remonter. » Il a continué : « C'est pourquoi l'opposition actuelle devra se montrer responsable et tolérante. Elle ne doit en rien créer des illusions mais dire clairement ce qu'elle fera le moment venu pour redresser la France. Ce redressement passera par la restauration de l'autorité républicaine de l'État (...). L'opposition ne doit pas non plus jeter systématiquement le discrédit. Il faudra bien que le plus grand nombre de Français joignent leurs efforts pour le redressement de la France. Au-delà des municipales, la tâche de ceux qui assumeront des responsabilités sera importante. Ils devront faire en sorte que personne ne puisse dire que la résolution de ceux qui ne partagent pas les vues du pouvoir actuel. Enfin, il faut que tous puissent se retrouver sur un certain nombre de grands axes autour desquels se réalisera un consensus politique », a conclu M. Raymond Barre.

C. F.-M.



LE NOUVEAU
**Bernard
Clavel**

"HARRICANA"
roman

ALBIN MICHEL

France

Où sont nos robots?

1000 robots dans le monde en 1970, 20 000 aujourd'hui, 200 000 dans dix ans... Des usines sans ouvriers, des chaînes sans travailleurs, des métiers sans mécaniciens, comment va évoluer l'industrie ? Loin derrière les États-Unis et le Japon, où en est la France aujourd'hui comme utilisateur et comme producteur ? Quelles sont nos chances dans la course aux robots ? Un dossier du Nouvel Economiste pour mieux comprendre les nouveaux enjeux de la "productique".

Vendredi chez votre marchand de journaux.



Libéralisme anglais

Réussite ou échec?

Un taux de chômage record, une baisse du pouvoir d'achat mais une inflation maîtrisée, où en est la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher ? Les Britanniques sont-ils sur la bonne voie ? Comment la "Dame de fer" maintient-elle sa popularité ? A qui profite sa politique ? Qui sont les perdants ? Une enquête du Nouvel Economiste sur l'économie d'outre-manche et les conséquences du Thatcherisme. Au même sommaire : La Santé de la City : moral de fer pour la bourse de Londres.

Vendredi chez votre marchand de journaux.



POLITIQUE

Les écologistes six ans après

Les élections municipales de mars 1977 avaient donné bien des espoirs aux écologistes. Trois ans après la campagne de M. René Dumont pour l'élection présidentielle, les écologistes allaient-ils s'affirmer comme une force politique avec laquelle il faudrait compter ? Le nombre des électeurs qui avaient choisi leurs listes à Paris, en région parisienne, en Alsace, dans la région Rhône-Alpes, sur le littoral méditerranéen, en Basse-Normandie, mais aussi dans le Nord, pouvait le laisser croire, ou bien cette vague ne traduisait-elle que les hésitations d'un électeurat déçu par le giscardisme, mais pas encore rallié à la gauche ? Les consultations suivantes — élections législatives de 1978, et élections européennes de 1979 — ont montré l'existence d'un électeurat écologiste, plus dense dans certaines régions où

avaient été implantées ou projetées des centrales nucléaires. Les militants écologistes, forts de cette audience, voulaient de plus en plus « faire de la politique », perspective qu'ils auraient unanimement rejetée quelques années auparavant et qui les divisait : leur électeurat n'était-il pas attiré, lui-même, par leur refus de se situer à gauche ou à droite ?

Le mouvement écologiste n'est pas parvenu à s'unifier. La dernière tentative en date, lancée en octobre 1982, n'a abouti, comme les précédentes, qu'à un accord électoral. Sous le sigle les Verts, les militants des Amis de la Terre, du parti écologiste et de la Confédération écologiste présentent des listes communes dans une centaine de localités. Ils participent au scrutin à Paris, à Montpellier, à Rennes, à

Dunkerque, à Saint-Etienne, à Mulhouse, à Chambéry et dans une douzaine d'autres grandes villes.

Certains animateurs écologistes ont choisi de figurer sur une liste de la majorité, d'autres, sur une liste de l'opposition. C'est le cas de M. Philippe Dufetelle, candidat sur la liste de M. Dominique Baudis (opposition) à Toulouse, ou celui de M. Jean Jonot, candidat sur la liste de M. Hubert Debedout à Grenoble. M. Jean-Claude Delarue, qui avait animé la liste Europe-Ecologie, en 1979, derrière M^{me} Solange Ferez, participe, avec l'Alliance écologiste, aux accords d'union de la gauche à Paris et dans plusieurs autres villes.

A Nice, la liste de M^{me} Henri Roubaud et Max Cavaglione, animateurs de « Nice-Ecologie », avait obtenu, en 1977, associé au Mouvement des démo-

crates de M. Jobert, 13,7 % des suffrages exprimés. Cette liste avait bénéficié d'un mouvement de rejet du malin sortant, M. Médecin, de la part d'électeurs qui n'avaient pas, pour autant, rallié la gauche. En 1983, « Nice-Ecologie » sera présente, mais sans les « jobéristes » et sans M. Cavaglione, qui figure sur la liste d'union de la gauche conduite par M. Max Gallo, député (P.S.) des Alpes-Maritimes.

Quant aux Verts, ils sont hostiles, par principe, à toute participation à une recombinaison de liste entre les deux tours de scrutin et à toute consigne de vote pour le second tour. Certains d'entre eux, toutefois, se réservent le droit de choisir leur tactique « en fonction des données locales ».

PATRICK JARREAU.

CHAMBERY : ni à gauche ni à droite, mais partout

Chambéry. — Militants écologistes, régionalistes, convaincus, ardent défenseur de la vie associative, M. Jean Baud, quarante-sept ans, a été de tous les combats pour la défense de la Savoie. La préservation du parc national de la Vanoise contre les appétits des promoteurs de l'« or blanc », la lutte contre l'installation d'un silo pour automobiles dans le centre de Chambéry ou encore la construction d'un supermarché aux portes de la Savoie ont été les principaux combats menés, ces dernières années, par M. Baud, membre des Amis de la Terre.

En 1977, M. Pierre Dumas (R.P.R.), qui avait régné pendant dix-huit ans sur Chambéry, se serait bien passé de cet « écolo » turbulent, qui allait rompre le cours de sa carrière municipale, et qui installa, en quelques jours, M. Francis Ampe (P.S.) dans le siège du maire sortant. En 1983, M. Ampe aurait sûrement préféré que M. Baud s'abstienne de prendre un nouveau départ, ou qu'il figurât, plus sagement, sur sa liste. « Nous serons mieux représentés au conseil municipal en n'étant nous-mêmes, que n'étant pas une liste politique », prétend l'animateur de la liste Chambéry d'abord.

Son équipe ? « Ce sont des gens qui sont venus à moi au fil des jours », explique-t-il. Deux, peut-être trois vrais écologistes, y compris M. Baud, figurent sur la liste qui comprend quelques solides militants du mouvement associatif chambérien, plusieurs commerçants, des membres de professions libérales et des régionalistes. « Notre liste n'est ni à gauche ni à droite : elle se veut pas dire qu'elle est au centre mais partout », répond M. Baud à tous ceux qui lui demandent de se situer sur l'échiquier politique chambérien.

Le score qu'il avait réalisé en 1977 — 19,7 % des voix au premier tour — l'autorise, aujourd'hui, à parler haut et fort, même si certains lui prêtent un nombre de suffrages moindre qu'il y a cinq ans. « Des pans entiers de notre programme de 1977 ont été repris par la municipalité », affirme M. Baud. Il reconnaît, notamment, qu'au cours du précédent mandat, l'aspect de Chambéry a profondément changé. La ville s'est dotée de transports en commun dignes d'une cité de cinquante-quatre mille habitants et d'une agglomération qui en compte le double, de vrais espaces verts, d'un plan de circulation « intelligent », le tout couronné par des récompenses nationales décernées au bon moment, comme le Grand Prix de l'Environnement, attribué par la Biennale des arts de la rue.

Bref, un travail palpable, apprécié par les Chambériens, mais qui a

pour M. Baud, un arrière-goût d'échec. « La municipalité, dit-il, pas su créer la convivialité que tous les Français recherchent, ce besoin de communication, de confiance et de solidarité ». L'équipe du maire sortant n'aurait proposé aux associations qu'une « concertation truquée » lors des principaux choix qu'elle offrit à la ville, notamment le réaménagement de l'ancienne caserne militaire Curial, la construction de la Maison de la culture ou encore l'extension de la ZUP de Chambéry, où, dit M. Baud, on assiste à une « fringale de béton, en oubliant l'architecture alpine ».

Enfin, les candidats de Chambéry d'abord s'inquiètent des réticences, voire de l'hostilité des milieux économiques à l'encontre de la municipalité. Un argument que développe également M. Dumas, qui dénonce la « mascarade politico-syndicale » établie depuis six ans à l'hôtel de ville. « Chambéry fait peur aux industriels », dit-il. Un maire qui harangue des manifestants depuis le porche de l'hôtel de ville ne rapporte pas d'emplois. « Quant aux « maladroites » qu'aurait commises la municipalité au cours des trois premières années de son mandat, M. Dumas ne se prive pas de les rappeler.

Après l'apprentissage

Porté par l'enthousiasme provoqué par une victoire qu'aucun stratège du parti socialiste n'avait revue, M. Ampe, âgé alors de trente-trois ans, allait aussitôt bouleverser une cité profondément conservatrice et attachée à de vieilles habitudes. Le paisible hôtel de ville devenait une maison agitée, bouillonnante d'idées. Le conseil municipal a ainsi soutenu avec vigueur des militaires emprisonnés, soupçonnés d'avoir participé à des réunions de comités de soldats en Savoie. D'autre part, deux conseillers municipaux, membres du P.S.U., furent inculpés pour injures et diffamation envers l'armée et incitation de militaires à la désobéissance. Chambéry fut également l'une des premières villes françaises à avoir voulu supprimer les subventions aux écoles privées.

Inquiets devant une telle effervescence, qui pourrait remettre en cause l'image jusqu'alors paisible du P.S. en Savoie, MM. Jean-Pierre Cot et Louis Besson, tous deux députés, avaient rappelé à l'ordre les militants chambériens, en leur demandant notamment de se « désolidariser clairement de quelques élus irresponsables ».

Le maire de Chambéry, qui a remplacé sa chevelure hippie et ses foulards par une tenue stricte,

De notre correspondant

reconnaît qu'une phase, relativement longue, « d'apprentissage » a été nécessaire, qu'elle a été marquée par quelques « fautes diplomatiques » et qu'il aura fallu un certain temps pour que la nouvelle équipe municipale « adapte ses comportements à la sociologie de la ville ».

Les divergences entre le parti communiste et le parti socialiste au niveau national avaient eu également à Chambéry, jusqu'en 1980, d'importantes répercussions. On avait frôlé un instant la rupture. En octobre 1979, M. Ampe avait lancé publiquement à ses partenaires de l'union de la gauche l'avertissement suivant : « Sans confiance réciproque, nous allons à l'échec. »

« La municipalité a eu deux visages, l'un spontanéiste et sincère, un côté « happening » plaisant, l'autre sectaire, qui se dissimule, aujourd'hui, derrière une façade de respectabilité », affirme le tout récent représentant du canton de Chambéry-Nord, M. Michel Boudard (R.P.R.), qui avait battu, en tant que conseiller général sortant, l'écologiste. Deux conseillers généraux sur trois sont membres de l'opposition, dont M. Dumas, largement réélu en 1982, dès le premier tour, avec 68 % des suffrages. « J'ai compris le message d'amitié qui m'a été donné par les Chambériens, indépendamment de toute considération politique », déclare l'ancien ministre du général de Gaulle, âgé de cinquante-huit ans, et qui prétend représenter, avec son équipe, « la jeunesse et l'expérience ».

Passe le coup de semonce des cantonales, l'équipe municipale de Chambéry remplit, depuis quelques mois, avoir repris en main la situation. Elle s'apprête à mener un combat difficile, mais non désespéré. Depuis un an, sa crédibilité n'est plus en cause et les résultats de son travail se ressentent dans tous les quartiers de la cité. « Nous devons

aujourd'hui susciter l'espoir », explique M. Ampe.

Porté par la vague de gauche en 1977, le maire de Chambéry, qui avait battu son adversaire R.P.R. de 185 voix, redoute soit un « vote sanction » des Chambériens à l'encontre du gouvernement, soit les « coups bas » de ses adversaires. Ceux-ci ne manquent pas. « Le sentiment d'insécurité a été cultivé, à Chambéry, par des campagnes anonymes, mais dont l'objectif était — et reste — de déstabiliser le conseil municipal », explique, dans un livret-bilan, l'équipe sortante. Le racisme



(Dessin de PLANTU.)

est l'autre plaie qui sévit à Chambéry, marquée en lettres rouges et noires sur les murs des édifices publics et de certains immeubles. L'opposition reproche en effet au conseil municipal de prendre trop en considération les problèmes des travailleurs immigrés et d'oublier les Savoyards.

Après avoir reconquis successivement, depuis 1978, l'un des trois sièges de députés, puis la présidence de l'Assemblée départementale, la droite voudrait faire de Chambéry un symbole de la reprise du pouvoir en Savoie.

CLAUDE FRANCILLON.

Les purs et les autres

De notre correspondant

Grenoble. — « Les écologistes grenoblois se sont fait acheter leur silence », prétend M. René Commandeur, animateur national des « verts » et militant écologiste très actif dans le département de l'Isère.

La participation des écologistes à la liste d'union de la gauche, conduite par M. Hubert Debedout (P.S.), « interpelle » les écologistes « purs et durs » de l'électorat « vert », qui représentent 9 % des suffrages lors des

biens le faire certains Amis de la Terre de Grenoble, à des problèmes de santé et de défense de la nature.

Les Amis de la Terre et leurs représentants sur la liste d'union de la gauche, venus « dialoguer » avec M. R. Commandeur au Club de la presse de Grenoble, ont réaffirmé leurs principaux points de convergence avec l'équipe municipale actuelle : le choix du tramway pour les transports en commun dans l'agglomération, le développement de la démocratie locale, la politique de santé, la volonté de faire de Grenoble une ville économe, les ont convaincus qu'il était désormais possible de travailler avec les élus de gauche grenoblois.

« Mais nos divergences par rapport au gouvernement actuel sont toujours présentes. Nous dénonçons l'entente du gouvernement, qui a dû céder sous la pression du lobby nucléaire et du lobby des transports routiers. Quant à la politique économique de gauche, qui repose sur le mythe de la croissance quantitative, nous la rejetons », prétend M. Jean Jonot. Expliquant les raisons de sa présence sur la liste « union de la gauche et des écologistes », M. J. Jonot, membre des Amis de la Terre, rappelle que les écologistes grenoblois « n'ont pas la patience d'attendre que, 87 % de la population française, soient gagnés par la prise écologique. Grenoble est un lieu où un accord entre les partis de gauche et les écologistes pourrait être conclu ».

Au-delà de ces positions antagoniques entre les « verts », il reste à savoir qui, désormais, pourra s'exprimer à Grenoble au nom de l'écologie. C. F.

L'éclatement du mouvement breton favorise la résurgence du courant extrémiste

De notre correspondante

attendaient des revendications plus vigoureusement autonomistes, entraînant une véritable hémorragie.

« Nous étions deux mille environ avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, nous sommes aujourd'hui huit cents », affirme un militant. Tandis qu'un tout jeune parti qui refuse toute étiquette politique (le parti républicain breton) se constituait et que deux autres mouvements indépendants naissaient des cendres du F.L.B. — Emgann (le combat), parti socialiste et autogestionnaire, et P.O.B.L. (Parti pour l'organisation d'une Bretagne libre) — une multitude de mouvements culturels, qui font parti de l'EMSAO, réclamaient à cor et à cri le respect des langues et cultures minoritaires sur un ton qu'on avait oublié.

« Cette fois, nous irons très bien »

Aujourd'hui, la perspective des municipales a clarifié la situation et l'éclatement plus ou moins violent guette chaque mouvement, excepté les plus « durs » ou les plus récents. « C'est le parti socialiste qui a changé, pas le mouvement breton », affirme M. Tanguy Louarn, responsable de l'association Skol An Emsoa. Quelle différence entre les promesses et ce qui est réalisé ? Comment peut-on comparer, dans le domaine culturel, par exemple, le projet de loi Le Pen sur les langues régionales et le dernier texte que M. Alain Savary va publier, qui souligne les dangers d'une dissolution de la France ? A Paris, c'est le jacobinisme qui a gagné. Cela provoque actuellement le durcissement du mouvement breton qui répond par le nationalisme.

Cette évolution entraîne, d'autre part, des réorganisations de structures à Skol An Emsoa, où les mili-

tants sont souvent affiliés à la C.F.D.T. Une décentralisation de fait se met en place, comparable à celle qu'a engagée le syndicat sur le terrain.

Dans chaque mouvement on retrouve le même débat, l'éclatement du mouvement favorisant la résurgence du mouvement extrémiste. Alors que l'U.D.B. est parvenue à un accord dans de nombreuses villes, la rupture avec la gauche est consommée dans plusieurs communes où elle ira seule devant les électeurs : Guingamp, Ploufranc, Morlaix, Plouguernevel.

« Notre union avec le P.S. a bénéficié aux socialistes en leur donnant une caution bretonne », affirme M. René L'Hôte, membre du bureau politique. Nous ne sommes plus d'accord. Le 8 mai, la conven-

tion qui doit préparer les élections régionales nous permettra de réaffirmer les deux principes de notre charte : la vocation nationale de la Bretagne et le fait qu'elle est colonisée.

Des clarifications se préparent donc pour les mois à venir. Mais la plus importante des évolutions pourrait intervenir dans un futur plus lointain si la déception s'accroît. « Cette fois, affirme un militant nationaliste, nous irons très loin. Le F.L.B. n'était pas un parti politique. Sa violence était sentimentale. On peut envisager la création d'une alliance clandestine d'un mouvement indépendantiste, comme il en existe au Pays basque ou en Irlande ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) Emsoa : ensemble de mouvements, partis, associations, qui insistent pour « le respect et le maintien de l'entité bretonne ».

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

LE N° 14 VIENT DE PARAÎTRE

AU SOMMAIRE :

- LA FRANCE ET LE TIERS MONDE
- LA DISTRIBUTION
- LE GOUFFRE NUCLEAIRE
- L'ECONOMIE DU CINEMA

Alternatives Economiques vous propose tous les deux mois :

- une information économique synthétique et précise,
- une réflexion critique sur l'économie contemporaine,
- des propositions pour le changement social dans un langage accessible, pour servir le débat des cercles de spécialistes.

1. Je souhaite recevoir le n° 14 en spécimen (c'est-à-dire 1 timbre à 1,80 F pour frais d'envoi).

2. Je m'abonne pour 7 numéros par an 60 F / Etranger 70 F (c'est-à-dire mon bon de commande, mon règlement)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

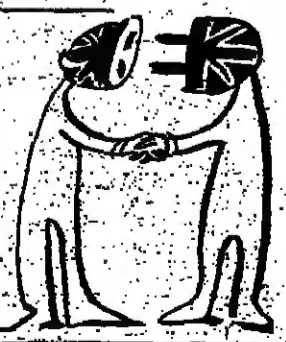
A découper et renvoyer à :

ALTERNATIVES ECONOMIQUES, 57, bd de la Motte, 93800 COULEURNY, Tél. : 3.65.62.49

Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 14 et 26 février 1983

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37



LENTILLES DE CONTACT

La qualité OSIRIS : lentilles B et L, 1^{er} fabricant mondial. Les services OSIRIS : un ensemble de services offerts en France. Les prix OSIRIS : 650 F (optique comprise) 496 F sans adaptation. Avec ce bon : ETUI + NECESSAIRE DE DEPART GRATUIT. Jusqu'au 26.2.83.

OSIRIS : LES SPECIALISTES FRANÇAIS DES LENTILLES.

BORDEAUX : 4 cours Alsace-Lorraine (56) 52.96.26
LILLE : 18 rue de la République (20) 54.42.79
LYON : 4 quai de Saint-Jean (7) 524.12.45
PARIS 1^{er} : 20 quai de la Marne (1) 238.00.20
PARIS 2^e : 127 bd St Michel (1) 326.27.97
PARIS 8^e : 21 avenue de Flandre (1) 545.55.99



POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

LA CAMPAGNE A PARIS

Le face-à-face Chirac - Quilès n'aura pas lieu

Le débat prévu par France-Inter jeudi 24 février, à 19 h 20, entre M. Paul Quilès et Jacques Chirac n'aura pas lieu. Le candidat de l'union de la gauche à Paris pourra toutefois s'exprimer pendant la moitié du temps de parole prévu pour cette émission. En effet, M. Chirac a refusé de participer à ce débat, estimant que celui-ci « se traduirait par une polémique qui n'apporterait aucun élément d'information sérieux aux Parisiens ». Le maire de Paris a ajouté : « Rien de ce qu'a dit le candidat socialiste depuis le congrès de Valence ne me paraît objectif et de nature à justifier un débat constructif ». M. Chirac a annoncé que c'est M. Jacques Toubon, député R.P.R. de Paris, qui conduira la liste Union pour Paris dans le treizième arrondissement contre M. Paul Quilès, qui se présentera aux studios de France-Inter. M. Toubon a également invité

M. Quilès à venir lui porter la contradiction le jeudi 3 mars au cours du meeting que la liste Union pour Paris organise au square de Choisy, dans le treizième arrondissement, à 20 h 30.

M. Quilès a protesté contre le refus de M. Chirac, qu'il qualifie de « dérobade », ajoutant : « Curieuse conception de la démocratie que celle de M. Chirac : en parler toujours sans jamais la pratiquer. M. Chirac a-t-il quelque chose à cacher ou se désintéresse-t-il de ce point de Paris qu'il ne prenne pas le temps de lui consacrer un débat ? »

Il est courant que le tenant du titre refuse de débattre avec son challenger pour éviter de lui offrir la valorisation qu'il espère d'une telle confrontation. C'est ainsi qu'à Lille, M. Pierre Mauroy, lui-même, a refusé le face-à-face que lui avait proposé son adversaire R.P.R., M. Bruno Chauvière. — A. P.

LES LISTES UNION POUR PARIS COMPTENT 27 % DE FEMMES

Les noms des cinq cent dix-sept candidats des listes Union pour Paris que présente M. Jacques Chirac ont été définitivement retenus mercredi 18 février. Le Monde daté du 10 février a publié les noms des cent soixante-trois candidats aux sièges de conseillers de Paris.

La liste définitive qui comporte donc également les noms des trois cent cinquante-quatre candidats aux mandats de conseillers d'arrondissement de la capitale fait apparaître que la représentation féminine atteint 27 % de l'effectif total. Sur les listes d'Union de la gauche cette présence est d'environ 38 %. On constate ainsi que la féminisation des listes a dans les faits dépassé le niveau de 25 % que le législateur voulait imposer. Sur les listes Union pour Paris la proportion de femmes ayant des expériences raisonnables d'être élues se situe à environ 25 % de l'effectif des candidats « éligibles ».

On note également, en dehors de la représentation des personnalités se réclamant des partis politiques de l'opposition, un nombre assez élevé de candidats dits socio-professionnels. Ainsi, dans dix-huit arrondissements, des candidats se réclament de l'association « Entreprise libre et indépendante ». Celle-ci

regroupe essentiellement des membres des petites et moyennes entreprises appartenant souvent à la confédération des P.M.E. qui ne s'engage pas en tant que telle dans la consultation électorale. D'autres candidats se présentent sous la dénomination « Syndicalisme-cadres ». La plupart sont des membres de la Confédération générale des cadres, qui, elle non plus, ne s'engage pas directement dans la campagne.

Cette entrée en force de membres des activités commerciales, des professions libérales et des cadres dans une consultation publique est un phénomène nouveau, tout au moins hors des rangs de la gauche où les syndicalistes briguent plus fréquemment des mandats politiques. On note aussi parmi les candidats des listes Union pour Paris la présence d'environ quinze pour cent de membres ou de responsables d'associations diverses.

Pour constituer ces listes de 517 noms, les responsables du groupe Union pour Paris ont dû choisir entre quelque deux mille sept cents postulants aux mandats de conseillers d'arrondissements et environ sept cents à ceux de conseillers de Paris.

A. P.

UN COMPLÉMENT D'INFORMATION DE LA COMMISSION DES SONDAGES

M. Pierre Huet, président de la commission des sondages, nous demande de compléter une information publiée dans le Monde du 23 janvier :

« La commission des sondages, saisie de réclamations contre deux sondages réalisés par l'IPSOS, a vérifié les sondages faits par cet institut pour le Point et Europe 1 à Reims, Strasbourg, Lyon et Nantes entre le 3 et le 20 janvier 1983.

« Les enquêtes ont porté sur trois cent cinquante personnes dans deux des cas examinés, quatre cents et quatre cent cinquante dans les deux autres. Pour des échantillons aussi réduits, les résultats obtenus sont affectés d'un taux d'erreur de 4,5 à 5,5 %, si l'enquête est menée avec une rigueur telle que l'échantillon est vraiment représentatif. Il en résulte en tout cas que les écarts entre candidats inférieurs à ces pourcentages sont peu significatifs.

« Les enquêtes ont été conduites dans des délais très courts. L'ensemble des sondages de ce type réalisés par l'IPSOS sur une période de quatre semaines comportait des enquêtes faites dans quatre villes simultanément en trois jours, les réponses étant centralisées le soir du troisième jour, ce qui laisse peu de temps pour compléter le travail sur le terrain et utiliser les résultats de ce contrôle. Or les enquêtes étaient, dans leur majorité, des sondages récemment recrutés et de peu d'expérience.

« Les enquêtes se ressentent de ces conditions. On constate dans plusieurs cas une concentration excessive des points d'enquêtes, certains enquêteurs groupant les interrogations dans un secteur limité, plusieurs entretiens ayant parfois lieu à une même adresse, alors que d'autres enquêteurs opèrent dans le même secteur, quelquefois dans la même maison. La structure socio-professionnelle de l'échantillon ne comporte que quatre groupes dont certains comprennent des catégories socio-professionnelles diverses, sans que les professions des personnes interrogées soient régulièrement relevées, sauf à Lyon, ce qui ne permet pas de vérifier la composition précise de l'échantillon.

« Ces défauts sont sérieux, compte tenu de la taille des échantillons. »

LES SONDAGES FONT APPARAÎTRE UNE MOBILISATION DE L'ELECTORAT DE GAUCHE

L'Humanité-Dimanche publie, dans son numéro du 18 février, les résultats d'un sondage effectué par l'IFOP auprès de neuf cent trente-six personnes, entre le 31 janvier et le 7 février. Il apparaît que 34 % des personnes interrogées se disposent, pour les élections municipales, à « aider la majorité de gauche à mieux accomplir son programme ». Cette proportion est de 88 % chez les électeurs communistes (au lieu de 69 % en janvier) et de 68 % chez les électeurs socialistes (au lieu de 48 %). 20 % des personnes interrogées (58 % des électeurs de l'opposition) veulent « aider l'opposition de droite à combattre la politique du gouvernement », 36 % « ni l'un, ni l'autre » et 10 % ne se prononcent pas.

D'autre part, dans son numéro daté du 18 février, France-Soir a publié les résultats d'une enquête de l'institut IPSOS (mille huit cent quarante-quatre personnes interrogées entre le 31 janvier et le 7 février). 43 % des personnes interrogées se déclarent « satisfaites de M. François Mitterrand comme président de la République » et 40 % s'en déclarent « mécontentes ». Ces chiffres sont, respectivement, pour M. Pierre Mauroy, de 37 % et 42 %.

« Le bureau exécutif du parti socialiste, réuni le mercredi 23 février, estime que l'« élan » donné à la campagne pour les élections municipales « est payant » mais qu'« il faut donner plus de rigueur encore ». Il a décidé, d'autre part, de refuser l'investiture du P.S. aux listes socialistes constituées à Montluçon et au Mans face à celles des maires communistes sortants.

A NICE

Un conseiller municipal dément être impliqué dans l'affaire des fausses factures

De notre correspondant régional

Nice. — « Je ne suis en rien concerné par cette affaire. Je n'ai pas été entendu par la police et je n'ai jamais perçu le moindre chèque, à quelque titre que ce soit », nous a déclaré, jeudi 24 février, M. Pascal Augier, conseiller municipal (rad. soc.) de Nice et conseiller général des Alpes-Maritimes dont nous avons cité le nom (nos dernières éditions), à la suite des révélations publiées par le Canard enchaîné sur l'affaire des fausses factures du Centre hospitalier de Nice.

M. Jacques Médéric (app. R.P.R.), maire de Nice, nous a indiqué de son côté que « M. Augier était l'un des deux représentants de la municipalité siégeant au sein de la commission administrative des hôpitaux de Nice, sa responsabilité avait été logiquement évoquée. Il se trouve que les rumeurs le concernant et qui m'ont moi-même ébranlé n'étaient pas fondées ».

« Je lui conserve toute ma confiance, nous a-t-il déclaré. « Ainsi qu'à son adjoint M. René Pietruschi qui a fourni aux poli-

ciers des explications tout à fait plausibles. » M. Pietruschi a en effet précisé aux enquêteurs qui l'ont entendu pendant trois heures mardi 22 février qu'il avait bien perçu de M. Michel Laurent — directeur de la société Laurent, inculpé dans l'affaire des « fausses factures » — trois chèques d'un montant total de 250 000 F, mais seulement à titre d'avance pour faire face à des difficultés financières passagères dans la gestion de sa société de négoce de viande.

Ces versements, selon M. Pietruschi, n'avaient aucun caractère occulte puisqu'ils apparaissent normalement dans la comptabilité de son entreprise. L'un d'eux aurait déjà été remboursé et les deux autres doivent l'être en 1983 et 1984. — G. P.

« M. Pierre Carous (R.P.R.), sénateur du Nord, maire de Valenciennes, assurera l'intérim de la présidence de la commission des lois, vacante depuis la nomination de M. Léon Jozeau-Marigné au Conseil constitutionnel.

DICTIONNAIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1200 DÉFINITIONS

ENFIN UN DICTIONNAIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

CLAIR

42,00 F

HATIER

MOQUETTES - REVÊTEMENTS MURAUX

Nos prix "pose comprise"

Gain de temps ou gain d'argent : choisissez !

EXEMPLES PRIX TTC :

	Emporté	Posé
Moq. velours unie et boudée semée sur mousse compacte	26,50 F	42,50 F
Moq. imprimée canoë	38,50 F	54,50 F
Moquette laine mélangée	56,50 F	72,50 F
Moq. 100 % pure laine	79,50 F	95,50 F

***Viable Paris-Banlieue, pose libre sur pièce décapée. Accessoires et déplacement en sus.

Artirec vous laisse le choix !

Vous choisissez la pose ARTIREC : des professionnels assurent la pose de votre moquette au prix forfaitaire de 16 F le m². Pose à la carte pour toutes les moquettes sans exception, payable en fin de travaux.

Vous choisissez d'emporter votre moquette et de la poser vous-même : vos frais de déplacement seront largement amortis par la différence de prix ARTIREC. 500.000 m² de stock.

Artirec, c'est aussi un choix fabuleux de revêtements muraux pour le meilleur rapport qualité/prix :

EXEMPLES PRIX TTC :

Toile de jute, toile de lin	19 F A 49 F/M ²	Daim, paille japonaise	14 F A 18 F/M ²
Toile de coton en 2,60 m		Doupin, piqué, soie, etc.	
Tissu mural larg. 2,70 m avec moulon tracté	69 F/M ² (25 F/M ²)	- 5 % sur présentation de cette annonce	
Textiles muraux	6 F A 16 F/M ²	Conditions spéciales aux professionnels	

Pose des revêtements muraux d'après devis personnalisé.

MOQUETTE DE LA REINE*
109 bis, route de la Reine
92100 Boulogne - Tél. : 603.02.30

BINEAU MOQUETTES*
3 bd Bineau (100 m Pie Champenot)
92300 Levallois - Tél. : 757.19.19

BINEAU MURAUX*
72 bd Bineau (100 m Pie Champenot)
92300 Levallois - Tél. : 757.16.00

* moquettes uniquement.

ARTIREC

Payez moins cher la qualité

RÉCUPARIS - 5 - 8, rue R. Salengro
11e arrondissement - 92100 Levallois - Tél. : 658.81.12

* Spécialiste tissus - revêtements muraux

ARTIREC 4, bd de la Bouillie*

75012 Paris - Tél. : 340.72.72

ARTIREC 8, 10, imp. St-Sébastien*

(Niveau 32 rue St-Sébastien)

75011 Paris - Tél. : 355.66.50

ARTIREC 11, villa du Soleil*

(Interne, vérifiez que vous êtes bien au 120, bd Gd Croux)

94100 Saint-Maur - Tél. : 883.19.97

D'une ville à l'autre

CANTAL

AURILLAC. — La liste d'union de l'opposition « Aurillac 83 », qui sera conduite par M. Jean Molins (R.P.R.), ancien premier adjoint, comprendra sept femmes et sera composée de quatorze R.P.R. (parmi lesquels M. Liandier, secrétaire départemental), onze U.D.F. (parmi lesquels M. Delcamp, président départemental du P.R.), cinq radicaux, cinq modérés favorables au R.P.R. et quatre modérés favorables à l'U.D.F.

Le maire sortant socialiste, M. René Souchon, député, a fait connaître la composition de la liste d'union de la gauche « Vivre ensemble à Aurillac ». Cette liste, sur laquelle figurent dix femmes et treize conseillers sortants, comprend vingt-cinq P.S., onze P.C. (parmi lesquels M. Cousin, secrétaire fédéral) et trois M.R.G. (parmi lesquels M. Mézard, responsable départemental). — (Corresp.)

CORRÈZE

MASSERET. — M. Marcel Champeix, maire sortant socialiste, ancien député et ancien sénateur de la Corrèze, qui est âgé de quatre-vingt-un ans, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat. M. Champeix était maire de Masseret depuis trente-huit ans.

CREUSE

MORTROUX. — M. André Chanderagor, maire socialiste sortant,

ne sollicite pas le renouvellement de son mandat en raison de ses trop nombreuses obligations. Le ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures avait déjà renoncé, en juillet 1981, à ses fonctions de président du conseil régional du Limousin.

La liste de la majorité sera conduite par M. Gustave Gaudon, P.S., premier adjoint sortant. Le fils de M. André Chanderagor figure sur cette liste.

HAUTS-DE-SEINE

COURBEVOIE. — M. Bernard Bonneau, adjoint au maire, a décidé de présenter une liste contre celle de M. Charles Deprez, député U.D.F. et maire sortant. M. Bonneau, qui se situe « résolument dans l'opposition nationale », reproche à M. Deprez « une absence totale de concertation et de dialogue » et le soupçonne de vouloir préparer sa succession à la mairie au bénéfice de son gendre.

NEUILLY. — M. Antoine Pinay, ancien président du Conseil et président d'honneur du CNIP, a apporté son soutien à la candidature de M^{me} Florence d'Harcourt, députée (app. R.P.R.), qui affrontera M. Achille Peretti, maire sortant. R.P.R., tête d'une autre liste d'opposition. M. Pinay a précisé que la candidature de M^{me} d'Harcourt répondait aux nécessités de renouvellement de l'opposition.

YVELINES

MANTES-LA-VILLE. — Le P.S. va présenter une liste contre celle du

maire sortant M. René Martin, sénateur communiste. Dans cette ville de 17 000 habitants, l'accord départemental prévoyait une liste d'union derrière M. Martin, les communistes et les socialistes devant être à égalité sur la liste qui aurait dû accueillir également un représentant du M.R.G. et une personnalité choisie d'un commun accord. Mais localement l'unanimité n'a pu se faire sur la composition de cette liste et le partage des responsabilités au bureau municipal.

Les communistes ont donc présenté leur propre liste, où figurent deux anciens membres du P.S. qui ont quitté ce parti il y a quelques semaines. La liste socialiste sera conduite par M. Jacques Boyer, adjoint sortant, qui a conquis le siège de conseiller général de M. Martin en mars 1982.

POISSY. — Dans cette ville où l'accord national signé entre le P.C. et le P.S. a prévu des primaires, sept des treize conseillers sortants socialistes se retrouvent sur la liste communis-menne par le maire sortant, M. Joseph Trénel. En fait, ces élus socialistes étaient en désaccord avec la section de Poissy et la fédération des Yvelines du P.S. depuis la fin de 1981. Le désaccord portait sur la nature des relations que devaient entretenir les socialistes avec le maire.

Face à celle du maire sortant, la liste socialiste regroupe toutes les tendances du parti. Elle est conduite par M. Georges Constantin, collaborateur de M. Rocard, et par M^{me} Martine Franchon, députée.

Vous votez Chirac? Lisez d'abord

LE NOUVEL **observateur**

DEMAIN

Le Monde

société

ÉDUCATION

APPRENDRE UN MÉTIER AUX SEIZE-VINGT ET UN ANS

● A PARIS : douze jeunes pour créer une entreprise de presse autogérée

« Création d'une entreprise de presse autogérée » : ce stage d'insertion et d'orientation destiné aux dix-huit et dix-neuf ans, d'une durée de mille cent vingt-neuf heures (soit près d'une année scolaire), organisé au lycée technique Raspail, fait partie des actions proposées aux jeunes sans emploi par le Groupement d'établissements de l'enseignement public (Greta) de l'académie de Paris, qui coordonne la formation continue dans les établissements secondaires. Douze stagiaires et trois animateurs travaillent depuis le 15 décembre au lancement d'un journal gratuit de petites annonces. Stages en entreprises, imprimeries et agences de publicité, visites de journaux, analyses de « produits » de la concurrence,

études des coûts, de la maquette, options rédactionnelles, contribuent à atteindre l'objectif. Les Greta ont pris une grande part à la campagne « Un métier pour réussir » lancée par le ministère de la formation professionnelle : pour 50 %, les actions destinées à 100 000 jeunes de seize à dix-huit ans et à 35 000 jeunes de dix-huit à vingt et un ans sont assurées par des établissements d'enseignement secondaire.

Le ministère de l'éducation nationale envisage, d'autre part, une révision du statut des Greta qui autoriserait une plus grande cohérence des programmes de formation et une meilleure gestion des ressources financières.

Jean-Luc, Rabia, Claude, Aline, Valérie, Toussaint... ils ont tous entre dix-huit et vingt et un ans. La plupart ont appris l'existence du stage au lycée technique Raspail par un conseiller d'orientation de l'A.N.P.E. et certains par la bouche à oreille. « C'était l'annonce tape-à-l'œil. Le projet est un peu trop beau, mais on y croit tous », commente Fahrid, dix-neuf ans, dont six consacrés à des « petits boulots » sur le marché de Saint-Denis, et qui a abandonné la préparation d'un brevet professionnel de commerce dès la première année.

Compte tenu de la rigueur budgétaire, le groupe travaille dans des locaux tristes, loués pour la durée du stage dans un vieux immeuble du dixième arrondissement, en liquidation judiciaire. Cette semaine, le comité de rédaction sélectionne les premiers textes. Au sommaire : un reportage sur les Halles, un groupe de musiciens africains, l'alcoolisme, le sort des criminels nazis, et des échos sur l'équipe de football Paris-Saint-Germain. Dans un texte sobre, Patrick raconte sa condamnation à un mois de prison avec sursis après un incident avec un contrôleur de la R.A.T.P. Tous les stagiaires ont assisté au procès.

Mais cette partie journalistique ne saurait faire oublier ce qui sera le corps du journal, la publicité et les petites annonces. Car le projet doit être rentable et l'entreprise doit pouvoir faire vivre une équipe de salariés après le stage. « Les actions d'insertion destinées aux dix-huit-vingt et un ans ont pour but de permettre à chaque jeune d'élaborer, à l'issue des stages, un projet socio-professionnel », explique l'une des deux animatrices déléguées par le Greta. « Nous avons voulu aller plus loin et rendre l'ensemble du groupe responsable d'un projet collectif. » A travers les étapes de la fabrication d'un journal, de sa conception à la vente des premiers

numéros, les stagiaires doivent prendre conscience des mécanismes économiques simples : la création d'un produit, l'investissement, les bénéfices, les salaires. Ils doivent aussi appréhender les règles juridiques et commerciales qui président à la vie d'une entreprise. Enfin ils feront l'apprentissage des décisions prises en commun.

« Trait d'union »

Si personne ne manque d'enthousiasme, certains doutent pourtant de l'issue de l'opération. « Ce sera très difficile de continuer après la fin du stage : nous n'aurons plus d'argent et personne pour nous conseiller », estime par exemple Mustapha, vingt et un ans, titulaire d'un C.A.P. d'ajusteur. Les stages dix-huit-vingt et un ans sont théoriquement réservés à des demandeurs d'un premier emploi, mais tous ont déjà connu le travail en entreprise, essentiellement en tant qu'intérimaires ou sans être déclarés. Mais le constat est général : « Les places qu'on a réussi à obtenir ne sont pas intéressantes. » Ou ne durent pas.

Chaque stagiaire a connu des périodes de chômage plus ou moins longues depuis la sortie de l'école. Beaucoup continuent d'exercer un petit emploi en dehors du stage, le soir ou en fin de semaine, car les 1 053 F mensuels (équivalant à 30 % du SMIC) alloués par la direction départementale du travail ne suffisent pas. Quelques « privilégiés », licenciés économiques de moins de vingt et un ans, perçoivent le SMIC ou 70 % de leur ancien salaire. Ils sont inscrits à titre exceptionnel dans les stages d'insertion. Le monde de l'entreprise n'est donc pas inconnu des membres de l'équipe.

Et l'école ? Le sujet suscite peu de réactions : cette période-là de leur vie est close et l'expérience menée dans le Greta n'évoque pas chez eux le souvenir du collège ou

du lycée d'enseignement professionnel (LEP), qu'ils ont quitté.

Face aux critiques mettant en doute les capacités de l'éducation nationale à insérer des jeunes qui sortent du système scolaire sans formation, les responsables des Greta veulent défendre l'originalité et l'efficacité de leurs méthodes. « La formation continue permet aux animateurs et aux enseignants une grande liberté d'initiatives et d'ouverture vers l'extérieur », explique M^{me} Odile Rose, déléguée à la formation continue de l'académie de Paris. « Cette autonomie facilite en retour les innovations pédagogiques des établissements de formation initiale », lycées et LEP. Pour accroître les capacités des Greta (1), le ministère envisage de revoir leur statut. Nés de l'association volontaire d'établissements d'enseignement secondaire qui voulaient développer leurs activités d'éducation permanente, les Greta dépendent encore très directement de l'autorité des chefs d'établissement. Cette tutelle, selon M^{me} Rose, souvent un peu formelle, pourrait faire place à une autonomie plus grande des Greta. « Ils obtiendraient alors une personnalité juridique ». Ce nouveau statut autoriserait, selon elle, une plus grande cohérence des programmes de formation des Greta d'une même académie et une meilleure gestion des ressources financières.

Les « douze patrons de presse » du Greta du lycée Raspail, quant à eux, repartiront début mars en stages d'entreprises. D'ici là, le numéro 0 du journal sera paru. Et le titre définitivement adopté, *Trait d'union*, rallie pour l'instant les suffrages. — P.A.

(1) En 1981, les Greta, au nombre de 380, ont représenté 4,26 % du marché de la formation professionnelle continue (soit 128 millions de francs) et plus des deux tiers des activités de formation continue de l'éducation nationale.

● A COVENTRY : la voiture de sport et l'ordinateur

La Grande-Bretagne aussi a ses jeunes chômeurs. Et, pour en réduire le nombre, elle a mis au point des « plans pour les seize-dix-huit ans ». A Coventry, une expérience pilote est en cours depuis 1979. Dans cette cité si brutalement détruite par les bombardements allemands une nuit de novembre 1940 qu'elle donna naissance au verbe de la langue nazie *coventrysiens*, l'industrie mécanique fut longtemps florissante. Mais les moteurs Rolls-Royce, les automobiles Triumph ou Jaguar, les tracteurs Massey-Ferguson, qui firent sa renommée et sa prospérité, la menacent aujourd'hui de déclin. En cinq ans, quelque trente mille travailleurs de l'automobile y sont devenus chômeurs. L'opération *Topshop* s'efforce de donner du sens à l'emploi, de moins un métier à des jeunes sortis des mains vides de l'école. *Topshop* : mot intraduisible qui rappelle tout à la fois ces ateliers-boutiques au haut des maisons d'artisans ci-tadins et ce label de magasins offrant à leurs clients les meilleurs produits. *Topshop* : une expérience en tout cas non dépourvue d'originalité.

Coventry (West-Middlelands). — Un peu après Little India, le quartier des immigrés indiens, une immense usine, 10 000 mètres carrés. Près du portail, sur un panneau, l'image d'un élève enseignant le mot « TOPSHOP » dans ses mains. Ce n'est pas une marque. C'est un programme.

Ici, à Edgwick, l'un des trois sites de l'opération, des boxes ont été créés en tant qu'ateliers de travail local où se fabriquent nagure des machines-outils. L'horloge pointeuse a survécu, à l'entrée, comme pour empêcher que les deux cent vingt-cinq jeunes qui viennent à la quête d'un début de qualification professionnelle ignorent le tribut exigé : vous qui prétendez accéder un jour au monde industriel, voici quelle sera sa dure réalité.

Car ils ont beau porter cette bleue (pour les garçons) et chausser ces bottes (pour les filles), ils n'ont pas vraiment un métier. Par exemple. Agés de seize à dix-huit ans, après de mauvaises études dans une « comprehensive school », ils ont erré sans emploi. Il y en a huit mille comme eux, à Coventry. Alors, un jour, ils sont venus à Edgwick, ou à Greyfriars-Lane ou à Courtauld, ou à l'un des autres sites de *Topshop*. On les a acceptés pour un an, immédiatement s'ils le voulaient et si l'une des quinze cents places offertes par les trois centres était vacante (1). Ils perçoivent de l'Etat une allocation de quelque 25 livres par semaine (environ 300 francs).

Ils ont choisi l'une des vingt-trois activités que leur propose le plan *Topshop* : installations mécaniques, charpente, couture industrielle, sellette, reprographie, secrétariat, cuisine, audiovisuel, dessin industriel, constructions de bateaux, moulages plastiques, photographie, etc. Sous la conduite d'enseignants, anciens professionnels souvent, aujourd'hui au chômage comme eux, ils s'initient, découvrent et fabriquent en grandeur nature.

En grandeur nature, et pas seulement pour ces adolescents ne savent pas résister à lire et à écrire mal le calcul. Les principes de l'expérience *Topshop* ont voulu, au dire de M. John Temple, directeur général des programmes de développement pour les jeunes de Coventry,

« faire sauter les barrières entre l'enseignement et le travail ». Il fallait s'engager sur une voie différente de celle qui, pour eux, restait associée à l'échec. Leur « proposer un système où ils pourraient réussir quelque chose ». Le choix des responsables de la Manpower Services Commission (un peu l'équivalent de l'Agence nationale pour l'emploi en France) et de la ville de Coventry, qui financent toute l'opération *Topshop*, s'est porté sur l'enseignement assisté par ordinateur au moyen du système Plato de Control Data (le Monde du 24 décembre 1980).

De notre envoyé spécial

Réussir quelque chose

Pour être bien réels, les objets produits par *Topshop* ne peuvent être commercialisés. Vigilance des fabricants patentés et des syndicats oblige. Toute concurrence par trop déloyale a été prévenue et un arrangement conclu. Les produits sont écoulés sur des marchés exceptionnels : ainsi des centaines de chaises ont-elles été confectionnées à l'occasion de la visite du pape... ou dévolues à des collectivités qui n'auraient pas les moyens de les acquérir.

C'est aussi le cas de ces superbes petites voitures de sport remises en état dans une ancienne usine de fibres artificielles. Au centre de Courtauld, la construction et la réparation de bateaux et la rénovation automobile sont les deux principales activités de *Topshop*. Spécialité : les Triumph Spitfire, le rêve de tout jeune Britannique d'origine modeste... Ils les reçoivent en don, ou les récupèrent dans les décharges. En s'y mettant à trente-cinq, ils en « sortent » une par mois, qu'on dirait neuve, hormis le macaron « Restored by Topshop ». Valeur marchande : 10 000 livres. La « petite anglaise » flamboyante les fait les beaux jours d'un collège où elle servira à l'apprentissage de la conduite automobile et de la mécanique.

Ces ateliers fonctionnent depuis deux ans. Ainsi les statistiques sur l'insertion professionnelle à la sortie balbutient-elles encore. Selon le directeur de l'un des centres, 21 % des jeunes auraient trouvé un emploi, à l'issue de la première année. Pour augmenter leurs chances, la préparation à un métier est insuffisante : beaucoup de ces adolescents ne savent pas résister à lire et à écrire mal le calcul. Les principes de l'expérience *Topshop* ont voulu, au dire de M. John Temple, directeur général des programmes de développement pour les jeunes de Coventry,

Sans colère ni humiliation

Chacun des trois centres dispose de son groupe de terminaux connectés à un ordinateur central à Londres. A Courtauld, par exemple, sept écrans attendent en permanence, avec quatre moniteurs. Les jeunes de *Topshop* sont tous venus au moins une fois. Certains n'ont pas persévéré. Mais d'autres ont rendez-vous deux à trois heures chaque semaine avec la console. Ils peuvent interroger la banque de données centrale ou effectuer leur programme de mathématiques, de langue anglaise, que l'ordinateur a établi suivant leur niveau, testé au cours de la première rencontre.

Alec, seize ans, qui voudrait être photographe, vient tous les jeudis. Après lui avoir souhaité « le bonjour » au système Plato dans le *Royaume-Uni*, l'ordinateur lui demande ce qu'il veut faire aujourd'hui. Son programme est énuméré : « le rappel des notions qu'il a déjà étudiées. Le temps qu'apparaissent le petit personnage « Clevor » qui se promènera sur l'écran et le félicitera de ses réussites. Alec commence le cours qu'il a choisi : les divisions décimales. A chaque question, il répond par une pression sur l'écran tactile, véritable travailleur de Plato, que Control Data a mis au point avec l'université de l'Illinois. Les expressions « Fantastic ! », « Well done ! » (bien joué !), ponctuent les bonnes réponses. Quand Alec se trompe, c'est l'ordinateur qui semble s'excuser. Au lieu de « Vous êtes un âne » qui résonne dans les salles de classe habituelles, ici, l'écran garde son calme : « Je vais expliquer à nouveau ». Un moniteur enseignant est d'ailleurs présent une partie du temps, et Alec peut le solliciter. Mais l'adolescent aime le dialogue silencieux avec l'écran. Il sait que l'ordinateur est aussi attentif que patient : « A l'école, quand j'étais seul à ne pas comprendre, personne ne s'en apercevait. Plato, lui, le voit toujours. »

« Observation voisine chez M. John Temple, persuadé que cet enseignement sans colère ni humiliation peut contribuer à remettre les jeunes sur pied : « A seize ans, il est difficile, si l'on ne sait pas lire, de l'avouer à quelqu'un. Plato le constate et en tient compte. »

Les pouvoirs publics, qui consacrent annuellement 4,5 millions de livres pour les « seize-dix-huit ans » à Coventry, ont estimé que l'achat de ce matériel méritait bien 1 million de livres.

En 1984, un bilan de l'expérience *Topshop* sera établi. Et s'il faisait apparaître qu'un système d'apprentissage et d'enseignement conçu pour les quatre jeunes sur dix auquel l'appareil scolaire n'a rien apporté conviendrait peut-être assez bien aux six autres ?

CHARLES VIAL

(1) A Edgwick, cent cinquante jeunes de quatorze à seize ans travaillent, en outre, pour travailler en atelier, pendant leurs études.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 988 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F
IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ECHANGES LINGUISTIQUES
ENTRE JEUNES
FRANÇAIS/IRLANDAIS
DE 13 A 18 ANS
ÉTÉ 1983

HOMESTAY
5, rue Beaumont, 75009 Paris 265-91-40

Un Bon Conseil
Ne vendez pas vos meubles anciens avant vos meubles neufs et votre réfrigérateur. Au «Dépôt-Vente de Paris» vous vendrez aussi bien votre commode Louis XV que vos livres de poche votre canapé et votre piano. Profitez de vos loisirs pour visiter les 2400 m² d'exposition.

Le Dépôt-Vente de Paris
81, rue de Lagny, Paris 20^e
372.13.91

SCIENCE & VIE

Est-Ouest : La guerre par ordinateurs

Aujourd'hui, la simulation est devenue le nouveau cheval de bataille des militaires. Dans les états-majors de l'Est et de l'Ouest, on simule la guerre sur ordinateur pour mieux s'y préparer ! Découvrez aussi dans le même numéro :

- les risques de l'électricité,
- le microscope à métaux,
- le point sur la mini-cassette vidéo, etc.

11 F. Chez tous les marchands de journaux.

Message Thaïlandais pour hommes d'affaires.

La Thaï donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.

Thai

Informatique d'abord

Pierre-Alain, pourtant étudiant à l'Ecole supérieure d'informatique de Montreuil, est déçu. « Trop, c'est trop. Je sais que c'est la conjoncture qui veut

P. G.

(2) Restaurant universitaire.

■ Le prix d'entrée est de 28 F pour les étudiants et de 35 F pour les non-étudiants. Il s'agit, dans les deux cas, d'un forfait valable pour toute la durée du salon (neuf jours).

5,6 milliards de francs de crédits militaires mis en réserve jusqu'à novembre 1983

Dans sa lettre, M. Mauroy rappelle que l'institution d'un Fonds de régulation budgétaire (F.R.B.) impose, pour 1982, un administratif en blocage — sans hausse de taxe — de 25 % des attributions du programme insoumis au 25 % du coût du paiement pour l'équipement.

Faisant référence à la « spécificité » du ministère de la défense, le premier ministre israélien a déclaré qu'il n'y a pas de programme d'opérations d'équipement de cette sorte que les lois autorisations ne prévoient pas. Le ministre ne pourra être nommé qu'après le 1^{er} novembre 1983. Il précise qu'il n'y aura pas

Certains états-majors, en particulier celui de l'armée de l'air de la marine nationale, se sont déjà inquiétés de la situation. Il leur faut pour répondre à cette inquiétude, le ministère de la Défense donnera comme consignes, de prévoir le lancement de certains marchés en engageant les autorisations de programme minimum indispensables à leur phase initiale, aux provisions ou à des dépôts de garantie.

(1) Les autorisations de programme ultérieurement émises par le ministre de paiement, indiquent le montant maximum des commandes qui peuvent être réalisées dont la réalisation s'étend sur plusieurs budgets.

(2) Un montant budgétaire fixe d'année (838 millions de francs de crédits de paiement) millions d'autorisations de programme) contribué, à diminuer le montant global de ces annulations.

- Les perspectives offertes par le budget 1983 pour l'armée de terre sont **très** favorables car celles que nous avons **connues** ces dernières années **qui** **ont** traduites par un doublement du pouvoir d'achat réel en fabrications d'armement **entre** 1976 **et** 1981. Ce commentaire **est** extrait d'un article qui vient de paraître dans le dernier numéro du mensuel *Terre information*, rédigé par l'état-major de l'armée de **terre**.

Après avoir rappelé que le budget de l'armée de ■■■ tel qu'il ■■■ approuvé par le Parlement ■■■ compte non tenu des ■■■ régulations ■■■ imposées par le premier ministre, s'élève ■■■ un peu moins de ■■■ milliards ■■■ francs, soit 26,9 ■■■ du ■■■ des crédits de la défense. Terre informa-
tion observe que ■■■ budget ■■■ vul-
nérable ■■■, plus soumis ■■■ la
conjoncture que les budgets pré-
cédents ■■■ qu'il ■■■ s'inscrit ■■■ le ca-
dre général ■■■ la rigueur budgétaire
décidée par le gouvernement ■■■ en

Pour ■ qui concerne les crédits de fonctionnement, l'état-major ■ l'armée de ■ considère que leur ■ de croissance ■ 9,9 %, - *voisin de l'inflation prévue* -, ■ indique, d'emblée, que l'année 1983 ■ mieux celle de la simple reconduc-

■ A propos des crédits d'équipement, Terre Information note qu'il est nécessaire d'étaler dans le temps de nombreux programmes. C'est-à-dire de ralentir le rythme des livraisons... Globalement, le rythme dans le mensuel des livraisons des majors d'armement s'inscrira dans le programme de 21 023 millions de francs, et la croissance de 7,9 % correspondra à une baisse du pouvoir d'achat. Les commandes des fabrications d'armement resteront donc à un rythme minimal. Un effort sera maintenu dans le domaine de la recherche et des études. La perte du pouvoir d'achat sera sensible pour l'infrastructure et, surtout, pour l'habillement. Les effets de budget seront en outre limités par les livraisons, selon d'ici deux ou trois ans, est-il indiqué.

Un sacré numéro



Modèle présenté PEUGEOT 205 GT. Année modèle 1983. Peinture métallisée et jantes en option.

Un constructeur sort ses griffes

La loi, rien que la loi pour Klaus Barbie

Notre correspondant à Madrid, Thierry Maliniak, ■■■■ signale que le ministre espagnol de l'intérieur a rendu publiques ■■■■ identités ■■■■ six militants d'extrême droite interpellés, ■■■■ espagnols : Ernesto Mila Rodríguez, ■■■■ Tormo, ■■■■ Blanco, Jorge Cesario, ■■■■ Montoro ■■■■ Fajto, Seuls, ■■■■ Rodríguez et Tormo sont toujours ■■■■ tenus pour des faits commis en Espagne.

Il n'y a pas de bébé préjudice

Education

...médecin eût une...
ce que le tribunal, se... sur

L'instruction pourrait durer encore plusieurs mois

La chambre d'accusation ■■ Paris, présidée par M. Louis Goudre, a infligé, mercredi 23 février, les ordonnances de M. Michel Salzman, juge d'instruction à Paris, qui avait renvoyé M. Claude Sigal, responsable du « ras de vie » le Coral d'Aimargues (Gard), ■■ à comparaître le 12 ■■ pour ■■ ■■ le pudeur sans violence sur mineurs de moins de quinze ans ■■ et ■■ exaltation de mineurs ■■ la débauche ■■, et à M. Robert Aufrand, rédacteur en chef ■■ la revue ■■ Possible, ■■ incarcéré sous les mêmes inculpations depuis le 12 novembre. La cour les a libérés en plaçant tous les deux sous contrôle judiciaire.

Au tribunal de Paris

ÉCRIVAIN

CONTRE ÉCRIVAIN

Le dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M^{re} Jacqueline Cavery, a examiné, ■■■■■■ poursuites pour « injures publiques » engagées par l'écrivain Vladimir Volkoff contre M. Pierre-Jean Louis.

La chambre de M. Sigala n'était plus nécessaire à la manifestation de la « gauche » puisque les investigations le concernant sont pratiquement terminées, tandis que le magistrat instructeur s'apprête à poursuivre ses infor-

■ **L'atentat** ■ **la** ■ **Rosiers**. — M. Jean-Louis Bruguière, le magistrat chargé d'instruire le dossier « L'atentat » antisémite de la rue des Rosiers du 9 août 1982, au cours duquel ont péri quatre personnes furent tuées, s'est rendu mercredi à Londres, à l'appel de Walter Kasper, le néo-nazi allemand, qui le 18 février,

Olivier Tordj, Jean-François Kahn, l'historien Jacques Delmas et Frédéric Pottecher, dont on a lu une lettre - le soin de la faire la preuve est tombé dans l'escarcelle de Vladimir Volokov, malgré un médecin non désigné qui s'exerce indistinctement envers les juifs et les musulmans, et un fascisme évident.

**se
mbes.**

Un autre sequel MM. Raymond Aron, Alain Peyrefitte et François Nourissier devaient, au lendemain de l'émission, adresser chacun une lettre exprimant leur indignation.

Président plus d'une heure et demie, M^r Thierry Lévry, défenseur de Pierre Joffroy, allait alors demander au tribunal « de dire si c'est « injurier... » quelqu'un, dans un témoignage de critique littéraire, que le même sur rapport aux idéologies socialistes... Pour M^r Lévry, le livre de Vladimir Volkoff, « qui a peut-être obtenu le prix décerné par l'Académie française grâce à cette publicité inattendue »; contient « toutes les justifications souhaitées quant aux propos tenus par Pierre Joffroy ».

— Invoquant le 28 mars.

1-10-55

Une enquête sur la bévue judiciaire de Créteil

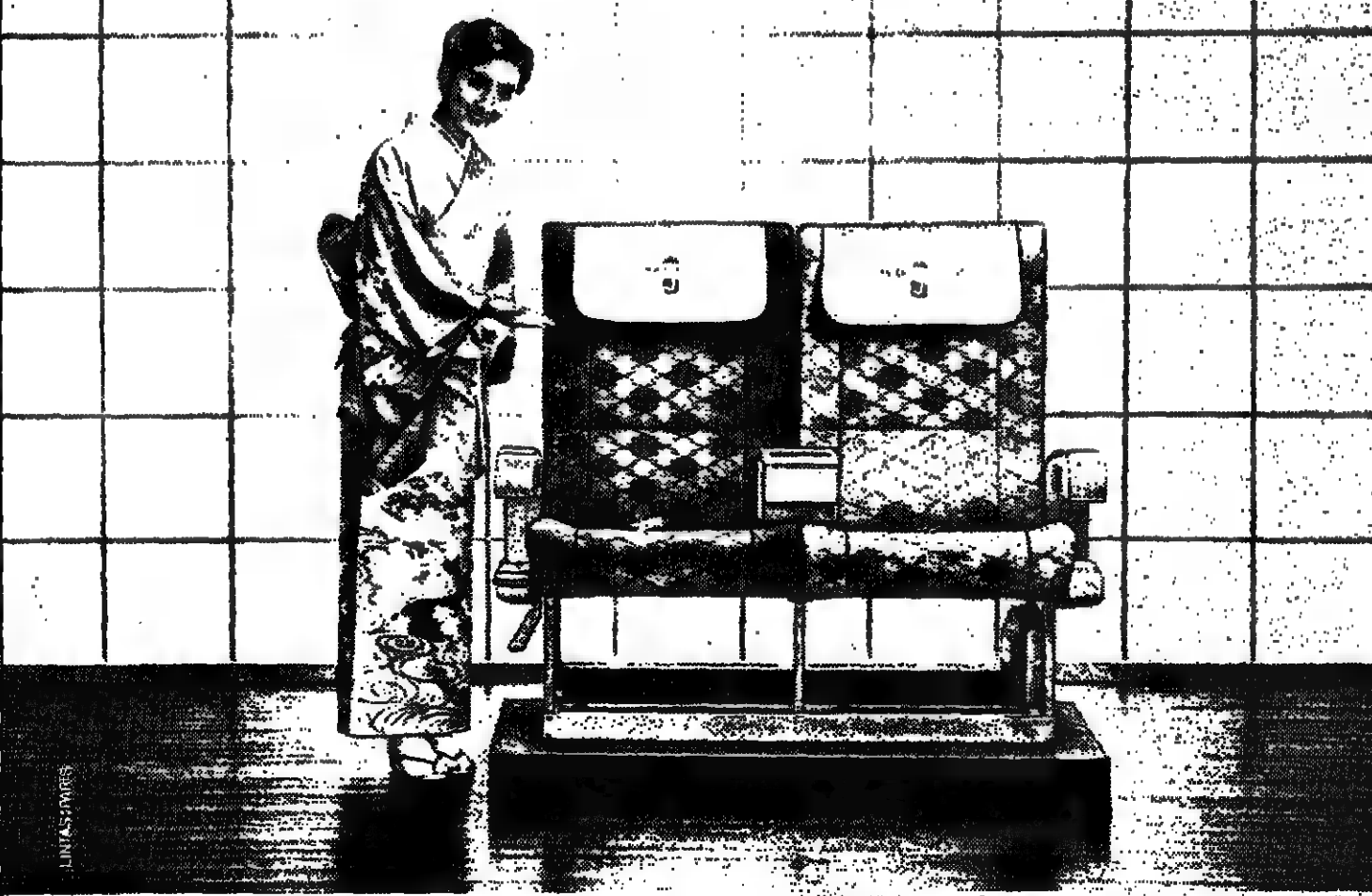
Les quatre malfaiteurs libérés ■ Crétell (Val-de-Marne) après une erreur de procédure ■ été placés sous ■ judiciaire. Ils doivent, notamment, se présenter deux fois par semaine au commissariat de police. Patrick Langlois.

Azoulay, Jean-Claude D'Andrea et Maxime Briat avaient ■ 18 et 22 février parce qu'au ■ d'après le juge d'instruction chargé ■ ce moment ■ leur dossier avait ■ publié de renouveler, dans les délais, l'ordonnance les maintenant en ■ détention (Le Monde du 24 février).

Les protestations suscitées par cette affaire ont incité la chancellerie à publier, le 23 février, un communiqué annonçant que l'inspection générale des services judiciaires était chargée d'une enquête « approfondie ». Une circulaire sera envoyée aux chefs de juridiction les appelant à la vigilance. Il apparaît néanmoins difficile d'engager une procédure disciplinaire contre M. Jean-Paul Lacroix-Andrévi, le magistrat auteur de la bévue.

Une telle procédure impliquant sa comparution devant le Conseil supérieur ■■■ la magistrature est actuellement ■■■ disproportionnée au regard de la négligence qui lui est reprochée. Cependant, aucune décision sur une sanction éventuelle ne sera prise, souligne la chancellerie, tant que l'inspection des services judiciaires n'aura pas fini son enquête.

**Japan Air Lines offre place enviable
pour responsable de haut vol:
oreilles fines, épaules larges, assise
confortable et bonne allonge des jambes.**





A partir d'Avril, JAL ~~vous~~ offre la possibilité de voyager d'une façon encore plus confortable en créant une nouvelle classe: la classe J, proposée à tous ceux qui sont bien assis dans leur vie professionnelle et qui veulent aussi une meilleure place pour leur voyage d'affaires.

Dans cette classe séparée, JAL propose des rangées de huit fauteuils seulement, avec plus d'espace et de confort, des accoudoirs doubles, des repose-pieds, de nouveaux écouteurs électroniques et plus de place pour les bagages à main.

JAPAN AIR LINES

Plus de calme aussi, car la classe J contiendra moins de passagers grâce à la suppression de 20 % de sièges.

JAL  ainsi la seule compagnie à vous offrir autant de possibilités de Paris à Tokyo: ses lits  ses fauteuils inclinables en 1^{re} classe, la classe J, la classe affaires et la classe touriste, et bien sûr un service attentionné qui nous vaut dans le monde entier, la réputation de ne rien laisser au hasard.

**Les petites attentions
font les grands vols.**

Blonde

C&S

Traduit
du silence

[illegible][illegible]

FRANÇOIS BOTT.

fil des lectures

Romans

LA PÉNOMBRE DES CŒURS

On n'écrit plus de lettres d'amour. Parce qu'il y a le téléphone, parce qu'on a peur de faire des fautes d'orthographe, parce qu'on ne sait plus écrire la main et en prenant son temps.

Surtout aussi parce que la séparation, moteur, justification et bonheur amer de la correspondance amoureuse, la séparation n'est plus ce qu'elle était. Un de perdu, une de perdue, dix de retrouvés (e).

On a alors, solide tradition de notre littérature, la lettre d'amour. On l'a écrite comme on l'a lue. On l'a écrite comme on l'a lue. On l'a écrite comme on l'a lue.

Séisme ? Pourquoi pas ? Prendre la plume pour l'autre, quand cette autre souffre, ne peut pas être un simple exercice de style. Narcissisme ? Sans doute, au moins narcissisme de la masculinité. Faut-il que nous soyons aimables pour être aimés à ce point ? Et autant le dire nous-mêmes !

Ces petites lettres d'amour, c'est le roman. Ou plutôt le texte, car c'est dans l'acceptation basale du mot, qu'il y a une chose, une chose-ci (l'amour absolu, le bonheur, la découverte du couple, la vie qui separe ceux qui s'aiment), ces choses sont déjà derrière celle-ci qui écrit.

Ce texte est simple, sensible, fort. Son pouvoir d'évocation est grand pour que le lecteur (ou sans doute, plus encore, la lectrice) sente vraiment à ses côtés une présence qui se fait rassurante : on en souffre, on n'a, mais on a, comme, une petite lumière de la pénombre des cœurs, qu'il est bien agréable d'entendre à son oreille.

JACQUES CELLARD.

■ TALGO, de Vassilis Alexakis, Le Seuil, 158 pages, 55 F.

Récits

TOMBEAU POUR MAURICE BLANCHOT

Pour son premier livre de fiction, Jean-Michel Olivier joue mais ne triche pas. Tout commence par une citation de Maurice Blanchot, dont on ne précise pas qu'elle est extraite de l'Arrêt de mort. C'est pourtant là la clé de cette *Chambre noire* — pour développer les photographies ? — récit écrit à la manière de Maurice Blanchot et où l'on retrouve, intégrés sans guillemets, des modifications typographiques, des paragraphes entiers de l'Arrêt de mort.

C'est assurément moins un plagiat qu'un hommage, et c'est plus encore une « autobiographie littéraire » de Jean-Michel Olivier, autour de six dessins de son compatriote suisse le peintre René Feurer, qui ouvrent les six parties de ce court récit et en sont sans doute la préface.

La chambre est celle qu'habite une jeune femme dans l'appartement du narrateur. Qu'elle soit simplement partie, la chambre est inoccupée, intacte, condamnée. Cette chambre, tombeau, reliquaire, sorte d'oratoire aussi, est le lieu ultime avec la jeune femme et le pivot du récit qui mène d'appartement en hôtel, à la rencontre d'une femme ; une autre, ou peut-être la même, celle qui a laissé un journal intime où sont décrits les dessins de Feurer.

Il n'est certes pas dépourvu d'intérêt, ce tombeau de Maurice Blanchot. Il peut se lire avec plaisir sans le dé, si l'on se « trompe de porte » comme dit le *Journal* d'Edmond Jabès qui le situe dans un exercice adhésif, un peu trop subtil peut-être.

JOSYANE SAVIGNEAU.

■ LA CHAMBRE NOIRE, de Jean-Michel Olivier et René Feurer, éditions Le Seuil, 2, rue du Château, 1203 Genève, 120 p., 30 F.

Écrits intimes

LES TOURMENTS D'ANDRÉ DE RICHAUD

André de Richaud subissait chaque jour comme une mutilation que venaient parfois aggraver, ou soulager, l'alcool et les stupéfiants. Ce poète opposait au suicide ponctuel sa volonté acharnée de s'insérer dans une vie mortelle. Il en a tenu la chronique dans sa *Confession publique*, qui vient d'être rééditée.

En même temps, il faisait preuve d'une rare indulgence envers ses amis et amours. « Pourquoi, demandait-il, reprocher à quelqu'un de vous avoir trahi, alors qu'on est soi-même un buisson de trahisons ? D'ailleurs on n'est jamais trahi, on se sert des autres pour se trahir soi-même ».

Ce livre, brulante d'angoisse, reste comme l'un des testaments d'André de Richaud qui plaça du sur ses cicatrices dans l'espoir de les voir saigner.

« ... pas ... », écrivait cet être vif qui, le 10 septembre 1971, claquait la porte au nez de la souffrance et des hommes.

PIERRE DRACHLINE.

■ LA CONFESSION PUBLIQUE, d'André de Richaud, préface de Pierre Seghers, collection « Bibliothèque de la Pléiade », 107 p., 48 F.

Lettrés étrangers

IRMGARD KEUN. AVANT LE MIRACLE ÉCONOMIQUE

S'il est un reproche que l'on ne peut adresser à Irmgard Keun, c'est celui de manque de lucidité. Dans son premier roman *Gigi* (1) écrit en 1931, l'auteur décrivait déjà toute l'horreur d'une petite bourgeoisie qui allait bientôt enfiler le IIIe Reich. L'action de *Tendre Ferdinand* se situe au lendemain de l'effondrement. Mais, cette fois encore, ce roman, écrit en 1931, a un caractère prophétique. Dans une Allemagne encore occupée à débayer les ruines, c'est la bonne conscience, l'hypocrisie, le matérialisme de la société du miracle économique que l'on voit poindre.

Revenu de captivité (c'est un thème littéraire à la mode, mais, entre le ton de Irmgard Keun et celui des premiers romans de Heinrich Böll, il y a, faut-il le préciser, une différence), Ferdinand a le vit d'expédition. Au fil de ses aventures, nous découvrons un petit monde atroce et pitoyable. L'un des personnages féminins n'a rien trouvé de mieux, pour se débarrasser d'un amant encombrant, que de l'échanger contre un poste de radio. Les personnages graphiques, éhéméroïdes et magiques, se couplent son cabinet à médium avec un magasin d'articles de mode, le premier fournisseur au second de clientèle.

« ... d'une plume trempée dans l'acide, assainissant d'aphorismes les salués (« ... tout d'œuvre repose sur une anticipation réciproque »), *Tendre Ferdinand* n'est sans doute pas de la grande littérature. C'est en tout cas un livre fort drôle et qui se lit d'une seule traite. Sans larmoiement, avec une jeunesse malchanceuse, il nous en apprend beaucoup, mine de rien, sur les premiers balbutiements de la nouvelle Allemagne.

J.-L. DE RAMBURES.

■ TENDRE FERDINAND, d'Irmgard Keun. Traduit de l'allemand par Yves Lambert, éd. Baid, 216 p., 69 F.

(1) Traduit en 1980 chez Baid, ce roman vient d'être réédité aux éditions J'ai lu.

■ UNE BIBLIOGRAPHIE DE JEAN GENET parait aux États-Unis. Elle répertorie les écrits consacrés à l'écrivain et elle est due à Richard et Suzanne Webb : *Jean Genet and his critics* (Metuchen, N. J., et Londres : Scarecrow Press, 1982, 612 p., \$ 35). Le volume comprend près de trois mille quatre cents références et fournit une documentation sûre et relativement bien organisée, accompagnée d'un commentaire descriptif assez abondant. Les premiers textes sur Genet datent de 1943, le plus grand nombre portent sur son théâtre, et certains éclairent des scissions mal connues, telles que le séjour parmi les Panthères noires en 1970.

Poésie

LA SÉRÉNITÉ DE CLANCIER

La sérénité qui marquait l'avant-dernier recueil de Georges-Emmanuel Clancier, *Oscillante parole*, se retrouve, épanouie, heureuse, sûre d'elle-même, dans le poème hanté. Un poème de « l'effacement et l'harmonie ».

« Faudrait-il l'espacer un autre espace au loin ? » C'est résumer une vocation : la poésie est la dimension invisible qui ne mène pas à l'effacement mais leur donne comme un frémissement particulier.

Dans ces pages, on voit des hommes et des femmes, qui n'ont besoin de double être eux-mêmes, mais qu'entoure une mystère. De l'effacement, l'amour, les objets s'accomplissent d'une interrogation ou intermittente ou l'effacement. De l'effacement, la poésie, qui se nourrit de cette évidence mais ne se pas l'effacement ni la. C'est équilibre le vécu et l'invisible, Georges-Emmanuel Clancier l'acquiesce avec une infinie douceur. On entre dans ses poèmes tout naturellement : l'effacement n'est nécessaire.

« ... LE POÈME HANTÉ », de Georges-Emmanuel Clancier, Gallimard, 127 pages, 62 francs.

LE LITTRÉ GRANDIT

ÉVÉNEMENT : LE GRAND LITTRÉ S'ENRICHIT D'UN SUPPLÉMENT

Aujourd'hui, vous avez 5 raisons de vous offrir le Grand Littré !

1. Toute la richesse de la langue française, mais désormais à votre disposition. Avec son volume de Supplément, le Grand Littré vous offre un trésor inégalé : plus de 100 000 mots couvrant toute la langue, de l'épique de Montaigne à celle de l'électronique. Plus jamais, le Littré n'a été aussi complet et indispensable dans chaque foyer.
2. Une mine prodigieuse de citations. « Un dictionnaire de citations » en un volume. Les citations du Grand Littré composent : centaines de citations d'auteurs classiques et modernes.
3. Une édition prestigieuse dans une bibliothèque. Le Littré est également le jeu de votre bibliothèque, un jeu de votre bibliothèque, regroupant environ 7.400 pages, reliure soignée en pleine peau, avec plus de 100 tranches de pages.
4. Une offre exceptionnelle : 74 F par volume ! Grâce au Littré, Commande ci-dessous, vous pouvez acquérir les quatre volumes du Grand Littré plus le volume du Supplément en 1983, à crédit, pour 74 F par volume seulement. Profitez-en vite ! • 97,50 F pour l'édition pleine cuir.
5. votre Littré maintenant et payez-le plus tard ! quatre volumes du Grand Littré plus, en pré-publication, le Supplément, en échange d'un règlement en 10 fois de 85 F pour l'édition classique, 110 F pour l'édition pleine cuir.

Retournez le bon ci-dessous à : LITTRÉ BRITANNICA, TOUR MAINE MOULIN, 75151 PARIS CEDEX 15.

PETIT DICTIONNAIRE RAMEAU

JEAN MALIGNON

Pour découvrir ou pour mieux connaître Rameau à l'occasion de son tricentenaire. Précis, pratique, plaisant, et tout à fait subjectif. 60 F.

Laure Moulin

JEAN MOULIN

en présence le discours de ANDRÉ MALRAUX

Une biographie complète du premier résistant de France.

PRESSES DE LA LITE

science-fiction

Magie pour rêver

■ PARMI LES MEILLEURS ÉCRIVAINS DE SCIENCE-FICTION, certains s'efforcent et se contentent de créer des univers personnels. D'autres, obsédés par l'avenir de la société et de l'humanité, essaient de créer une œuvre qui puisse servir de modèle temporel. Robert Silverberg, qui fut un admirable « moniteur d'avenir » avec l'Homme stochastique et les Mondes urbains, se veut aujourd'hui, avec ses magistrales *Chroniques de Majipoor*, le premier des créateurs d'univers. Il développe en même temps une œuvre humaniste, et accède à une maturité littéraire presque égale dans le genre. La présentation de la 4^e de couverture évoque les *Mille et Une Nuits*. On pense aussi à *Gil Blas de Santillane*, à cause de la naïve roulerie du jeune découvreur, Hésione, et au *Frère Wertheim* de l'étoile de ceux qui ne sont pas nés. Car Majipoor, la planète géante aux cent races, est une utopie. Et Car Majipoor, la planète géante aux cent races, est une utopie. Et Car Majipoor, la planète géante aux cent races, est une utopie.

■ LE LIVRE D'OR DE BRIAN ALDISSE nous fait redécouvrir un écrivain passionnément attaché au réalisme. Un réalisme qu'il ne peut approcher, s'agissant d'un futur imaginaire, que par une belle dose d'invention. Tel le court roman qui clôt et couronne ce recueil : « Une optique chinoise ». Maxim Jakubowski écrit dans la préface : « ... son œuvre est une réflexion constante sur elle-même et sur l'art d'écrire de la science-fiction ». De toutes les nouvelles qui illustrent cette remarque, « Voyage au cœur du rêve » est peut-être la plus présente et la plus typique. Mais toute œuvre d'Aldiss est combat contre l'ange. Onze textes inédits : un des meilleurs « livres d'or » de ces dernières années. (Le Livre d'or de Brian Aldiss, Presses Pocket, 352 pages, 18 F.)

■ L'AVENIR PROCHE OU KIT REED situe son roman *Des vacances inoubliables* s'écrit à peine de certains cauchemars bien contemporains. Le livre doit plus à l'observation et le scénario qu'à la science-fiction. Heureux Habitat est un club de vacances pour milliardaires, axé sur les spectacles insolites et les jeux du genre. Mais il faut des sujets à exploiter, esclaves, victimes à cirque. Mais il faut des sujets à exploiter, esclaves, victimes à cirque. Mais il faut des sujets à exploiter, esclaves, victimes à cirque.

■ G. J. ARNAUD, écrivain blanchi sous le harnais du roman populaire, se situe avec bonheur en dehors de toutes les normes. Son cycle de la *Compagnie des glaces* est une entreprise digne des grands feuilletonistes d'antan. L'œuvre n'est pas sans défaut, mais toujours d'un bon niveau, et son ampleur croissante la mène d'une rare puissance. Un cataclysme ayant occulté le charge d'une rare puissance. Un cataclysme ayant occulté le charge d'une rare puissance. Un cataclysme ayant occulté le charge d'une rare puissance.

MICHEL JEURY.

LE «ROMAN ROSE» MODERNE

morale

Trente-quatre **mois**, **le** **prix** **d'un** **magazine** (10 F), **Chaim** **offre** **«** **tout** **un** **monde** **d'évasion** **»,** **comme** **le** **dit** **sa** **publicité.** **Et** **pour** **ces** **déperts** **il** **peut** **de** **frain** **vers** **des** **pays** **sans** **problèmes** **politiques** **ni** **avec** **des** **gens** **sans** **problèmes** **moraux,** **dont** **les** **histoires** **d'amour** **ne** **finissent** **jamais** **mal,** **les** **candidats** **ne** **manquent** **pas.**

**Dans un baril
de poudre à laver**

Faça à tout ce qui lui paraît être une critique, Christian Chalmelin est sur la défensive. Il insiste sur ses succès : la diffusion de « Harlequin » en 14 langues, dans plus de 52 pays, dont 21 pays arabes ; la possession de 30 % du marché aux États-Unis (65 millions de lecteurs) et semble même que tous ces succès ont pour motif la jalousie. Il est, en fait, de peu d'intérêt d'être systématiquement polémique. Avec trente millions d'exemplaires vendus en France en 1982, le « phénomène » « Harlequin » est incontournable, et les chercheurs en ne négligent pas l'étude. Mais force est de constater que la production se passe en littératures étrangères, et que c'est la création, par nature individuelle, et non cherchant pas à l'avance à s'adapter aux désirs des lecteurs.

« Dévoreuse »

GENEVIÈVE GUIDON, 19 ans, cinquantaine ■ ■ ■ à lui tous les « Harlequin » mais ce n'est pas pour sûr, une « lecture-type ». C'est surtout une « dévouée de Jéhu » depuis l'âge de sept ans et de la « tour d'ivoire » de Jéhu, Flaubert, Proust... « Je'ai trouvé un petit truc long, c'est les policiers, enfin tout ». Elle lui « une dizaine de fois ». Autant en emporte le vent. « Je cing ou six fois » Jane Eyre. A la mort d'Albert Cohen, elle s'est attaquée à *Bohéme* du seigneur, « je lui aurait pu être un peu plus... »

Alors pourquoi « Harlequin », dont elle avoue « tout oublier », « tandis que les bouguins », « tiennent, vraiment on vit avec » ? « J'étais employée aux P.S.T., et pour mettre le sac, lire dans le bus, il se cambré, c'était vraiment pratique. Et puis je l'ai osé pour délasser, comme l'homme regardant sérieusement la télévision. Après les informations; quand je viens d'entendre toutes ces choses horribles, je prends « Harlequin », et pendant une heure, je ne suis plus là ».

précise Christian Chalmier. On va
lire le livre un produit

grands conservations, avec le souvenir de la permanence.

Dans ce domaine, sa réussite est indéfinissable. Mais il ne saurait voir être reconnu comme un éditeur son titre de favoriser la création et l'inspiration. Il lui faut faire un pas plus dans la subtilité, qu'il sait manier, et aller jusqu'au bout de la franchise et de l'élégance, qu'il sent.

Il cultiver, admettant que, pour lui, le livre n'est pas un produit définitif de son support publicitaire. Lorsqu'un volume « Harlequin » de l'office de paquet cadencé dans un bril de poudre à laver.

JOSYANE SAVIGNEAU

Bréviaire

L'intrigue **enchaîne** les événements : 1) le **rencontre**; 2) le **conflit**; 3) la **résolution** pour celle qui sera qu'elle **devient** **amoureuse** (ce qui **se fait** **encore**); 4) **abattement** pour elle (elle **n'a** **pas** **été** **plus**, **mais** **ignore** **son** **sentiment** **à** **lui**); 5) **dénouement**: il **se** **déclare**, **promesse** **de** **mariage**; à la **derrière** **après** **un** **moment**. Les **scènes** **d'aventures** **se** **déroulent** **en** **contraintes**. (...) »

des **compositions** : « on agit de plein fouet dans le présent », des **précisions de style** « phrases sans **passé** de préférence au présent » et la **recommandation** d'« éviter le **scène** **érotiques** ».

(1) *Pratiques*, 2, rue des Bénédictins, 57000 Metz ; n° 32, décembre 1981.

En 1978, « Harlequin » publiait quatre livres par mois (6 F l'exemplaire), mis en place dans les grandes surfaces, les kiosques et les librairies. En 1979, six titres par mois à 7 F (treize millions de volumes) ont été vendus l'année. On en vend aujourd'hui à trente-quatre titres par mois à 10 F. Trente millions de volumes ont été vendus en 1982.

Ce déferlement du roman « est-il vague ou une vogue », comme le dit Catherine Dreyfus et Michel Leroy, auteurs d'une enquête diffusée sur TF1 (« Féralia présent », le 25 janvier) ? Commerciallement, c'est à n'en pas douter vague de succès, un hommage rendu aux succès du marketing. Christian Chalmis, soucieux de diffier l'image, selon lui « désuète », du roman sentimental, a fait accorder la production à un industriel.

Le maître mot a été non pas création, mais fabrication « d'un produit calibré, nous fait, nous imprimons, nous distribuons en place, nous ne gardons que du stock, nous ne réimprimons jamais », explique Gabriel de Keranguy, directeur général pour la France. Le tirage moyen est de 110 000 exemplaires mais certains titres sont tirés à 170 000. Le magazine n'a pas mis en ligne ses magazines publicitaires, mais il a des radios partenaires où « Harlequin » s'est assuré que les services de la maison Piccoli, image du séducteur, étaient au point.

Le livre lui-même est le résultat de multiples programmes informatiques d'un minutieux dosage.

Un « panel de lectrices » a été mis en place. ■■■ reçoivent questionnaires tous les trois mois. « J'ai vu évoluer les « Harlequin » selon ■■■ suggestions. ■■■ Geneviève Guidon, qui ■■■ qui paraît dans la collection. Par exemple, je souhaitais des descriptions plus précises ■■■ ; c'est désor-
 ■■■ faite »

A partir de ■ données, le ■ de chaque livre ■ déter-

(Dessins de CAGNAT.)

Toujours la même histoire d'amour

La recette « Harlequin » semble donc la meilleure, - et pourtant c'est toujours la même chose, la même histoire d'amour, qui finit toujours bien », ■■■■■ la majorité ■■■■■ jeunes ■■■■■ d'un lycée d'enseignement ■■■■■ professionnel de Laval (Mayenne), ■■■■■ réponse à la question d'un professeur sur la collection. Beaucoup d'entre elles lisent ■■■■■ « Harlequin » ■■■■■ pour l'éva-

propos de bien des histoires d'amour. La singularité dans l'anecdote l'écriture. Le plus fâcheux, c'est que les « Harlequin » sont tous la même façon. Toujours au passé; la phrase est et fait appel à des stéréotypes de langage - on utilise « mais- mais » mais plutôt « cottage » et l'on préfère « manoir » à « château ».

Les hommes sont « d'une masculinité lumineuse », « d'une grâce fé-

Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). « Après de longs débats entre nous avons acheté quelques livres », Harlequin », ajoute-t-elle, nous éprouvons un leur sujet : c'est quelque chose qui nous échappe, qui est en rupture totale avec la production littéraire ».

Christian Chalmrin affirme que ses propres études vont à l'encontre de ces remarques. Les lectrices - ou les lecteurs, puisqu'il en annonce 30 % - qui sont des habitués « d'Har-

précise Christian Chalmier. On va
lire le livre un produit

grands conservations, avec le souvenir
de la promission en permanence.
Dans ce domaine, sa réussite est
indéniable. Mais il ne saurait voir
être reconnu comme un éditeur son
titre de favoriser la création et l'ins-
piration. Il lui faut faire un pas
plus dans la subtilité, qu'il sait ma-
nifester, et aller jusqu'au bout de sa
franchise et de l'élégance, qu'il s'ap-
préhende.

■ cultiver, ■ admettant que, pour
lui, le livre n'est pas un produit di-
férént de son support publicitaire.
Lorsqu'un volume « Harlequin » lui
est offert, il ne peut pas le donner
à son office de paquet cadeau dans un
bril de poudre à laver.

JOSYANE SAVIGNEAU

THEATRE DE LA COMMUNE

CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

AUBERVILLIERS



NOCE

d' Elias Canetti

Prix Nobel de Littérature 1981

Texte français de François Rey et Heinz Schwarzsinger

MISE EN SCENE DE GABRIEL GARRAN

CREATION EN FRANCE DU 15 FEVRIER AU 20 MARS

Square Stalingrad, avenue de la

TCA

833.16.16

Une œuvre
monumentale
jamais
entreprise

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION EN FRANCE

EN FRANCE

La force des volumes patronnés par l'Institut National de Recherche Pédagogique est de proposer une ferme ligne d'évolution qui souligne les conquêtes progressives de l'école.

L'histoire Générale de l'Enseignement et de l'Education en France rembourse donc pleinement la dette contractée par les Historiens envers les sociologues.

Roger Chartier
Le Monde de l'Education

Roger Chartie
Education

[illegible]

histoire

La morale sexuelle au temps des moines

■ Le poids des interdits religieux du haut Moyen Age évalué par un historien

A lire Un temps pour embrasser, de l'historien Jean-Louis Flandrin, nous éprouvons un sentiment délicieux : celui d'être enfin libres de mener notre vie sexuelle comme nous l'entendons, sans prescriptions, ni interdits, ni tabous. Sentiment sans doute illusoire, car la société ne cesse de nous rappeler ses exigences et nous impose ses valeurs.

Reste que, malgré tout, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les hommes et les femmes ont, au vingtième siècle, la possibilité de séparer en toute liberté le plaisir de la procréation dans l'acte sexuel. Révolution dont nous n'avons pas encore mesuré toute la portée et qui devrait inciter à demander si le respect religieux de la chasteté avant l'avènement de la pilule n'était pas simplement une nécessité déguisée en vertu.

Les motifs de satisfaction n'étant pas si nombreux, rétrospectivement, donc que l'invention anticonceptionnelle, il n'est pas étonnant que le déclin de l'ère religieuse soit la raison de la peur de l'enfer.

Et revenons à ce haut Moyen Age, dont la morale sexuelle est tellement de la nôtre qu'il faut tout à la fois

Jean-Louis Flandrin pour parvenir à nous intéresser à la morale sexuelle au temps des moines. Jean-Louis Flandrin, historien de la morale sexuelle, nous livre une vision de la morale sexuelle au temps des moines. Il nous fait découvrir la morale sexuelle au temps des moines. Il nous fait découvrir la morale sexuelle au temps des moines.

L'obsession de la pureté

Il n'était pas question alors de faire l'amour. La femme pendant la période menstruelle, le dimanche, le jour du Seigneur, l'œuvre conjugale devait être évitée. Le mercredi et le vendredi étaient jours de jeûne et de pénitence. Il fallait également s'abstenir pendant le Carême, l'Avent et les fêtes de Noël.

Les pénitentiels, qui témoignent bien de ce qu'était le catholicisme ordinaire, sont les principaux documents de la morale sexuelle au temps des moines. Ils révèlent tous que, sous peine de péché mortel, les conjoints devaient s'abstenir non par amour, mais pour procréer. Chacun admettait que la chasteté parfaite du moine était vraiment sainte.

N'oublions pas que le haut Moyen Age est aussi le temps des moines. Ces derniers multiplient : ils de la conscience de l'Eglise. Il est vraisemblable que, sous leur influence, on a passé du sacrifice à la sexualité à la sexualité à des contraintes conjugales généralisées. C'est un des moins l'une des hypothèses de J.-L. Flandrin : « La contrainte conjugale est une exigence qui apparaît chez les chrétiens des premiers siècles », a-t-il clairement formulé par ses Pères de l'Eglise. Cependant, jamais elle n'a eu une place aussi centrale que la doctrine du mariage qu'enferme le sixième et le septième siècles. Les clercs et les moines de cette époque ont rendu plus impérative, plus précise, plus caractéristique le mariage légitime, et ils ont — comme à plaisir,

dirait-on — multiplié les temps de continence obligatoire.

Peut-on accuser pour autant le christianisme d'avoir « empoisonné Eros », d'avoir « gâché la fête des corps » ? A lire Jean-Louis Flandrin, on serait fortement tenté de répondre par la négative. Ce n'est pas le christianisme qui a imposé la morale sexuelle au temps des moines. C'est la morale païenne. Ainsi, par exemple, la continence pendant la menstruation était prescrite par les stoïciens avant d'être par les chrétiens.

Modérer l'amour des conjoints, régler leur commerce charnel de sorte qu'ils s'unissent que pour procréer, voilà un héritage de l'Antiquité païenne. A la différence près, non négligeable, que le chrétien se soumettait à la volonté de Dieu, tandis que le païen cherchait à étendre l'empire de sa liberté.

Conjuger le danger de la passion amoureuse, note Flandrin, a constitué l'objectif commun de toutes les morales sexuelles, à l'exception de celle de notre société post-romantique. Il nous rappelle également que l'obsession du calendrier, liée à la place fondamentale de la vie des champs durant le haut Moyen Age, a été que l'homme a la pureté ne soit nullement caractéristique d'un christianisme éternel, et qu'on peut même bien soutenir que « le Christ et saint Paul avaient voulu nous en libérer ». Peut-être. Mais, apparemment, l'urbanisation et la technique furent, dans ce domaine, plus efficaces que les paroles.

ROLAND JACQUET

* UN TEMPS POUR EMBRASSER, de Jean-Louis Flandrin. La Seuil, 250 pages, 79 F.

Les immigrés du dix-huitième siècle

L'EXODE rural est généralement considéré comme le résultat de la révolution industrielle, un phénomène tardif amorcé au dix-neuvième siècle et pleinement au vingtième. Pourtant, d'hommes, de Poitou, de la région de Clermont-Ferrand, permet de dépasser cette vision trop simple. Ils ont été sur les migrations montagnardes à travers la France au dix-huitième siècle. E. T.

à la poussée démographique du dix-huitième siècle, les Alpes et le Massif Central. Remues d'hommes étudie toutes les implications de ce phénomène pour les sociétés de la plaine comme pour les régions montagnardes. Avant les Bretons, les Alsaciens et les Algériens, les Auvergnats furent les premiers immigrés de la France.

* REMUES D'HOMMES, d'Abel Poitrineau, Aubier, 325 pages, 98 F.

LIBRAIRIE DUCHÊNE
histoire contemporaine
spécialistes des
1^{re} et 2^{es} guerres
mondiales
ACHATS et VENTES
Catalogue sur demande
581-33-18
27, rue de la Butte-aux-Canons
75013 PARIS

Nouvelles Editions RUPTURE

MIREILLE PRIGENT entre parenthèses

« En bref, un véritable écrivain. » J.-J. Marchand (La Quinzaine)
« Toute la force de ce roman se condense dans l'analyse méticuleuse, exhaustive et sans complaisance, de ces hommes, immenses dans leur lit, minuscules dans son destin. » H. Marsan (Gallimard)
« C'est drôle, c'est tendre, c'est méchant, c'est émouvant ; c'est écrit : ça va de soi. » B. Frank (Le Monde)

MELANIE AUBERT contes borgnes

« Un roman imparable de la nouvelle. » F. Fédak (Le Monde)
« Cet écrivain inconnu mais authentique fait claudiquer la féerie, humour ravageur. » J.-L. Esnè (Les Nouvelles Littéraires)

Diffusion ALTERNATIVE

Michel CHAILLOU

Domestique chez Montaigne

roman

« L'effet de vie grouillante de ce roman, aussi de la vie. » Bertrand Poirot-Delpech (Le Monde)

« Ces romans de "domestique" chez Montaigne... il y a une idée romanesque. » François Nourissier (Le Figaro)

« Kaléidoscope d'humour et de culture. » Françoise Xenakis (Le Monde)

GALLIMARD nrf

1983

À l'heure où l'on parle de « crise de l'Europe », de « déstabilisation », de « révolte de l'Europe », s'est-on réellement interrogé sur les causes profondes, historiques de ces phénomènes ? Nous sommes-nous donné les moyens de comprendre, de l'intérieur, avec les « yeux » de l'étranger, l'évolution sociale, politique et économique de l'Europe ?

LES HISTOIRE DES NATIONS, véritable bible de l'histoire de l'Europe et de la civilisation de l'Europe, est une œuvre de référence, une œuvre de culture, une œuvre de connaissance. Elle nous fait découvrir, à travers les siècles, les causes profondes, historiques de ces phénomènes. Elle nous fait découvrir, à travers les siècles, les causes profondes, historiques de ces phénomènes.

LE POINT SUR 2500 ANS D'HISTOIRE.

15 volumes • format 20 x 25 cm • 3 800 pages • 200 articles de fond • 150 cartes historiques • plus de 1 000 photos de synthèse • un ensemble, un livre • un ouvrage de référence en histoire • un ouvrage de culture • un ouvrage de connaissance

Faites connaissance avec cette édition hors-commerce en étudiant gratuitement chez vous le dossier complet que nous avons préparé à votre intention. Répondez vite au coupon ci-dessous à votre intérêt. HISTOIRE DES NATIONS 76178 Champs-Élysées 75008 PARIS

GRATUIT, VOTRE DOSSIER HISTOIRE DES NATIONS

Qui, envoyez-moi, sans aucun engagement de ma part, le dossier complet sur l'histoire des Nations, c'est-à-dire la France métropolitaine, la Suisse et la Belgique.

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code Postal _____ Localité _____
Téléphone _____

à renvoyer à : 76178 Champs-Élysées 75008 PARIS

LA GÉNÉRALE SEIGNEMENT L'ÉDUCATION FRANCE

■ COMBAT DE NÈGRE ET DE CHIENS », à Nanterre

Le territoire de solitude

... ..

CARNET SPORTS

BASKET-BALL

LIMOGES EN FINALE DE LA COUPE KORAC

Pour la première fois de son histoire, le basket-ball français a deux équipes qualifiées pour les finales de la Coupe Korac. Après Villeurbanne en coupe des vainqueurs de France, le Cercle Saint-Pierre de Limoges a obtenu, le 23 février, sa place en finale de la coupe Korac, le 8 mars à Berlin-Ouest, en battant 13 points (92 à 79) le Dynamo Moscou, vainqueur de la Coupe Korac 1982. Les Limougeux retrouveront comme l'an dernier, en finale, les Yougoslaves Sibenik, vainqueurs en demi-finale de leurs compatriotes de Zadar.

Dans la coupe Ronchetti féminine, le Stade français, battu à Moscou par le Spartak (92 à 83), Villeurbanne, dominé à Budapest (65 à 61), éliminés en demi-finale.

D'un sport à l'autre

CYCLISME. - Le Belge Maes, vainqueur du Tour de France 1935, est le 22 février le Grand-Bigard (Belgique), l'âge soixante-neuf ans.

JEUX UNIVERSITAIRES D'HIVER. - La Française Marie Waldmeier a obtenu, le 23 février, les pentes du mont Vihor (Bulgarie), la médaille bronze de la descente féminine, par deux Tchecoslovaques, Olga Charvatova et Jana Gannierova-Soltysova. La première Française de la descente masculine, Bruno Paget-Blanc, a terminé dixième.

TENNIS. - Yannick Noah, vainqueur du tournoi de Roland-Garros, 6-1, 6-2, 6-3, a battu les trois tournois de la Quinta (Californie), doté de 265 000 dollars, Henri Leconte, qui a battu l'Américain Jeff Borovick, 6-4, 6-3, 6-3. Un troisième Français s'est qualifié pour le troisième tour, Bernard Frits, qui a éliminé l'Américain Chris Dunk, 7-5, 6-3. Jimmy Connors, tête de série n° 1 devant John McEnroe, a éliminé un deuxième tour par un compatriote Mike Bauer.

M. et M^{me} André Rostucher, M. et M^{me} Thierry Gouin, leur fils, M. Jean-Louis Rostucher, M^{me} veuve Jean Rostucher, M^{me} veuve Louis Gatti, M^{me} Roland Chapellot et ses enfants.

M. et M^{me} Edouard Cadene et leurs enfants, M. Roger Rostucher, M. et M^{me} Roger Hill et leurs enfants, M. et M^{me} Marcel Rostucher et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Gatti et leurs enfants, M. et M^{me} Gatti et leurs enfants, Et toute la famille.

La douleur de faire part du décès de M. André ROSTUCHER, leur époux, père, grand-père, fils, frère, beau-frère, et parent, survenu le 21 février 1983, à cinquante-deuxième année, à Marly-le-Roi (Yvelines).

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 février 1983, à 11 heures, au cimetière de Chateaufort.

107, route de Maisons, 77100 Chateaufort.

[André Rostucher, né le 31 décembre 1931, était marié à M^{me} Marie Rostucher, typographe et était devenu ensuite ouvrier de photocomposition. La famille et le personnel de la maison de retraite de Marly-le-Roi ont tenu à honorer ses obsèques.]

Anniversaires

Pour le mariage anniversaire de M. et M^{me} Cyprien, agée de l'Université, l'ont aimés.

STERN
GRAVEUR
depuis 1840

Pour votre Société
papiers à imprimer et
imprimés de haute qualité

La prestige
d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux:
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél.: 33-44-55-55

Nous apprenons le décès de M. Louis LIMOUZY, maire de Saint-Amant-Soul, survenu le mercredi 23 février 1983.

[M. Louis Limouzy, né le 20 novembre 1904, à Saint-Amant-Soul (Tarn), depuis 1871, il s'est consacré à enrichir son savoir municipal. Vice-président de la commune, il a été maire de Saint-Amant-Soul pendant 12 ans. Il a été victime, le mardi 22 février, d'un accident de la route.]

Avignon, Villeneuve-les-Avignon, Docteur M. et M^{me} Henri Masquin et leurs enfants, Docteur et M^{me} Michel Masquin et leurs enfants, Docteur et M^{me} Louis Masquin et leurs enfants.

M. et M^{me} Jacques Masquin, Docteur M. et M^{me} Godlewski et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Masquin, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} André Masquin et leurs enfants.

La douleur de faire part du décès de M. Louis LIMOUZY, co-fondateur de la clinique Belle-Rive, La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 25 février, à 11 heures, en la chapelle Saint-Pierre de Belle-Rive, à Villeneuve-les-Avignon.

L'inhumation aura lieu le vendredi 25 février, à 11 heures, au cimetière de Saint-Didier (Vaucluse). Cet avis tient lieu de faire-part.

Nous apprenons la mort de M. Louis REY, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 21 février 1983, à 82 ans.

Cet avis tient lieu de faire-part. Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Vesaignes-sous-La Fache (Haute-Marne).

Le président, les membres du conseil d'administration, le directeur général, le personnel de la Société d'exploitation de la Vallée de la Fache, ont tenu à honorer ses obsèques.

M. Bruno de ROSELLE, directeur commercial, survenu le 21 février 1983, à 55 ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 25 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'île, suivies de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

M. et M^{me} Dominique Mossion, M. et M^{me} André Caron, M. et M^{me} Jean-Paul Alard, M. et M^{me} Serge Delpit, M. et M^{me} Oussini Delpit.

Ses parents et ses nombreux amis, Toute la famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis LIMOUZY.

M. Urbain DELPIT, ancien combattant de 1914-1918, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 23 février 1983, à 82 ans.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 25 février 1983, à 10 h 30, le mardi 28 février 1983.

Allez-vous les uns les autres et vous serez sages.

24, rue Campo-Formio, 75013 Paris. Les Sablés - Vézec 24220 Saint-Cyprien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Armand DUBOIS, son épouse, M^{me} Simone Lévy, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de M. Armand DUBOIS, né M. Maurice Meyers, survenu le 20 février 1983.

22, rue du Général-Bertrand, 75007 Paris.

AVANT TRAVAUX

3 Février au 5 Mars

25 % de REMISE

sur les modèles d'exposition jusqu'à épuisement du stock

Meubles massifs, de style et rustique, etc...

elbe

41, Bd Barbès - 75018 Paris
Tél.: 506.74.55
Métro: Châteaux Rouge
NOCTURNE les week-ends
Jusqu'à 21 h

M. et M^{me} Dominique Mossion, M. et M^{me} André Caron, M. et M^{me} Jean-Paul Alard, M. et M^{me} Serge Delpit, M. et M^{me} Oussini Delpit.

Ses parents et ses nombreux amis, Toute la famille et ses nombreux amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis LIMOUZY.

M. Jacques CARON, né Marcelle Pangeur, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 25 février, à 11 heures, en l'église de Saint-André (Châteaufort).

Cet avis tient lieu de faire-part.

29, rue Bonaparte, 75006 Paris. 2, square du Croisé, 75011 Paris, 20, rue du Parc-de-la-Rouvière, 1018 Lausanne, 91, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron.

M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron.

M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron.

M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron.

M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron.

M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron, M. et M^{me} Jacques Caron.

Mariages

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

Décès

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

Décès

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano.

M. et M^{me} Stagliano, M. et M^{me} Stagliano, M.

Un alourdissement du la T.V.A. aurait des effets négatifs sur l'emploi mais positifs sur le commerce extérieur

Le conseil des impôts vient de publier son sixième rapport (1). Contrairement aux cinq premiers, qui avaient concerné l'impôt sur le revenu, celui-ci est tout entier consacré à la T.V.A. (taxe

la valeur ajoutée). Il étudie la place de cet important impôt dans le système fiscal français, puis ses incidences économiques et sociales. Une dernière partie

a trait à la fraude et aux inexactitudes de déclaration. Ce sixième rapport n'est qu'une simple compilation de données déjà existantes. Les auteurs, de

des connaissances sur le sujet. Ils ont notamment utilisé des modèles macro-économiques qui fournissent une représentation simplifiée de l'économie

Le poids des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) a augmenté dans presque tous les pays jusqu'en 1978, puis s'est stabilisé : 35 % du PIB en moyenne dans les pays de l'O.C.D.E. en 1965 ; 35,2 % en 1978 ; 36,5 % en 1981. En France, au contraire, le poids des prélèvements obligatoires n'a pas cessé de croître : 35 % en 1965, 39,5 % en 1978 ; 42,9 % en 1981. La France est l'un des rares pays où les prélèvements ont augmenté plus vite pendant la période 1973-1981 que pendant la période précédente (1965-1973). Autre caractéristique : un accroissement plus lourdement sur les salaires (impôts sur le revenu et charges sociales) que sur les entreprises (+ 4,4 points de plus entre 1973 et 1980 contre + 3,6 % pour les prélèvements entreprises). Mais, outre que les impôts sur la consommation ont diminué par rapport au PIB, on remarque dans le tableau ci-dessous que les impôts et cotisations sociales sont répartis en France de façon très « anormale » par rapport aux pays étrangers : l'impôt sur le revenu est faible, l'impôt sur la consommation est très élevé, les prélèvements modérés sur les ménages (10,7 % du PIB contre 14,6 % pour l'ensemble de l'O.C.D.E.). Les charges sociales (les plus élevées après la Suède) et finalement charges globales records sur les entreprises (impôts y compris) dans les pays de l'O.C.D.E.

Les chiffres fournis par le conseil des impôts montrent aussi - ce qui sera une surprise pour certains - que le poids de la T.V.A. par rapport au PIB a baissé entre 1965 (13,1 %) et 1980 (12,4 %) alors qu'il a augmenté par rapport au revenu (de 3,7 % à 5,5 %).

Toutes ces évolutions apparemment contradictoires s'expliquent par les structures du prélèvement fiscal. En France, les prélèvements de ce qu'on appelle les « étrangers » mais que les statistiques considèrent très lentement (réflexion valable jusqu'en 1980).

Le taux normal et intermédiaire de la T.V.A. (18,6 %) représente à lui seul 84,4 % des recettes recouvrées par la direction générale des douanes et des droits indirects contre 5,4 % pour le taux réduit et 10,2 % pour le taux majoré.

LE CONSOMMATEUR FINAL NE SUPPORTE PAS LA TOTALITÉ DU POIDS DE LA T.V.A., mais seulement 71,4 %. Les entreprises en supportent, contre toute attente, 16,5 %, l'État et les administrations 10,3 %, les institutions de crédit 1,8 %. Cette anomalie (dans un pays où le mécanisme de la T.V.A. prévoit que cet impôt est totalement reporté sur le consommateur final) s'explique par le phénomène de « rémanence ». Celui-ci provient du non-assujettissement de certains secteurs économiques (les entreprises ne peuvent alors déduire la T.V.A. ayant grevée leurs achats) et de l'interdiction générale du déductibilité de la T.V.A. affectée à certains secteurs (automobiles, carburants). Les entreprises les plus touchées par la rémanence sont celles de la santé, du logement, des postes et télécommunications, de l'agriculture, des services rendus aux entreprises, des hôtels, des restaurants, des industries agro-alimentaires. Dans certains cas, elles peuvent répercuter dans leurs prix

charge anormale. Dans d'autres cas (blocage des prix, marché concurrentiel), elles ne le peuvent pas.

UNE HAUSSE DES TAUX DE LA T.V.A. ENTRAÎNERAIT UNE ACCÉLÉRATION DE LA HAUSSE DES PRIX, un freinage de la consommation des ménages et de la croissance économique, débouchant finalement sur une aggravation du chômage. En revanche, la balance commerciale s'améliorerait.

L'hypothèse retenue par le conseil des impôts a été la suivante : hausses uniformes de 2 % de tous les taux de T.V.A. Résultat : une dégradation de 3,2 % par an du prix pendant quatre ans, une diminution des ménages : - 1 % par an (pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages : - 3,5 %). Amélioration de la balance commerciale : 17 milliards de francs par an. PIB : freinage de 1 % par an. Réduction de 22 000 emplois en moyenne par an. Une baisse symétrique des taux de la T.V.A. produirait des effets économiques opposés : baisse des prix, accélération de la croissance, dégradation du commerce extérieur.

Les expériences passées (1973, 1976, 1977) ne dépendent pas de la valeur ajoutée). Il étudie la place de cet important impôt dans le système fiscal français, puis ses incidences économiques et sociales. Une dernière partie a trait à la fraude et aux inexactitudes de déclaration. Ce sixième rapport n'est qu'une simple compilation de données déjà existantes. Les auteurs, de

des connaissances sur le sujet. Ils ont notamment utilisé des modèles macro-économiques qui fournissent une représentation simplifiée de l'économie

nages, de leur revenu. Ce rapprochement d'autant plus intéressant que le prélèvement opéré par la T.V.A. sur les revenus des ménages est en 1981 de 2,2 fois celui de l'impôt sur le revenu. Le conseil souligne qu'il n'a pas été possible de mesurer cette évolution.

Cependant, en terme d'analyses effectuées sur des enquêtes de l'INSEE (comparaison de la courbe de concentration de la T.V.A. et des courbes de concentration du revenu

total d'impôt et du revenu fiscal disponible), le conseil a démontré que la T.V.A. est globalement dégressive par rapport au revenu brut et dans une proportion nettement moindre par rapport au revenu disponible. Le degré de cette dégressivité n'a pu être mesuré avec précision.

Cette dégressivité à deux degrés qui jouent en sens opposé. D'une part, plus le revenu s'élève et plus le poids de la T.V.A. est important (on achète davantage de produits de services soumis à des taux élevés). D'autre part, plus le revenu s'élève et plus celui-ci est « déversé » dans les emplois soumis à la T.V.A. C'est le fait notamment de l'épar-

D'une façon générale, les ménages supportent donc la T.V.A. au travers des seules dépenses de consommation sans référence directe au revenu. La meilleure preuve en est fournie par les foyers non imposables à l'impôt sur le revenu mais qui paient la T.V.A.

Le conseil estime qu'il est difficile de rendre la T.V.A. plus progressive qu'elle n'est actuellement. La T.V.A. est un impôt moins sujet à la fraude que l'impôt sur le revenu - estime le conseil, qui chiffre à 5,4 milliards de francs l'incidence minimale, est-il souligné - des inexactitudes de déclaration de la fraude (soit 2,5 % du produit de la T.V.A. en 1979). Une évaluation oscille pour 1979 entre 13 et 21 milliards de francs, ce qui représenterait pour ce dernier chiffre 10 % du produit de l'impôt. Parallèlement et pour la même année 1979, la généralisation des contrôles fiscaux a permis d'accroître de 14 % les recettes de l'impôt sur le revenu.

(1) Ce rapport est en vente au prix de 100 F chez les journaux (26, rue Desaix, Paris).

LE POIDS DE LA T.V.A. : 10 % DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

REVENU	CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE							
	Agriculteurs et anciens agriculteurs	Artisans, petits commerçants	Grands commerçants, industriels, professions libérales	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Employés	Ouvriers	Inactifs (1)
1. - Moins de 24 000 F	8,5	8,4	+	+	8,5	10,3	10	8,9
2. - 24 000 F à 36 000 F	9,1	10,2	+	+	9,7	9,8	9,4	9,5
3. - 36 000 F à 60 000 F	9,3	10,4	+	+	10,2	9,7	9,9	9,6
4. - 60 000 F à 96 000 F	10	10,4	9,8	10,1	10,3	10,3	10,3	10,3
5. - 96 000 F à 180 000 F	9,3	10,7	10,2	10,2	10,7	10,7	10,5	9,8
6. - 180 000 F et plus	11,2	11,3	10,3	10,3	10,8	+	+	10,7
Ensemble (2)	9,2	10,4	10,2	10,2	10,4	10,1	10,1	9,5

Source : direction de la prévision (chiffres valables pour 1979).
N.B. - Le signe + correspond aux catégories socio-professionnelles pour lesquelles le nombre des réponses était trop faible pour pouvoir être considéré comme significatif.
(1) Principalement retraités et personnes retirées des affaires.
(2) Y compris les revenus non déclarés.

LES ENTREPRISES FRANÇAISES SONT LES PLUS IMPOSÉES (en % du PIB)

	IMPOTS sur le revenu des personnes physiques	COTISATIONS de sécurité sociale à la charge des salariés	IMPOTS sur le patrimoine à la charge des ménages	TOTAL des prélèvements supportés par les ménages (1) + (2) + (3)	IMPOTS sur les bénéfices des sociétés	COTISATIONS de sécurité sociale à la charge des employeurs	IMPOTS à la charge des entreprises sur les salaires ou la main-d'œuvre	AUTRES impôts à la charge exclusive des entreprises	TOTAL des prélèvements supportés par les entreprises (5) + (6) + (7) + (8)	IMPOTS sur la consommation (impôts globaux + impôts spécifiques)	AUTRES prélèvements obligatoires	POIDS des prélèvements rapporté au produit intérieur brut (%)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)
R.F.A.	11,2	5,8	0,3	17,3	2,1	6,7	0,1	0,3	9,2	9,6	1,3	37,4
Belgique	15,8	3,9	+	19,7	2,6	8,8	+	+	11,4	11	2,6	44,7
Danemark	23,5	0,5	0,3	24,3	1,5	0,3	+	0,1	1,9	16,2	3,3	45,7
Espagne	4,9	2,8	0,1	7,8	1,4	9,2	+	+	10,6	5	1,1	24,5
États-Unis	11,3	3,1	1,6	16	2,1	4,8	+	+	7,9	4,4	2,4	30,7
France	8,5	4,8	0,4	13,7	3,1	12,4	0,9	1,3	16,7	12,4	2,8	42,6
Italie	8,1	1,9	+	9,9	2,7	7,2	+	+	9,9	8,5	4,1	32,4
Japon	6,3	2,7	+	9	4,5	3,8	+	1,3	9,6	3,7	3,8	26,1
Luxembourg	12,5	5,4	0,1	18	7,5	7,7	0,3	+	15,5	8,7	3,6	45,8
Pays-Bas	12,2	7,2	0,3	19,7	3	8,2	+	0,1	11,3	10,5	4,7	46,2
Royaume-Uni	10,8	2,4	1,6	14,8	2,8	3,6	1,5	+	7,9	5,8	3,6	36,1
Suède	20,3	+	0,1	20,4	1,2	13,6	1,3	+	14,1	11,3	1,8	49,6
Ensemble O.C.D.E.	12	2,3	(a) 0,3	14,6	2,7	5	0,4	(a) 0,3	8,4	9,9	2,9	35,8
Ensemble C.E.E.	11,5	3,4	(b) 0,3	15,2	2,7	5,8	0,3	(b) 0,2	9,0	11,4	3,8	39,4
Donnée pays	11,9	3,4	0,4	15,7	2,9	7,2	0,3	0,2	10,5	9,3	2,9	38,5

Source : O.C.D.E. - (a) Douze pays ; (b) sept pays. La T.V.A. est reportée à la ligne 10 (impôts sur la consommation).
Le tableau ci-dessus montre clairement que les Français paient en moyenne peu d'impôts sur le revenu mais beaucoup de T.V.A. Il montre aussi que les charges pesant sur les entreprises françaises sont les plus élevées des pays industrialisés. (Tous les calculs faits en rapportant à l'année 1980 et ont été effectués en pourcentage du produit intérieur brut.)

SOCIAL

Le S.N.P.M.I. serait tenu à l'écart de la nouvelle commission nationale de la négociation collective

Le ministère du travail devrait adresser, dans les quarante-huit heures, aux partenaires sociaux le projet de loi sur la composition de la commission nationale de la négociation collective, qui, aux termes de la loi du 13 novembre 1982, va se substituer à la commission supérieure des conventions collectives. Les partenaires sociaux seront alors invités à donner un avis, afin que le projet de loi soit ensuite soumis au conseil d'État.

Ces représentants (ou leurs représentants) du travail, de l'agriculture et de l'industrie, de la présidence de la commission comprendrait, en l'état actuel de préparation du projet, dix-huit représentants des syndicats de salariés et dix-huit représentants des employeurs. La C.G.T. a six postes, la C.F.D.T. en a six, la C.F.T.C. (deux postes) et la

C.G.C. (deux postes) verraient leur présence accrue pour chacune d'un siège. Les employeurs, la C.G.P.M.E. aurait huit sièges, les entreprises publiques (un pour l'industrie, un pour la banque), l'agriculture deux, l'Union professionnelle des artisans trois sièges. Ainsi, si les artisans font leur entrée, le S.N.P.M.I. demeurerait à l'écart de cette commission.

La commission nationale des habilités à l'emploi - un motif - sur l'augmentation du SMIC, mais cela ne pourra être décidé avant le relèvement prévu pour le 1^{er} mars. Au milieu du travail, on sait que le gouvernement avait déjà indiqué ses intentions, quant au gain à pouvoir d'achat qui serait accordé lors du prochain relèvement automatique du SMIC, lors de la prochaine réunion de la commission supérieure des conventions collectives, le 30 novembre 1982.

VOUS SOUHAITEZ ACHETER UN APPARTEMENT.

TOUS LES JOURS

Le Monde

VOUS PROPOSE

DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIERE DES AFFAIRES SELECTIONNEES PAR DES PROFESSIONNELS

L'enjeu du commerce extérieur

(Suite de la première page.)

Les uns auraient pourtant pu faire vibrer la corde nationaliste, les autres mettre en avant la coopération européenne : avant même d'être développés, les arguments ont été remis.

Curieuse leçon. Tout paraît rentrer dans l'ordre des esprits, entre les extrêmes, on se défend, on s'ordonne les échanges, ce qui n'est guère différent des préoccupations du régime précédent. Conscients des risques de représailles, les conseillers penchent plutôt pour une certaine modération. La difficulté n'est pas de parvenir à un réglage fin de la politique en fonction de la conjoncture, mais en menant une action à long terme pour durablement éliminer le caractère

Il faut non seulement parvenir vite à l'équilibre commercial, mais encore décaler un excédent des échanges de marchandises et de services afin de faire face aux besoins nationaux. La France perdrait de son crédit en ne pouvant emprunter pour rembourser ses dettes. Et, comme le mécanisme de l'appareil de production implique une augmentation temporaire des achats de machines étrangères, c'est sur la consommation que devra porter un certain renoncement.

Il paraît mal aisé d'échapper à cette obligation un jour ou l'autre. Le recours à d'autres sources - comme de sauvegarde ou dépôt de devises à l'importation - outre qu'il traduirait un état de crise manifeste, ne permettrait au mieux que de gagner du temps. Une nouvelle dégradation du commerce extérieur, qu'aggrave les difficultés des lois, il faut les surmonter.

MICHEL BOYER.

RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article relatif à la Coopération d'immigrés (le Monde du 22 février) que les travailleurs polonais avaient été précédés dans ce quartier de Paris par des travailleurs marocains. Nous aurions dû écrire : « marocains ».

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	6,8470	6,8590	+ 220	+ 240	+ 420	+ 450	+ 1260	+ 1360
SE-IL	5,5745	5,5790	+ 125	+ 155	+ 260	+ 385	+ 890	+ 995
Yen (100)	2,9150	2,9175	+ 145	+ 160	+ 220	+ 305	+ 910	+ 975
DM	2,8350	2,8375	+ 175	+ 190	+ 340	+ 365	+ 1040	+ 1110
Flora	2,5640	2,5660	+ 170	+ 185	+ 335	+ 355	+ 1050	+ 1095
F.R. (100)	14,5275	14,5290	0	0	0	0	0	0
F.S.	3,745	3,7475	+ 265	+ 290	+ 530	+ 560	+ 1580	+ 1660
L (1 000)	4,9950	4,9130	- 370	- 380	- 760	- 660	- 2020	- 1860
£	10,0380	10,0470	+ 115	+ 170	+ 240	+ 325	+ 960	+ 1155

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2
SE-IL	8 7/8	9 1/8	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2	5 3/8	5 1/2
DM	4 3/8	4 5/8	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16
Flora	11 1/2	12 1/2	12 3/4	13 1/4	13 1/2	14 1/4	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4	13 3/4	14 1/4
F.R. (100)	1 3/8	1 7/8	2 7/8	3 1/8	2 7/8	3 1/8	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2	3 1/8	3 1/2
F.S.	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2
L (1 000)	16 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2
F. franc	14	15 1/2	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2	16 1/2	17 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde

Ceux que la presse a révélés

admirables... vous cherchez

**LES ARTS MÉNAGERS AU BHV C'EST :
LE CHOIX**

+ DE 700 RÉFÉRENCES
DANS + DE 50 GRANDES MARQUES

(Librairie) Les créations sont sous 10 h Paris et banlieue.



RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE ÉPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

**LES ARTS MÉNAGERS AU BHV C'EST :
LE SERVICE APRES-VENTE
BHV service N°1**

110 TECHNICIENS ET 60 VÉHICULES.
GARANTIE GRATUITE 2 ANS SUR LE GROS
ELECTROMÉNAGER.



RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE ÉPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

**LES ARTS MÉNAGERS AU BHV C'EST :
LE CRÉDIT GRATUIT* (9 MOIS)
SUR
TOUT LE MAGASIN**

du 21 février au 19 mars 1983



*A partir de 2000 F d'achats, 20% comptant, à verser au Service Crédit. Après acceptation du dossier Crédit Cofinoga/BHV. A l'exception des articles signalés par point vert et des services.

RIVOLI/PARLY 2/MONTHÉRY/GARGES/FLANDRE/BELLE ÉPINE/ROSNY 2/CRETEIL/VILLENEUVE-LA-GARENNE

CONJONCTURE

LA PRÉPARATION DU IX^e PLAN

Cahin-caha

Le Plan sortira-t-il jamais de la léthargie dans laquelle l'a plongé la majorité précédente ? Rien ne pousse à le croire alors que les instances sont supposées se mettre à la rédaction du projet de la première loi du IX^e Plan. L'Assemblée nationale a examiné la situation à la session de printemps. Situation paradoxale ! Après avoir vitupéré le comportement de la droite qui avait fait du Plan un mauvais instrument de pouvoir, elle n'avait pas eu le courage de présenter au Parlement le dernier en date, la gauche n'a pas manqué de proclamer qu'elle allait réhabiliter la planification, lui redonner tout son lustre et en faire le moyen principal de la politique économique. On nomme donc un ministre d'État pour prendre en charge ce secteur névralgique, et celui-ci ne tarde pas à faire adopter par le Parlement une réforme qui tenait les promesses du renouveau.

Au centre de ce dispositif figure une Commission nationale de planification dans laquelle n'a pas manqué de faire figurer des personnalités de choix, comme, par exemple, M. Jacques Chancel, ancien ministre de l'Agriculture de Salvador Allende (1), cette commission, aux termes de la loi, est chargée de conduire les consultations nécessaires, de donner des avis et de faire des recommandations sur la base desquels le gouvernement détermine les orientations stratégiques, options, objectifs et programmes du Plan.

On pouvait s'attendre que le rapport de la Commission nationale, qui sera publié début mars, formule des avis circonstanciés dont se servirait le gouvernement pour élaborer la première loi de Plan. Or, si l'on se réfère au projet de rapport remis aux membres de la Commission nationale de planification le 3 février, on voit mal ce qui pourrait inspirer valablement les rédacteurs de la loi. De l'avis même de plusieurs membres de la commission, ce document n'est que la compilation des avis présentés par les différents partenaires sociaux.

« Il n'y a pas eu de véritable dialogue, on s'est contenté d'enregistrer les positions des uns et des autres », affirme M. Claude-Alain Sarre, représentant le C.N.P.F. : « Nous avons eu droit à des discours séparés, chacun a exprimé son opinion, et le président s'est contenté de noter les points d'accords et de désaccords », résume-t-il. Tout cela dans la précipitation, ajoutent certains, avec l'absence remarquée de la plupart des présidents de régions. Il est vrai que le ministre du Plan s'en rend compte. Mais cela ne lui a-t-il pas permis de constater que la Commission nationale s'est désolée de ses prérogatives et a laissé au gouvernement le soin de faire le choix de synthèse.

« Aurions-nous pu faire autrement », se demande-t-on du côté du commissariat général au Plan ? Du fait de l'arrivée de la gauche au pouvoir, la composition des groupes de travail s'est considérablement élargie, note-t-on, augmentant les difficultés de compromis. Si les partenaires sociaux étaient parvenus à se mettre d'accord pour dire chaque fois ce qu'il fallait faire, nous n'aurions pas eu de problème : comme ça n'a pas été le cas, ce sera au gouvernement à prendre ses responsabilités, fait-on encore remarquer.

Les travaux de la Commission nationale

Le projet de rapport de la commission nationale - projet qui ne devrait subir que de légères modifications - est-il à ce point négatif ? Sa lecture confirme, certes, l'impression de compilation dénoncée par nos interlocuteurs. Tout y est dit de ce que pensent, sur chaque thème, les organisations syndicales et patronales et les différentes personnalités. Rares sont les moments où la commission donne son avis : encore ne le fait-elle qu'après s'être assurée de l'unanimité des participants.

partenaire journaux et publications, n° 57 437, ISSN : 0000-0000.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Anciens directeurs :
Hubert Bouve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Reproduction interdite tous articles, sauf accord avec l'administration.

Imprimerie du Monde, 5, rue de la Harpe, PARIS-13^e

doute faut-il se faire à l'idée qu'immédiatement en la matière, les rapporteurs n'ont peut-être pas encore trouvé le ton qui conviendrait, partagé qu'ils ont dû être entre le souvenir des anciens rapports du plan (point final des travaux) et la formule intermédiaire d'aujourd'hui. On reste cependant loin de l'esprit de la loi.

De ce projet de rapport, on retiendra que la commission se prononce unanimement contre le protectionnisme en matière de commerce international. Également qu'elle s'est montrée d'accord pour faire de l'Europe « le point d'ancrage stratégique », pour définir une vision à long terme des relations avec le tiers-monde, pour préconiser enfin la diversification du dialogue culturel. Ces idées, au demeurant, sont assez larges pour permettre un consensus.

Il n'en a évidemment pas été de même dès lors qu'il s'est agi de préciser les objectifs. S'agissant de l'emploi, par exemple, les membres de la commission ont pu trouver un large accord sur le thème de la « valorisation des ressources humaines par la formation et la culture ».

Mais le débat a été beaucoup plus âpre quand il s'est agi de définir les objectifs de la réduction du chômage de travail. Face à la C.F.D.T. qui estime que « la réduction de la durée du travail s'opère par la diminution de la masse salariale, ce qui implique un nouveau partage des revenus », la C.G.T. a fait valoir que « diminuer la durée du travail sans compensation salariale aboutirait à comprimer la part salariale et entraînerait des conséquences dépressives ». Elle était rejointe, en un sens, par F.O. pour qui cette réduction ne doit pas être le prétexte pour payer par les salariés pour améliorer l'emploi.

Quant au C.N.P.F., il préfère, et de loin, le développement du travail à temps partiel tel qu'il est préconisé dans le rapport de M. Jean Ravel intitulé « Le temps choisi » (le Monde du 26 janvier). « Il n'y a pas de

pays au monde où l'on a pu dire que, grâce à la baisse de la durée du travail on a réduit le chômage », a affirmé M. Claude-Alain Sarre, représentant de l'organisation patronale. Plan, lors d'une conférence de presse.

Le piège du consensus

Par cet exemple, on voit quel est le piège de consensus dans lequel on pourrait tomber si on prenait tout au pied la lettre. Piège que n'a pas évité totalement le C.N.P.F. en mettant « cause à plan » l'incertitude. Au cours de sa conférence de presse, le jeudi 17 février, M. Claude-Alain Sarre s'est référé à un passage du projet de rapport pour signifier « les deux principes qui ne sont pas mis en service à une ambition économique ». Mais si l'on se reporte au passage incriminé, on s'aperçoit qu'il s'agit d'un résumé du rapport de la commission de travail que la Commission nationale de planification est loin d'avoir dans son ensemble. C'est un peu comme si l'on discutait sur le brouillon d'un brouillon.

Les travaux préparatoires du IX^e Plan ont-ils manqué de rigueur ? On n'est pas sûr que le système de communication qui est en cause ? Les planificateurs socialistes ont gardé les habitudes frileuses du passé, se refusant à divulguer des rapports qui n'auraient finalement de secret pour personne. Il en est résulté une cacophonie (les uns et les autres confondent avec bonne ou mauvaise foi des documents de nature différente), cacophonie qu'un gouvernement de gauche se devait d'éviter en ouvrant toutes grandes les fenêtres.

FRANÇOIS SIMON.

(1) Cette commission est présidée par le ministre du Plan, les rapporteurs en étant le commissaire général au Plan et le délégué à l'aménagement du territoire.

UN RAPPORT PRÉSENTÉ AU MINISTRE DU PLAN

Les P.M.E.-P.M.I. doivent avoir un traitement de faveur de la part de l'Etat

« Les relations entre le gouvernement et les chefs d'entreprise ne sont pas bonnes. C'est un constat difficile, certes, mais qu'il ne faut pas éluder sous peine de persister, d'un côté comme de l'autre, dans des voies erronées qui pourraient aboutir à un affaiblissement économique de la France, car tel est bien l'enjeu. » Cette remarque résume dans quel esprit a été préparé et rédigé le rapport de mission sur « Le développement des P.M.E.-P.M.I. en France ». Il est destiné à la préparation du IX^e Plan de développement économique et social (1984-1988). Il est signé par M. Michel Hervé, P.-D.G. d'une entreprise industrielle (cinq cents salariés) et maire (P.S.) de Parthenay (Deux-Sèvres), et par M. Daniel Houet, administrateur général d'une banque.

Ce rapport de mission se termine par dix chapitres de propositions dont bon nombre ont déjà été avancées ici ou là, mais qui sont présentées avec conviction, par des hommes de terrain.

On peut résumer ces propositions en trois points : 1) On en est-il des charges dont les P.M.E.-P.M.I. dénoncent la lourdeur ? 2) Comment permettre aux petits entrepreneurs de mieux produire et aussi d'être mieux compris par l'administration ? 3) Comment éveiller des vocations de petits patrons ?

1) Les charges des P.M.E.-P.M.I. - C'est sur l'importance (et l'accroissement) des charges supportées par les firmes qui s'opposent le plus pouvoirs publics et petits entrepreneurs. Dans la première partie de leur rapport, MM. Hervé et Houet semblent avoir eu pour premier souci de dédramatiser les rapports entre les patrons et l'administration.

Ainsi, afin de rapprocher les deux parties, les auteurs proposent-ils la création d'un « observatoire des charges de l'entreprise », qui serait chargé, chaque semestre, d'examiner l'évolution des frais d'exploitation des sociétés françaises et de procéder à des comparaisons avec la situation des firmes des dix principaux pays industrialisés. L'observatoire, où seraient représentés à part égale les administrations, les entreprises et les syndicats, aurait pour « bases d'informations un échantillon de bilans et de comptes d'exploitation d'entreprises réelles existant en France et à l'étranger ».

Sans attendre les résultats (possibles) de ces observations, les auteurs, considérant qu'un « traitement discriminatoire entre P.M.I. et grandes entreprises correspond assez bien à la réalité », suggèrent un abaissement de taxes dont bénéficieraient les petits (taxe d'apprentissage ; contribution à la

formation professionnelle et au logement...)
2) Les conditions de gestion des P.M.E.-P.M.I. - Afin d'améliorer ces conditions, les rapporteurs, ici encore, souhaitent notamment que soient raccourcis les délais de paiement interentreprises (1). Ils proposent des exonérations partielles d'impôts, de droits d'enregistrement sur les augmentations de capital.

Un « plan d'épargne pour création d'entreprise »
3) Des facilités pour ouvrir de nouvelles P.M.I. et pour les transmettre. - Selon les auteurs, il se crée et il disparaît environ 2 % des firmes chaque année. Ils proposent que soit créé à l'image du classique « plan d'épargne logement », un « plan d'épargne pour création d'entreprise », grâce auquel le futur entrepreneur pourrait se mettre à son compte avec un premier capital.

MM. Hervé et Houet énumèrent des mesures de technique financière et de simplification des procédures administratives propres aux créations d'entreprises (outre leurs concours spécifiques, les banques devraient être mieux associées comme conseil lors de ces créations).

De même pour la transmission d'entreprises (le quart des cessations se soldent par des échecs, constatent nos auteurs), des mesures techniques devraient rendre plus faciles et moins risqués les premiers mois de la nouvelle gestion. D'où ces propositions : partage du capital plus systématique, paiements anticipés des droits de succession du vivant des propriétaires.

(1) Un premier accord pour parvenir à un tel raccourcissement a été signé à l'automne au C.N.P.F. entre patronat français (C.N.P.F.) et entreprises (le Monde du 15 octobre).

APRÈS LE DÉBAT

de Motobécane industriel

Le débat sur le IX^e Plan a été marqué par une série de conférences de presse et de réunions publiques. Les participants ont exprimé leurs opinions sur les différents thèmes abordés. Les débats ont été animés et ont permis de recueillir de nombreuses suggestions et critiques. Les participants ont souligné l'importance de la planification pour le développement de la France et ont appelé à une plus grande transparence et à une meilleure communication entre les différents acteurs du processus.

COURSIVANT SA D

Eurocom promet de Lefebvre

Le groupe Eurocom, spécialisé dans la distribution de matériel informatique, annonce de nouvelles initiatives. Le directeur général, M. Lefebvre, a déclaré que l'entreprise se proposait d'élargir sa gamme de produits et d'améliorer son service à la clientèle. Il a également mentionné des projets de développement à l'étranger.

BILAN INVESTIRA

Les investisseurs ont été encouragés à soutenir les entreprises innovantes et à participer au développement économique du pays. Les autorités ont souligné l'importance de la coopération entre le secteur public et le secteur privé pour atteindre ces objectifs.

AFFAIRES

APRÈS LE DÉPÔT DE BILAN

L'avenir de Motobécane passe par un accord industriel avec Peugeot

Maître Chassagnon, administrateur judiciaire de Motobécane, a déposé le bilan de cette société, le 23 février. Le jugement administratif sera rendu le 1^{er} mars. Selon toute vraisemblance, l'activité sera poursuivie, dans l'attente d'une solution industrielle pour le numéro 2 français du deux-roues.

La mort de Mobylette et des Solex ? Personne n'y croit. Ce n'est pas le moindre paradoxe de cette affaire que d'entendre au gouvernement, dans les milieux industriels et, bien entendu, syndicaux des professionnels de foi sur la qualité de cette entreprise, sur la valeur excellente de son réseau commercial, mais de constater que personne ne souhaite y placer le moindre centime. Les investisseurs auraient même tendance à la fuite, comme Dassault, qui, après avoir pris jusqu'à 43 % à partir de 1980, a revendu l'essentiel de ses parts (il lui en restait 11 %) en cours de l'été 1982. En y laissant des plumes il est vrai, tant la valeur des actions avait chuté entre-temps (le Monde du 19 août 1982). Peugeot, de son côté, s'est aussi défilé de sa participation de 12 % en 1982.

Cette fuite est compréhensible : les actionnaires (Motocoufort 16,5 %, famille Noblet 11 %, Dassault 11 %, le reste étant diffus dans le public) s'inquiètent de la lourdeur des pertes et craignent d'être mis à contribution pour l'éponger. Les pertes se sont en effet accumulées avec les « impayés » (fournisseurs, banques, organismes publics...). En 1982, le déficit d'exploitation s'est élevé à 50 millions de francs (dont 15 au titre de pénalités de retard fiscales) pour Motobécane et de 17 millions pour Sofrelino, la filiale, détenue à 51 %, spécialisée dans les moteurs (815 personnes à Pantin).

Une fois le passif apuré, par un concordat entre les créanciers par exemple, Motobécane pourrait profiter à l'avenir d'une stabilisation du marché. Alors que le marché du cyclomoteur s'était effondré à partir de 1974, chutant chaque année de 20 % à 25 %, Motobécane a vu ses ventes s'envoler l'an passé (224 000 cyclomoteurs vendus contre 217 000 en 1981). En revanche, le marché de la bicyclette, qui avait « sauvé » l'entreprise en 1980, se porte mal (470 000 vélos vendus par l'entreprise en 1982), et une guerre des prix s'est déclenchée.

Dans ces conditions, M. Noblet, P.D.G., avait proposé l'été dernier un plan de restructuration qui devait conduire à regrouper l'essentiel des activités à Saint-Quentin (Aisne), où une usine « moderne » emploie 2 410 personnes, et à acheter les moteurs à S.M.H.R. (Peugeot), dont l'usine du Haut-Rhin est également surdimensionnée.

Devant les problèmes sociaux (les pertes de 370 emplois sur 520 dans l'usine de Pantin) et le problème de la Sofrelino, le plan de restructuration de Peugeot, qui, pris par l'automobile, hésite à participer à une opération de restructuration qui coûterait tout de même quelque 170 millions de francs, les pouvoirs publics ont refusé. Ce qui a entraîné la démission de M. Noblet.

Trouver des actionnaires et un partenaire industriel, telle est désormais la tâche des pouvoirs publics. Les quinze mille points de vente dans soixante-dix pays et la renommée de la marque devraient attirer des investisseurs. Peugeot, numéro un du secteur, ne peut qu'y arriver se désintéresser du sort du numéro deux. Il accepte de participer à un plan industriel à la condition que cela ne lui coûte pas d'argent. Il faudra faire vite : les Japonais sont à l'affût.

ERIC LE BOUCHER.

POURSUIVANT SA DIVERSIFICATION

Eurocom prend le contrôle de Lefebvre Isolants réunis

Le groupe Eurocom - filiale à 45 % de l'Agence Havas et au premier rang européen des agences de publicité - va poursuivre son développement dans deux directions : à l'étranger, dans l'activité de conseil en publicité, en France en continuant à diversifier son activité dans le domaine hors média de l'emballage publicitaire. C'est ce qu'a annoncé son P.D.G., M. André Rousselet, qui recevait, le 23 février, les analystes financiers pour la première fois dans l'histoire du groupe. Celui-ci s'est trouvé de facto introduit en Bourse par sa fusion avec le groupe Goulet, déjà coté, le 30 septembre 1982.

Au plan international, l'objectif est toujours de s'associer avec une société américaine, les négociations en cours pourrout déboucher dans les prochains semaines. Contrôlant quatre agences dans plus de dix pays européens, le groupe Eurocom-Univas, filiale spécialisée d'Eurocom associée à sept autres agences dans les autres parties du monde, apporte à la maison mère 35 % de son chiffre d'affaires et 207 millions de francs de revenus bruts (commissions et honoraires).

En France, la fusion avec Goulet a apporté à Eurocom 165 millions de francs de chiffre d'affaires (21 % de son activité), et 50 % du chiffre d'affaires des boîtes de carton pour la pâtisserie, 80 % des sacs pour croissant. Vendredi 25 février, Eurocom acquiert le contrôle de Lefebvre Isolants réunis (L.I.R.), qui réalise 200 millions de francs de chiffre d'affaires dans l'emballage plastique pour produits de beauté (le cin-

quième du marché français). En revanche, Eurocom va associer sa filiale Rousselet (qui testait autrefois Chicken-Shrimp) et deux autres « What a Burger » de Jacques Borel International. « Nous ne tenons pas à devenir un grand du fast-food, mais cette activité est très rentable », dit M. Rousselet.

Avec 3,1 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1982 et 792 millions de francs de marge brute d'exploitation, Eurocom se situe au dix-huitième rang des groupes internationaux de publicité. La société contrôle 20 % du marché français.

Sous l'égide du C.N.P.F.

PRODUCTEURS ET DISTRIBUTEURS S'ACCORDENT SUR LA TRANSPARENCE DES CONDITIONS DE VENTE

Un nouvel accord entre l'industrie et le commerce vient d'être conclu à l'initiative du C.N.P.F., portant sur la transparence des conditions de vente et s'inscrivant dans la moralisation des pratiques financières entre fournisseurs et distributeurs.

En outre, la chambre arbitrale prévue lors de la conclusion, l'été dernier, d'un premier accord sur les délais de paiement a été mise en place le 23 février. Les producteurs et les distributeurs peuvent désormais, en cas de litige, faire appel à cette instance qui émettra des avis, susceptibles d'être rendus publics. Il est prévu que la compétence de la chambre sera étendue à l'ensemble des litiges concernant l'industrie et le commerce.

L'accord sur la transparence dresse un inventaire des conditions générales de vente qui doivent figurer dans le contrat : tarif de base, mise ou majoration pour quantités livrées, remises ou ristournes conditionnelles, etc.

Cet accord a été adopté pour éviter une intervention, dans ce domaine, des pouvoirs publics, qui « risqueraient d'imposer une réglementation uniforme ne tenant pas compte de la diversité des situations ».

Le plan textile français prolongé mais adapté. - Le plan textile français qui a permis en 1982 d'accorder des allègements de charges sociales à la grande majorité des entreprises du secteur va être prolongé (le Monde du 23 février) malgré les critiques de la C.E.E. Il sera cependant « adapté », a précisé le conseil des ministres du 23 février, « de façon à permettre une meilleure proportion entre l'aide consentie et l'effort d'investissement ».

ÉTRANGER

L'ENDETTEMENT DES PAYS DU TIERS-MONDE

Le Costa-Rica en justice...

Berne. - Prenant valeur de test pour les négociations en cours sur le rééchelonnement des dettes de plusieurs pays du tiers-monde, une action en justice engagée en Suisse par la Dow Banking Corporation retient l'attention des milieux financiers internationaux.

Il y a quelques jours, le tribunal de première instance de Genève a rejeté la demande de la filiale helvétique de la banque américaine de déclarer le Costa-Rica « en défaut de paiement » pour n'avoir pas honoré le règlement des intérêts d'un emprunt obligataire émis en Suisse en 1980. Or, à Zurich, un représentant de la Dow Banking Corporation a confirmé, le 23 février, son intention d'interjeter appel contre ce jugement, qu'il va aller jusqu'au tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire de la Confédération.

Affirmant agir au nom d'un client détenteur d'une créance de 5,5 millions de francs suisses sur le Costa-Rica, la banque américaine avait demandé au tribunal d'ordonner le remboursement anticipé de cette somme faisant partie d'un emprunt de 20 millions émis en Suisse en 1980.

Depuis avril 1982, le Costa-Rica n'a plus été en mesure d'honorer ses engagements, et les arriérés de ses intérêts

s'élevaient à 1,85 million, tandis qu'un montant additionnel de 700 000 francs suisses viendrait à échéance en avril. En déboutant le plaignant, le tribunal genevois a fait valoir que seul le chef de file du syndicat d'émission de l'emprunt, la banque Gutzwiller de Genève, était habilité à demander le remboursement anticipé de l'emprunt, qui vient normalement à l'échéance en 1985.

Avec une dette extérieure de près de 4 milliards de dollars, le Costa-Rica est l'un des pays les plus endettés du monde par habitant (1 700 dollars par tête). Les milieux bancaires espèrent qu'il parviendra à trouver des accommodements pour la négociation de sa dette avant un éventuel nouveau jugement en appel.

Dans le monde de la finance, on se félicite généralement de l'attitude du tribunal, dans la mesure où la mise en défaut de paiement du Costa-Rica, même symbolique, aurait créé un précédent. Une telle décision ferait bouillir de rage, entraînant un mouvement de panique parmi les créanciers et de nouvelles menaces pour le précaire équilibre du système financier international.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Le produit national brut américain a baissé de 1,9 % en taux annuel au quatrième trimestre 1982, indique le département du commerce, qui avait initialement annoncé une diminution de 2,5 %. Le

P.N.B., qui s'établissait ainsi à 1 473,9 milliards de dollars fin 1982, a pour l'ensemble de l'année enregistré une baisse de 1,8 % par rapport à 1981. - (Reuter).

un investissement
A L'OCCASION DU
NOUVEL AN PERSAN
55% SUR TOUS LES
TAPIS
maison de
l'iran

65, Champs-Élysées (8^e)
25, Prom. des Anglais, Nice
Tous les jours même le dimanche
225.62.90

ÉNERGIE

POUR TENTER D'ENRAYER
LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

L'OPEP devrait se réunir le 2 mars

Une conférence extraordinaire de l'OPEP devrait se tenir mercredi 2 mars à Vienne ou à Genève. Les pays producteurs de pétrole du Golfe soumettront à leurs partenaires le projet d'accord sur une réduction des prix officiels du pétrole auquel ils sont parvenus après deux jours de discussions à Ryad les 22 et 23 mars. L'Indonésie, contactée par téléphone, aurait approuvé les décisions des pays du golfe (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats Arabes Unis et Irak).

Les négociations se multiplient dans la perspective de cette conférence. Ainsi M. Calderon Berté, ministre vénézuélien de l'énergie, doit rencontrer, ce jeudi 24 février à Paris, le cheikh Ali Khalifa ministre du Koweït, M. Nabi, ministre algérien, et une délégation mexicaine. Il se rendra ensuite en Arabie Saoudite. Le ministre mexicain du pétrole est de son côté arrivé à Londres où il doit, selon le Financial Times, rencontrer des représentants britanniques. Le ministre libyen du pétrole est arrivé à Ryad (Arabie Saoudite). Il devrait faire part de la position des pays les plus opposés à la politique saoudienne (Iran, Algérie, Libye), qui se seraient réunis à Genève pendant deux jours, au début de la semaine.

Le marché libre a réagi à l'annonce de la décision de pays du Golfe par une légère remontée des cours. Le « brut » de la mer du Nord était coté jeudi dans la matinée 28 dollars par baril contre 27,10 dollars la veille, et 29 dollars en fin de semaine dernière.

La guerre des nerfs est terminée. Le soulagement s'empare pour un temps du moins. Les pays du Golfe, sous la houlette de l'Arabie Saoudite, ont choisi la négociation. Renouçant momentanément à une baisse unilatérale des prix, qui risquait d'accroître les risques de dérapage, le clan des « modérés » de l'OPEP donnera à ses partenaires une dernière chance de parvenir à un accord permettant une diminution ordonnée et limitée des prix. L'ultimatum est clair. « Si un accord n'est pas réalisé, les pays du Golfe suivront leur propre chemin et procéderont à une baisse des prix plus importante », a déclaré le ministre du pétrole des Émirats arabes unis, Cheikh Yamani, le ministre saoudien, a été encore plus insistant : « Nous avons largement le poids et le pouvoir requis pour inviter les autres à réfléchir avant de déclencher une guerre des prix contre nous ».

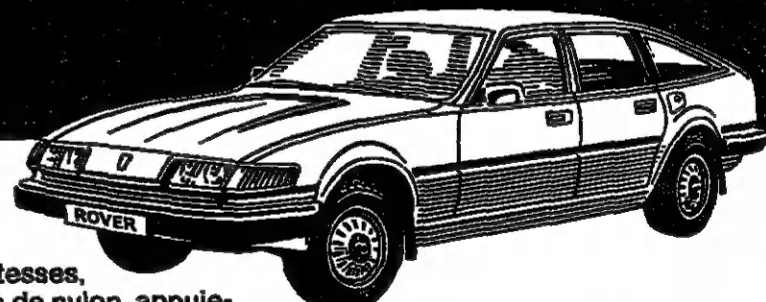
Après la diminution de 3 dollars par baril de ses tarifs, décidée la semaine passée par la Grande-Bretagne, imitée par la Norvège et le Danemark, et surtout le « coup de tête » du Nigéria, membre de l'OPEP, qui, prenant de court ses partenaires, a annoncé une baisse massive de 5,5 dollars par baril, bouleversant la structure des prix relatifs à l'intérieur de l'OPEP, les États du Golfe avaient un choix difficile à faire. Une baisse de leurs tarifs apparaissait inévitable. Restait à savoir de quelle ampleur et dans quelles conditions : un ajustement important, répondant à l'initiative nigérienne, voire la dépassant - risquant d'avoir des conséquences imprévisibles. Mais une diminution modérée, conforme à celle prévue de longue date par le Golfe (de 4 dollars par baril environ) supposait un accord général à l'intérieur et à l'extérieur de l'OPEP.

Cette deuxième solution a été apparemment retenue. Elle exige que la Nigéria accepte de revenir sur sa décision. Or le pays africain, au bord de l'asphyxie, aurait fait comprendre qu'il se déterminerait désormais en fonction des prix du pétrole de la mer du Nord, directement concurrent, de ses propres bruts et souhaitait, plus généralement un accord avec tous les producteurs membres ou non de l'OPEP. D'où les négociations engagées avec les pays producteurs non membres de l'OPEP : la Mexique, et la Grande-Bretagne.

Les conditions d'un accord général entre les producteurs de brut sont toutefois meilleures qu'elles ne l'ont été. La menace d'une guerre des prix et du déclenchement d'une spirale à la baisse semble désormais prise au sérieux par tous les producteurs. Suffira-t-elle à convaincre la Libye, l'Algérie et l'Iran, adversaires traditionnels de l'Arabie Saoudite, et surtout le Nigéria, campé sur ses positions de s'associer à un accord ? Les pays du Golfe ont si souvent brandi des menaces analogues sans jamais les mettre en œuvre, qu'il leur est difficile aujourd'hui de convaincre de leur détermination. - V. M.

Les États-Unis reprennent leurs activités normales au sein de l'Agence de Vienne. - Les États-Unis ont décidé de poursuivre leurs activités au sein de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les États-Unis, qui participent à hauteur de 25,8 % au budget de l'Agence, avaient décidé, en octobre 1982, de suspendre leur quote-part après l'exclusion d'Israël de la session de la conférence générale de l'AIEA.

ROVER 2000



9 cv, 5 portes, boîte mécanique 5 vitesses, direction assistée, sièges en velours de nylon, appuie-tête avant, siège arrière rabattable, lave-essuie-glace arrière, montre à affichage digital, compte-tours, pré-équipement radio, feux arrière de brouillard.

Consommation pour 100 km :
6,6 L à 90 km/h, 8,6 L à 120 km/h, 11,8 L en parcours urbain (normes UTAC).

76.900 F

Modèle 83. Prix clés en main au 1/1/83.
Financement Leyland Crédit/Leyland Leasing.

ROVER Pense Castrol

Paris 6^e - Gde Latine - 198, rue St-Jacques - 325 88 10
Paris 8^e - Gde St-Germain - 1113, rue Lobineau - 325 94 09
Paris 11^e - Gde d'Aligre - 93, Bd Beaumarchais - 700 48 50
Paris 12^e - Gde d'Aligre - 23, rue Bocca - 343 55 00
Paris 14^e - Ets Boulard - 23 bis, rue Boulard - 322 35 50
Paris 15^e - Ets Potache - 56, rue Fondary - 579 61 51
Paris 16^e - Franco Britannic - 21, avenue Kléber - 500 85 19
Paris 16^e - Gde Victor Hugo - 32, rue St-Denis - 553 88 00
Paris 17^e - Gde de l'Arc de Triomphe - 30, rue de Tami - 380 55 11
Paris 17^e - Gde Boursault - 11, rue Boursault - 283 65 65
Paris 17^e - Gde Sarce - 53, avenue de St-Ouen - 228 30 70
Paris 17^e - Ets J. Seyvry - 227, Bd Pereire - 51 82 10
Paris 18^e - Gde Soga - 42, quai de la Lône - 607 15 03
Paris 17^e - Gde St-Martin - 46, rue du Gal Leclerc - 405 70 48
Fontainebleau - Gde St-Antoine - 111, rue de France - 422 31 88
Paris 17^e - Gde d'Aligre - 8, place M. Berthaut - 952 11 28
Maison-Lafitte - Gde de la Muette - 14, bis, rue de la Muette - 962 05 32
Mantel-la-Jolie - (Magnum) Ets Dupuit - Route de Dreux - 477 28 08
Mantes-la-Jolie - 29, rue de Chevreuse - 050 04 83
St Germain-en-Laye - Gde Prolat - 89, rue Prolat - 973 08 31
Villerville - Alina Prod' Versailles - 188, Av. du Gal Leclerc - 024 06 16
Paris 17^e - Gde d'Aligre - 84, Bd Jean Jaurès - 496 59 06
Étampes - Gde St-Pierre - Route de Pithiviers - 494 90 00
Juvy-sur-Orge - Auto Racing 91 - 4 Dn, Avenue de la Cour de France - 921 55 70
Yverly - Essonne Auto - L'île de la gare - 948 71 90

92 Hauts-de-Seine
Boulogne-sur-Seine - Sté Garabedian - 77, avenue P. Grenier - 609 15 32
Châtigny-Malabry - Gde de la Butte Rouge - 53, avenue de la Dawson Leclerc - 601 04 10
Courbevoie - A FIVA - 88, Bd de la Mission Marchand - 788 76 00
La Garenne - Ets Baral - 48, Bd de la République - 781 91 81
Lavallois-Perret - Franco Britannic Autos - 25, av. P. V. Coulange - 757 90 24
Lavallois-Perret - Gde Wilson - 116, avenue du P. Wilson - 739 92 50
Malakoff - Autostar 92 - 166, avenue P. Brossollette - 655 52 10
Mantes-la-Jolie - Houdryer Autos - 36, avenue Lemaire - 724 64 91
Neuilly-sur-Seine - SIA Ois - 110, avenue du Roule - 637 29 80
Paris 17^e - Gde d'Aligre - C.T.A. - 10-14, rue J. P. Ponce - 966 60 08
Paris 17^e - Gde d'Aligre - 55, avenue E. Millaud - 845 27 37
St-Ouen - Gde André-Michel - 74, rue du Docteur Balle - 252 20 88
Villeneuve - Ets M. Prou - 19 bis, avenue Gallieni - 528 31 11
Centre Commercial Rosny 2 - Porte 3 - 528 47 10
Paris 17^e - Ets Leseur - 173, rue Veron - 375 15 58
Ivry-sur-Seine - Verdon Autos - 33, avenue de Verdun - 672 15 45
La Varenne-St-Hilaire - Newcars - 4, avenue du Château - 963 15 58
La Varenne - SETA - 82, Bd d'Alsace-Lorraine - 324 41 85
Nogent-sur-Marne - Nogent-Autos - 44, Grand-Rue Ch. de Gaulle - 873 88 90
St-Maur - St-Maur Autos - 25 bis, avenue de la Varenne - 853 08 68
Vincennes - Gde Picaud - 18, avenue de Paris - 328 64 56
Paris 17^e - Select Autos - 98, Bd J. A. Hémery - 980 70 74
Montfermeil - Gde Clementcau - 12, avenue G. Clementcau - 864 21 93
St-Ouen-l'Aumône - G.S.Q.A. - 16, rue de Paris - 037 00 72

ÉQUIPEMENT

DIX LOIS, UNE CINQUANTAINE DE DÉCRETS

La décentralisation est-elle « la grande » ou « la grosse » affaire du septennat ?

Au moment où la bataille électorale bat son plein, le ministère de l'Intérieur et de la décentralisation décide de diffuser un bilan de la décentralisation. Quantitativement, ce bilan institutionnel, depuis vingt mois, est impressionnant.

A en juger par l'abondance des lois discutées et promulguées, des décrets et arrêtés signés par M.M. Mauroy et Defferre, des circulaires envoyées aux commissaires de la République depuis vingt mois, la décentralisation aura été sinon la « grande affaire », du moins l'« une des plus grosses » du début du septennat.

A ce titre, et même si la réalité quotidienne et les mœurs administratives n'ont pas encore changé en profondeur, les engagements pris par M. Mitterrand, pendant la campagne présidentielle, auront été globalement tenus. Il n'est pas inutile de le souligner aujourd'hui, à quelques

jours de l'élection de maires aux prérogatives nouvelles et un an après des élections cantonales, gagnées par l'opposition qui avait alors soupçonné le gouvernement de vouloir réformer son originalité ardue décentralisatrice.

Les piliers de l'œuvre entreprise pour changer les rapports entre le pouvoir et les contre-pouvoirs, d'une part, entre les pouvoirs et les citoyens de l'autre, sont constitués par deux lois : celle du 2 mars 1982 intitulée « droits et libertés des communes, des départements et des régions » (complétée par une quarantaine de décrets d'application déjà publiés) et celle du 7 janvier

1983, qui arrête une première répartition des compétences.

Le premier texte supprime les tutelles juridiques, techniques, administratives, financières de l'Etat, raccourcit les circuits de décision, clarifie les rôles, permet aux commissaires et commissaires adjoints de la République, d'être plus disponibles auprès des maires pour les conseiller, transfère l'essentiel aux élus, fait de la région une collectivité majeure et sans complexe, permet aux partenaires locaux de l'Etat d'agir concrètement dans le domaine de l'emploi.

Le second tente de mettre fin à la

transferts par l'Etat aux communes, départements et régions (104 milliards en 1981, 120 milliards en 1983, soit une augmentation de 14,5 % en francs constants). Ce document ne manquera pas de soulever des polémiques dans les milieux politiques,

car de 1983 à 1985 - à un processus lent, lourd et coûteux de défection, qui faisait intervenir, parfois pour des affaires mineures, une multiplicité d'institutions. On ne savait plus qui, de la commune, de la région ou de l'Etat, était responsable. Dans un premier temps, pour six secteurs, on aura désormais qui fait quoi : urbanisme, formation professionnelle et apprentissage, planification et développement économique, logement, justice, police.

Ces deux piliers législatifs sont eux-mêmes complétés par des « annexes » spécifiques, qui ne sont d'ailleurs pas d'un intérêt secondaire :

- deux lois sur le statut et les compétences de la région corse ;
- deux lois sur les chambres régionales des comptes (qui sont nées officiellement le 1^{er} janvier 1983) ;
- deux lois spécifiques sur Paris, Lyon et Marseille ;
- une loi sur les DOM ;
- deux lois sur la planification.

L'énumération serait fastidieuse et même inutile, si elle n'illustrait l'idée que, en agissant vite, y compris pour vaincre les réserves de plusieurs de leurs collègues au gouvernement, M.M. Mauroy et Defferre ont engagé un mouvement politique irréversible, dont les nouveaux maires de mars vont être les premiers acteurs et les premiers témoins.

Mais il reste, pour demain, c'est-à-dire d'ici à 1985, autant à faire. Première urgence de l'après-mars 1983 : les lois sur le statut des hommes et des femmes qui gèrent les collectivités locales nouvelles, c'est-à-dire les fonctionnaires et les élus locaux. La fonction publique territoriale, symétrique de celle de l'Etat, devra être attractive, permettre une mobilité des fonctionnaires, leur garantir des droits comparables aux agents de l'Etat, séduire des élèves de l'ENA. Puis le statut des élus locaux définira les droits à la formation des maires et de leurs adjoints, les crédits d'heures pris sur le temps de travail, les indemnités, les conditions de retraite des « patrons » des communes.

Parallèlement, il faudra faire voter une proposition de loi sénatoriale qui complète le volet du transfert des compétences dans les secteurs de l'action sociale, des

puisque l'opposition reproche au gouvernement, d'une part, d'avoir freiné la mise en œuvre de la réforme de décentralisation et, d'autre part, de faire supporter désormais aux collectivités locales des charges et des responsabilités dont il ne dessaisit.

bonne foi, le gouvernement a fait calculer le montant des concours financiers de l'Etat à ses partenaires locaux : 104,6 milliards de francs en 1981, 108,8 en 1982, 119,7 en 1983, soit une augmentation de 14,4 % (1). Quant à la façon dont l'Etat compense les charges nouvelles des communes, départements et régions, le budget de 1983 réserve 3,4 milliards de francs au lieu de 2,1 en 1982, tandis que le projet de loi préparé par le gouvernement de M. Barre se chiffrait à 1,13 milliard de francs (1).

Les batailles de chiffres, assurément, ne sont pas en voie d'apaisement. D'autant qu'il faudra bien se décider à ouvrir le difficile dossier de la réforme de la fiscalité locale, et ce, sur fond de contraction générale des ressources et des dépenses publiques.

Au milieu du gât, sur le plan institutionnel, et après avoir décidé « qui fait quoi », le gouvernement devra affronter l'obstacle redoutable : « qui paye quoi » ?

FRANÇOIS GROBICHARD.

(1) En francs constants.

UNE « PREMIÈRE » DANS LE PAS-DE-CALAIS

Postier et banquier

Arras. — Pour la première fois en France, un conseil général va apporter son concours à l'amélioration et au développement du réseau postal de son département. Tel est le sens de la création, annoncée le 22 février à Arras, par M. Louis Mexandeau, ministre des P.T.T., d'une « commission mixte des programmes des bureaux de poste » au sein de laquelle des élus du Pas-de-Calais et des fonctionnaires régionaux et départementaux vont essayer de définir les besoins locaux en matière postale et d'y répondre.

Illustration de la décentralisation du service public postal, dans l'esprit du ministre, cet accord aboutit, en fait — pour l'Etat — à transférer partiellement aux collectivités départementales des responsabilités nombreuses, y compris de gestion. Car la « coresponsabilité » ainsi introduite s'étend évidemment au financement des opérations de construction ou de rénovation programmées, selon des modalités qui restent d'ailleurs à préciser.

De notre envoyé spécial

L'argumentation de l'administration ne manque pas de logique. Les P.T.T., a expliqué M. Mexandeau à Arras, « ont déjà consenti un effort important » aux investissements dans le Pas-de-Calais : de 1981 à 1983, les crédits de rénovation et de construction des bâtiments ont progressé de 139 %, pour atteindre 25,3 millions de francs. Il n'en reste pas moins beaucoup à faire encore pour venir vraiment à bout des insuffisances et de la vétusté des installations. Or les ressources de la poste ne sont plus guère extensibles. La rigueur a frappé son budget d'investissement : avec 2,6 milliards de francs, il retrouvera tout juste, cette année, le montant prévu l'an passé avant le gel, puis l'amputation définitive, de 20 % de ses crédits.

Dans ces conditions, une accélération du programme de travaux ne peut venir que d'un financement extérieur. D'où l'idée d'appeler aux collectivités régio-

nales, départementales et locales, dont les contribuables sont concernés par de telles infrastructures, et de leur proposer, par exemple, de prendre en charge certains loyers de bâtiments nouveaux ou rénovés, voire d'apporter un concours (non remboursable) à des opérations domaniales.

Le Pas-de-Calais (1) a accepté le marché. Le Nord devrait prochainement en faire autant. D'autres départements sont, dit-on, intéressés. La direction générale des postes pourrait ainsi recevoir un ballon d'oxygène inattendu pour ses investissements. Mais, en même temps, elle crée un précédent que d'autres administrations pourraient être tentées de suivre non sans conséquences graves sur les budgets des collectivités locales, qui ne s'attendaient certainement pas, en recevant de nouveaux pouvoirs, que leurs ressources servent aussi à payer les investissements des services de l'Etat... à sa place.

JAMES SARAZIN.

(1) Le conseil général est présidé par M. Roland Huguet, socialiste.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crouzet

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Crouzet s'est élevé, en 1982, à environ 1 410 millions de francs, en croissance de 12 % à structure comparable par rapport à l'exercice précédent.

Pour la société mère, les ventes ont progressé de 15 % et s'établissent à 1 065 millions de francs. Les exportations directes, d'un montant de 259 millions de francs, sont en augmentation de 20 % par rapport à 1981.

A fin décembre 1982, le portefeuille de commandes de la société mère s'élevait à 864 millions de francs, en hausse de 10 % sur celui de fin 1981.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIERE (C.M.M.)

Suivant l'arrêté provisoire des comptes au 31 décembre 1982, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1982 s'élève à environ 99 millions de francs contre 108 millions de francs pour 1981. Le résultat net consolidé, après amortissements, provisions et impôts (part du groupe), sera de 2,6 MF (28 F par action), alors qu'il était en 1981 de 3,4 MF (36 F par action). Pour la société mère (C.M.M.), le résultat net sera légèrement supérieur à 2 MF (22 F par action) contre 2,9 MF (31 F par action) en 1981.

Il convient de noter que l'exercice 1981 avait marqué une progression des résultats de 55 % par rapport à l'exercice précédent.

Il sera proposé au conseil, qui se réunira prochainement pour examiner les comptes, de maintenir le dividende au niveau de celui de l'exercice 1981, qui était de 14 F par action avec un avoir fiscal de 7 F, les actions nouvelles créées avec jouissance au 1^{er} juillet 1982 au titre de l'augmentation de capital en cours bénéficiant ainsi d'un dividende de 7 F avec un avoir fiscal de 3,50 F.

EUROCOM S.A.

EUROCOM a engagé avec l'I.D.I. des pourparlers qui devraient aboutir prochainement à une prise de participation majoritaire d'EUROCOM dans la Société L.I.R. (LEFEBURE ISOLANTS REUNIS).

Cette société, leader sur son marché, conçoit, fabrique et commercialise des emballages plastiques haut de gamme destinés essentiellement à la parfumerie et aux produits de maquillage et de soins, tant en Europe qu'en États-Unis. Cette entreprise, particulièrement performante sur les plans techniques et financiers, a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 200 MF, en augmentation de 30 % par rapport à 1981, dont 1/3 aux États-Unis par l'intermédiaire de sa filiale américaine HENLOREN.

En élargissant l'implantation d'EUROCOM dans le domaine de l'emballage, cette prise de contrôle, en ligne avec la stratégie de développement du groupe, renforcera la position d'EUROCOM dans le secteur hors métaux, à la fois en France et sur le plan international.

AMAX

RÉSULTATS FINANCIERS 1982

Le chiffre d'affaires d'AMAX s'est établi en 1982 à 2,4 milliards (contre 2,8 milliards en 1981), avec une perte nette de 5 390 millions, soit 5,63 par action ordinaire (contre un bénéfice en 1981 de 5 231 millions, soit 5,31 par action).

Au 4^e trimestre 1982, la perte nette s'est élevée à 2 244 millions (\$ 3,96 par action ordinaire), contre un bénéfice de 14 millions (\$ 0,13 par action) pour le 4^e trimestre 1981 ; cependant le cash flow de la société est resté nettement positif grâce au succès de son programme d'austérité.

AMAX Inc. fait remarquer que 1982 est historiquement une des pires années pour les industries minière et métallurgique, la demande et les prix ayant fortement décliné face à la récession mondiale.

EMPRUNT

Taux d'INTERET ANNUEL 15,10%

Obligations de 5 000 Francs émises à 4 980 Francs remboursables au pair le 7 mars 1993

FONDS DE RACHATS Chaque année l'emetteur, selon les conditions du marché, pourra racheter 10% des titres restant en circulation

Taux de RENDEMENT ACTUEL BRUT 15,18%

CHARBONNAGES DE FRANCE



BALD. 01.21.23 - Vm C.O.B. 03.30 et 12.55

Cadres, c'est gratuit.

Cadres, c'est important.

Cadres sur table.



Editions Crédit du Nord

Crédit du Nord

Centre Information Service Cadres du Crédit du Nord. 6 et 8, boulevard Haussmann - BP 253 09 - 75427 Paris Cedex 09.

1. Le livre "Cadres sur table"

Un livre sérieux et attractif préfacé par Jean Fourastié ; un essai sur le présent et le devenir des cadres dans leur vie professionnelle, personnelle et sociale.

2. Le Compte Épargne Projet

Une formule d'épargne originale qui vous permet de réaliser vos rêves.

3. Le Chèque Argent

Un service exclusif qui apporte un nouveau confort à votre vie quotidienne.

4. Le C.I.S. Cadres (Centre Information Service)

Un service d'information à votre disposition pour répondre à vos questions.

5. Le Compte Épargne en Actions

Une formule qui vous offre la sécurité d'un investissement en Sicav "Optimavalor" et vous permet une intéressante réduction d'impôts.

SECRETS
affaire du sept...

AVIS FINANCIERS DES SECTEURS
Crouzet

CHARBONNAGE DE FRANCE

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 février

Plus discuté

Forte baisse de l'or

Après avoir gagné 2,2 % au cours des deux premières séances de la semaine, le marché parisien est apparu plus discuté mercredi, de sorte que l'indicateur instantané se contente de mettre 0,2 % à son actif alors qu'il avait bondi de près de 1,4 % la veille.

De l'avis de certains professionnels le score aurait pu être négatif si un certain nombre d'investisseurs institutionnels les fameux « zinzin », n'étaient pas venus soutenir un peu les cours grâce à leurs achats.

Cette présence a été bénéfique à un certain nombre de titres, tel Peugeot, en hausse de 6,6 %. Primagot, Sommer-Albert et D.M.C. sont également bien orientés avec gains compris entre 4 et 6 %.

De même, Météux et Sanofi sont preuve de bonnes dispositions. Les deux entreprises devaient prochainement annoncer le regroupement de leurs efforts de recherche avec ceux de l'institut Pasteur sur l'interféron.

A l'inverse, la Compagnie bancaire qui s'établissait récemment à ses plus hauts niveaux, régresse de 2 % environ, tandis que Penarroya, Métallurgique navale Dunkerque, Signaux, Marmarin, Euromarché et Auxiliaire Entreprises perdent 3 à 6 %.

Pu côté des valeurs étrangères, Shell et Royal Dutch figurent parmi les premières victimes de la « guerre du pétrole », tandis qu'Anglo American et Buffelsfontein subissent les conséquences directes de la forte chute de l'or sur le scène internationale.

A Londres, le cours de l'once d'or fin s'établissait à 479,25 dollars au premier fixing contre 503,25 mardi (contre 485,30, mardi au second fixing). Le lingot plonge à 105,25 F (contre 109,20 F) et le napoléon à 719 F (contre 730 F), ce qui fait que le dollar se négocie à 8,79/84 F.

NEW-YORK

Reprise du marché

Après avoir cédé plus de 12 points la veille, le marché new-yorkais a nettement repris ses esprits mercredi pour gagner finalement 16,34 points en termes d'indices Dow-Jones des industriels, lequel a clos la séance au niveau de 1 096,85, alors que les échanges étaient pratiquement inchangés d'un jour sur l'autre (84,10 millions d'actions contre 84,04 millions mardi).

Pour le troisième mois consécutif, les commandes de biens durables à l'industrie ont progressé en janvier (4,5 %), et cette information, communiquée par le département du commerce, a été favorablement accueillie autour du Big Board, où les spéculateurs ont attendu la « guerre des prix du pétrole » continuant à entretenir une certaine nervosité dans les rangs des investisseurs.

Est-ce pour calmer les esprits, toujours est-il que le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, a affirmé que, tous comptes faits, cette perspective de forte baisse des prix du brut était finalement « une bonne chose pour l'économie américaine et pour le monde en général », dans la mesure où « les taux d'inflation et les taux d'intérêt vont baisser ».

Le « grand argentier » a toutefois tenu à tempérer son propos, axé sur une réflexion à court terme, en précisant devant la commission sénatoriale des affaires étrangères que le prix du baril ne devrait pas tomber au-dessous d'un certain seuil - qu'il fixe à environ 27 dollars, - sous peine d'entraîner des « problèmes d'ajustement ».

VALEURS	Cours de 22 fév.	Cours de 23 fév.
Alcoa	102 1/2	102 1/2
AT&T	102 1/2	102 1/2
Boeing	102 1/2	102 1/2
Chrysler	102 1/2	102 1/2
Du Pont de Nemours	102 1/2	102 1/2
General Motors	102 1/2	102 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Johnson & Johnson	102 1/2	102 1/2
McDonald	102 1/2	102 1/2
Merck & Co.	102 1/2	102 1/2
Pharmacia	102 1/2	102 1/2
Rockwell International	102 1/2	102 1/2
Union Carbide	102 1/2	102 1/2
Westinghouse	102 1/2	102 1/2
Xerox Corp.	102 1/2	102 1/2

LA VIE DES SOCIÉTÉS

NOVOTEL/JACQUES BOREL INTERNATIONAL. - Poursuivant son développement dans la restauration, qui l'a conduit récemment à racheter la chaîne californienne Safford Broiler, le groupe vient de prendre une participation majoritaire dans la chaîne de restaurants italiens Pizzeria Im-Signor P.P., qui exploite actuellement six établissements implantés dans des galeries marchandes ou à proximité d'hypersupermarchés. Cette opération réalisée en association avec les partenaires de J.B.I. en Italie (les sociétés Carlati S.A., Med Food S.A. et M. Engros) sur la base d'un partage des risques, entre dans le cadre d'un programme de plusieurs projets de nouveaux restaurants, aussi bien à proximité d'hypersupermarchés que sur d'autres emplacements.

LYONNAISE DES EAUX. - Aux termes d'un accord passé entre la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage et la firme PEC Engineering, filiale d'E.M.C. (Entreprise minière et chimique), cette dernière va reprendre les deux centres de traitement de déchets toxiques industriels de la Lyonnaise des eaux ainsi que la participation de 50 % qu'elle détient dans une filiale commune, la société Tradi, qui gère un centre de traitement dans la banlieue lyonnaise.

SANOFI. - Cette filiale du groupe Elf-Aquitaine a réalisé, au cours de l'exercice 1982, un chiffre d'affaires exceptionnel de 7,78 milliards de francs, en hausse de plus de 17 % sur l'année précédente, le secteur pharmaceutique-cosmétique ayant enregistré la plus forte croissance (31 %) contre 9,7 % pour le secteur pharmaceutique.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE. - Associé depuis plusieurs années à l'ensemble du Crédit foncier de France, sera finalement lancé le 28 février prochain pour un montant de 4 milliards de francs, sur deux ans et avec un taux de rendement actuariel brut de 13,11 %.

seurs projets de nouveaux restaurants, aussi bien à proximité d'hypersupermarchés que sur d'autres emplacements.

LYONNAISE DES EAUX. - Aux termes d'un accord passé entre la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage et la firme PEC Engineering, filiale d'E.M.C. (Entreprise minière et chimique), cette dernière va reprendre les deux centres de traitement de déchets toxiques industriels de la Lyonnaise des eaux ainsi que la participation de 50 % qu'elle détient dans une filiale commune, la société Tradi, qui gère un centre de traitement dans la banlieue lyonnaise.

SANOFI. - Cette filiale du groupe Elf-Aquitaine a réalisé, au cours de l'exercice 1982, un chiffre d'affaires exceptionnel de 7,78 milliards de francs, en hausse de plus de 17 % sur l'année précédente, le secteur pharmaceutique-cosmétique ayant enregistré la plus forte croissance (31 %) contre 9,7 % pour le secteur pharmaceutique.

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE. - Associé depuis plusieurs années à l'ensemble du Crédit foncier de France, sera finalement lancé le 28 février prochain pour un montant de 4 milliards de francs, sur deux ans et avec un taux de rendement actuariel brut de 13,11 %.

BOURSE DE PARIS Comptant

23 FEVRIER

VALEURS	Cours de 22 fév.	Cours de 23 fév.
Alcoa	102 1/2	102 1/2
AT&T	102 1/2	102 1/2
Boeing	102 1/2	102 1/2
Chrysler	102 1/2	102 1/2
Du Pont de Nemours	102 1/2	102 1/2
General Motors	102 1/2	102 1/2
IBM	102 1/2	102 1/2
Johnson & Johnson	102 1/2	102 1/2
McDonald	102 1/2	102 1/2
Merck & Co.	102 1/2	102 1/2
Pharmacia	102 1/2	102 1/2
Rockwell International	102 1/2	102 1/2
Union Carbide	102 1/2	102 1/2
Westinghouse	102 1/2	102 1/2
Xerox Corp.	102 1/2	102 1/2

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Congrès tenu de la brève du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la Session des Bourses de Paris et exceptionnellement, l'ordre de transaction, après 14 h. 10 et 14 h. 30. Pour cet raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compt.	VALEURS	Cours de 22 fév.	Cours de 23 fév.	Compt.	VALEURS	Cours de 22 fév.	Cours de 23 fév.	Compt.	VALEURS	Cours de 22 fév.	Cours de 23 fév.	Compt.	VALEURS	Cours de 22 fév.	Cours de 23 fév.
2070	A.S. 1973	2110	2040	2038	2007	540	578	880	560	578	88	82	Valbonne	84 20	94 10
2075	C.M.E. 3 %	2085	2050	2050	2947	735	745	735	751	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2080	Agence France	514	515	515	506	151	152	152	152	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2085	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2090	Alstom	310	310	310	310	21	21	21	21	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2095	A.L.S.P.	87	88 30	88 30	87	88 30	88 30	88 30	88 30	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2100	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2105	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2110	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2115	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2120	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2125	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2130	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2135	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2140	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2145	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2150	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2155	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2160	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2165	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2170	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2175	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2180	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2185	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2190	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2195	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2200	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2205	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2210	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2215	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2220	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2225	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2230	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2235	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2240	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2245	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2250	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2255	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2260	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2265	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2270	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2275	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2280	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2285	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2290	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2295	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2300	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2305	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2310	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2315	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2320	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2325	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2330	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2335	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2340	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2345	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2350	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2355	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2360	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2365	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2370	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2375	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2380	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2385	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2390	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2395	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2400	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2405	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2410	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2415	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2420	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2425	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2430	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2435	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2440	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2445	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2450	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2455	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2460	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2465	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2470	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2475	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2480	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2485	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2490	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2495	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2500	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2505	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2510	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne	1182	1182
2515	Alcatel	423	427	427	422	140	140	140	140	305	318	50	Valbonne		

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LANGUES ET CULTURE : « Conversation entre futurs indiens », par P. M. Colette ; « La Val d'Aoste et le bilinguisme », par G. Dolci ; « Et vivent les langues mortes ! », par J. Thévenot ; « Les scientifiques et l'anglais », par M. Cornevin.

ÉTRANGER

34. EUROPE
- ESPAGNE : le gouvernement nationalise le groupe Rumasa.
- GRANDE-BRETAGNE : les rapports du parti travailliste avec ses tendances d'extrême gauche.
5. AFRIQUE
- Les Sud-Africains et les Angolais se sont rencontrés une seconde fois au Cap-Vert.
5. DIPLOMATIE
5. ASIE
6. PROCHE-ORIENT
- M. Begin repousse la proposition de M. Resnan de « garantir » la frontière nord d'Israël.
6. AMÉRIQUES
- ETATS-UNIS : seul accident de parcours, Chicago aura un maire noir.

POLITIQUE

- 7-8. LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES : la visite de M. Raymond Barre en Champagne ; les écologistes s'en mêlent.

SOCIÉTÉ

- 10-11. ÉDUCATION : apprendre un métier aux 16-21 ans.
11. DÉFENSE
12. JUSTICE

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRAT-DELPECH : Du soleil aux projecteurs.
- Les avertisseurs de Louis Calaferte : Un homme double.
14. LA VIE LITTÉRAIRE
15. AU FIL DES LECTURES
16-17. LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : Pour l'amour de la langue russe.
18. ENQUÊTE : Le roman rose à la mode ; Harlequin ou la victoire du marketing.
19. HISTOIRE : la morale sexuelle au temps des moines.

CULTURE

20. CINÉMA : Partners, de James Burrows.
- THÉÂTRE : Combat de nègre et de chiens, à Nanterre.
- MUSIQUE : la Fête enchaînée, au Colisée.
23. COMMUNICATION : chaque radio privée autorisée va recevoir 100 000 F. LU : Journalistes et Journalistes.

ÉQUIPEMENT

30. La décentralisation est-elle la grande ou la grosse affaire du septennat ?

ÉCONOMIE

27. SOCIAL : le S.N.P.M.I. tenu à l'écart de la commission nationale de la convention collective.
27-28. CONJONCTURE : le sixième rapport du Conseil des impôts.
29. AFFAIRES : l'avenir de Motobécane passe par un accord industriel avec Peugeot.
- ÉTRANGER
- ÉNERGIE
RADIO-TÉLÉVISION (22)
INFORMATIONS
SERVICES (26)
- Journal officiel ; Météorologie ; Mous croisés ; Loterie nationale et lotto.
Amusements classés (24-25)
Programme des spectacles (21-22)
Cartes (25)
Bourse (31).

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Les cours du dollar se sont légèrement repliés jeudi 24 février après leur forte hausse de la veille, due à la perspective d'une baisse généralisée des prix du pétrole.

La monnaie américaine est revenue, à Francfort, de 2,4240 DM à 2,4170 DM, et à Paris, de 6,8350 F à 6,8350 F.

Le livre sterling s'est légèrement raffermi, à 2,4240 DM à 2,4170 DM, et à Paris, de 6,8350 F à 6,8350 F.

Le cours de l'once d'or a encore fléchi, passant de 479 dollars à 473 dollars environ, sur la place de Londres, après avoir touché 468 dollars mercredi après-midi à New-York.

A B C D E F G

CONTROVERSE AU BUREAU EXÉCUTIF DU P.S.

M. Joxe engage une offensive contre les rocardiens à propos d'un document sur les droits de l'homme

Le bureau exécutif du parti socialiste, réuni mercredi 23 février, a longuement débattu d'un document de cinquante pages sur les droits de l'homme, élaboré par M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national, au sein duquel il est chargé des « droits de l'homme et libertés ».

Une offensive contre ce document et son auteur (M. de La Fournière est un proche de M. Michel Rocard) a été engagée par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et ses amis, notamment M. François Segismund, membre du secrétariat.

Ceux-ci reprochent à M. de La Fournière d'avoir occulté l'analyse historique-juridique de l'évolution des droits de l'homme en France au lendemain de la Révolution française et tout au long du dix-neuvième siècle, ce dont le monde ouvrier a souvent fait les frais. M. Joxe, notamment, est intervenu sur ce point en soulignant que, à son avis, il n'est pas possible d'élaborer un projet sur les droits de l'homme sans perspective historique. Les mêmes considèrent que l'analyse développée par M. de La Fournière sur la situation de l'Union soviétique et des pays de l'Est présente les atteintes aux droits de l'homme comme le résultat d'une dérive du marxisme et non pas du léninisme.

M. de La Fournière a contesté cette présentation de son document, dans lequel il explique — ce qui est guère original — que le stalinisme est en fait une interprétation fallacieuse du marxisme par Lénine.

M. de La Fournière a également été attaqué sur l'interprétation « anti-étatisme » qu'il aurait donnée d'une réflexion de Léon Blum selon laquelle « les droits de l'homme permettent à l'homme d'être debout face à l'Etat ». L'intéressé a réfuté cette accusation.

M. Lionel Jospin est intervenu en fin de débat pour calmer une discussion qui prenait un tour pour le moins vigoureux. M. Didier Morchane, membre du secrétariat national, a jugé pour sa part regrettable que M. Joxe et ses amis cherchent à créer des « faux clivages » sur un thème tel que les droits de l'homme. M. Jean Poppen, numéro deux du parti, a estimé nécessaire de clarifier, après les élections municipales, les débats entre les anciens courants du P.S. Le document de M. de La Fournière devrait être soumis, au mois d'avril, à un groupe de travail.

Les débats du bureau exécutif s'inscrivent à l'évidence dans la perspective du prochain congrès du P.S.

LES CÉRÉALES FRANÇAISES SE VENDONT MOINS BIEN EN 1983

Les céréaliers sont pessimistes pour les exportations françaises en 1983. Les ventes de blé dans la C.E.E. seraient inférieures à celles de 1982 et ne dépasseraient pas 3,2 millions de tonnes, et celles aux pays tiers atteindraient 7,9 millions de tonnes (dont 4 déjà vendues au 1er février) contre 8,3 l'an passé. Les prévisions des responsables de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales) laissent ainsi sans débouché un volume de plus de 1 million de tonnes et le stock de report atteindrait dès lors 3,5 millions de tonnes en fin de campagne, ce qui ne serait pas sans conséquence sur des marchés « déjà déprimés », constate M. Neuser, président de l'ONIC.

M. Moulins, son directeur, attribue cette « déprime » du marché à trois facteurs : une forte production en France (21,8 millions de tonnes de blé tendre, 8,7 millions pour le maïs, 6,2 millions de tonnes d'orge), la faiblesse de la demande mondiale soluble, et enfin la politique américaine de conquête des marchés traditionnels de la C.E.E.

A cet égard, les céréaliers français et la direction de l'ONIC reprochent à la Commission européenne « une attitude trop ambiguë ». Pour M. Moulins, la discussion sur les céréales doit cesser avec les Etats-Unis et toute opportunité de marché doit être saisie avec l'obtention de restitutions (subventions) à l'exportation opérationnelles.

Un fonctionnaire soviétique, M. Victor Koniar, trente-huit ans, sous-directeur commercial de la société Nafta-Italia, a été arrêté à Rome pour espionnage, a-t-on appris jeudi 24 février dans la capitale italienne. Selon les carabinieri, cette arrestation est liée à celle, le 14 février dernier, de M. Victor Pronine, sous-directeur commercial de l'Adroffit à Rome, également pour espionnage. — (A.F.P.)

LA RETRAITE A 60 ANS DES NON-SALARIÉS

Le gouvernement entame de délicates négociations avec les représentants des travailleurs indépendants

Les artisans et les commerçants bénéficieront-ils rapidement de la retraite à soixante ans ? Les prestations malades peuvent-elles être améliorées et alignées sur celles des salariés ? Ces deux questions qui intéressent près d'un million trois cent trente mille non-salariés sont à l'ordre du jour des négociations que le gouvernement a entamées, jeudi 24 février, avec les organisations représentatives de toutes ces professions et les gestionnaires de leurs caisses maladie (CANAM) et vieillesse (ORGANIC) pour les commerçants, et CANCAVA pour les artisans.

Dans l'ensemble, les travailleurs indépendants sont favorables à l'avancement de l'âge de départ en retraite, mais posent des conditions.

Compte tenu de la spécificité de leurs occupations, compte tenu aussi du fait que, selon les coûts estimés, la cotisation supplémentaire à verser serait inférieure à celle prévue dans le régime général (1), les non-salariés souhaitent que les modalités d'application de la retraite à soixante ans ne soient pas alignées sur celles des salariés, contrairement à la loi de 1972. Le débat, qui s'est ouvert jeudi et doit être prolongé par des réunions de groupe de travail, s'annonce donc difficile dans la mesure où le gouvernement souhaite harmoniser les régimes de protection, en concertation avec les intéressés.

Le problème est aussi délicat pour l'assurance-maladie : les non-salariés, qui ne bénéficient pas d'indemnités journalières et sont moins bien remboursés pour le « petit risque », ne sont pas, à priori, hostiles à des améliorations, mais ils entendent pas aggraver le poids de leurs cotisations.

En raison de la complexité de ce dossier, les non-salariés entendent demander à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, et André Delella, ministre du commerce et de l'artisanat, que les discussions se prolongent sans hâte excessive, le droit à la retraite à

soixante ans pouvant ne s'appliquer qu'en 1984.

Difficiles discussions chez les salariés

Les syndicats et le C.N.P.F. devaient aussi se réunir, jeudi 24 février, pour étudier les modalités d'application de la retraite complémentaire à soixante ans. Pour les carrières courtes, le C.N.P.F. devait assouplir sa position en proposant de réduire et non pas de supprimer les coefficients d'abattement (22 %). En revanche, le patronat demeure hostile à la prise en charge des « partis » : ceux qui ont cotisé trente-sept ans et demi mais ne sont plus salariés dans leur soixantième année. Le C.N.P.F., contrairement aux affirmations des syndicats, estime que le coût serait trop élevé : environ 1 milliard de francs par an en moyenne d'ici à 1990.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Selon la Chèque autonome nationale de compensation de l'assurance-vieillesse artisanale (CANCAVA), si un tiers des artisans ayant soixante ans optent pour ce nouveau droit, il faudrait, d'ici à 1990, majorer d'environ 180 points le taux des cotisations au lieu de 3 points chez les salariés. S'y ajouteraient, pour tenir compte du déséquilibre démographique, 1 point chez les artisans et 2 points chez les salariés.

UN ARRÊT DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Un médecin anesthésiste est condamné à verser des dommages et intérêts à la famille d'Alain Farcat

La 20^e chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Paul Bequet, a réformé par partie, jeudi 24 février, le jugement de relaxe générale rendu le 28 avril 1982 par la 16^e chambre du tribunal, en faveur de M. Jean Labayle, chirurgien, de Mme Solange Clot, anesthésiste, de Mlle Annette Le Goff, infirmière, et de M. Jean-Louis Lortat-Jacob, pour homicide involontaire à la suite du décès du jeune Alain Farcat, survenu le 25 septembre 1973, deux mois après avoir été opéré, le 16 juillet 1973, d'une ablation des amygdales sous anesthésie locale à la clinique Perrenot à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Celui-ci avait été frappé au moment de son réveil, d'un arrêt cardiaque consécutif à l'anesthésie.

Cet arrêt, dans une première partie, confirme la relaxe de M. Jean Labayle, le chirurgien qui effectuait l'opération, ainsi que celle de l'infirmière, Mlle Le Goff, qui avait surveillé le patient après l'intervention, et celle de M. Lortat-Jacob, ancien président du Conseil national de l'Ordre des médecins, et à l'époque directeur médical de la clinique Perrenot. La cour estime qu'en ce qui les concerne, aucune faute, négligence ou inobservation des règlements ne peut leur être reprochée.

En revanche, elle retient la responsabilité de M. Roger Farcat, l'anesthésiste, qui, après être venu voir le jeune Alain Farcat dans la chambre après l'opération et prescrit une piqûre d'antibiotique, avait quitté la clinique, estimant que l'état du malade ne justifiait plus sa présence. Or c'est peu après son départ qu'Alain Farcat, laissé sous la seule surveillance de l'infirmière, Mlle Le Goff, devait être victime d'un arrêt cardiaque qui devait entraîner des lésions cérébrales irréversibles dont les conséquences furent fatales, car il ne fut constaté qu'au bout de quelques minutes, l'infir-

mière, en application des consignes de M^{re} Clot, s'étant rendu à l'infirmerie pour préparer la piqûre antibiotique prescrite.

La cour a estimé que, en quittant la clinique, M^{re} Clot avait commis une imprudence et une négligence qui fut la cause du décès. Cependant, en application des articles 469-2 et 469-3 du code de procédure pénale, M^{re} Clot est dispensée de peine.

En revanche, elle est condamnée civilement à verser à M. Roger Farcat, le père du jeune homme, 30 500 F en réparation du préjudice matériel et 150 000 F en réparation du préjudice moral. La même somme de 150 000 F est accordée à M^{re} Roger Farcat, la mère, toujours en réparation du préjudice moral, M. Claude Farcat, frère de la victime, obtiendra, de son côté, 75 000 F.

Enfin, l'arrêt met hors de cause la clinique Perrenot que les parties civiles avaient assignée comme civilement responsable. — J.-M. Th.

DANS LE CADRE D'UNE OPERATION DE SAUVETAGE

Une firme saoudienne va prendre une participation de 7 % dans le capital de Poclain

Il est désormais confirmé que la firme saoudienne Arabian Auto Agency va souscrire 10 % de l'augmentation de capital de 252 millions de francs effectuée par Poclain, numéro un français de la pelle hydraulique, et détenir ainsi 7 % de ce capital.

Cette firme, établie à Djeddah et appartenant à l'émir Sudairi, membre de la famille royale, est l'agent de Poclain en Arabie Saoudite. Une telle prise de participation est à rapprocher de celle effectuée, en mai 1982, à hauteur de 17,3 %, par le groupe saoudien Dallah Est dans le capital du groupe allemand I.B.H., troisième groupe mondial de matériel de travaux publics, dirigé par M. Horst Dieter Esch.

Dans le cas de Poclain, l'action du groupe saoudien s'inscrit dans le cadre d'une véritable opération de sauvetage, le deuxième depuis avril 1977, date à laquelle le géant américain Case Tenneco avait acquis 40 % du capital de la firme française, 11 % étant souscrits par un consortium formé par Renault, Peu-

get et un groupe de banques dont le Crédit du Nord et le Crédit lyonnais.

Cette fois-ci, la part de Tenneco restera inchangée, mais celle des banques va augmenter, ainsi que les concours financiers accordés par ces dernières, et qui pourraient passer de 450 millions de francs environ à plus de 600 millions de francs.

La nouvelle injection de capitaux frais devrait permettre à Poclain de survivre à la crise la plus grave qu'il ait jamais affectée l'industrie mondiale du matériel de travaux publics, qui a mis en danger International Harvester et forcé Caterpillar à arrêter momentanément plusieurs de ses installations.

CHINE
maxi circuit
24 JOURS : 17300 F (prix net)
17300 F (66)
MONDOVOYAGES
308, boulevard de la République 75014 Paris
tel. : 320.95.17
15 h. à 19 h. — 11. 611 A

Le Monde DE L'ÉDUCATION
EXCLUSIF
REUSSIR LE BAC
LES RÉSULTATS
PARIS PROVINCE
PUBLIC PRIVÉ
47 LYCÉES PARISIENS
AU MICROSCOPE
Collège : la réforme Legrand

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10 F

LES CONFLITS
DANS L'AUTOMOBILE
Région de tene
des Citroën à A
Grève peu sur
des Renault à F
PAGE 38

Un échec cuisant
des travaillistes
britanniques

La direction devait faire connaître sa décision définitive vendredi. En conséquence, la C.F.D.T. a annoncé qu'elle « suspendait la grève qu'elle avait prévue pour jeudi », en précisant que « la riposte viendra le jour où la direction maintiendra le processus de licenciements ».

A Anlay-sons-Bois, les huit ouvriers licenciés — convoqués à 10 heures au tribunal de Bobigny — ne se sont pas présentés, jeudi, à l'usine. La direction a maintenu son assignation en référé, pour obtenir une ordonnance interdisant à ces huit ouvriers l'accès de l'usine, et même leur expulsion en cas où ils entreraient cette interdiction. Le 23 février, M. Marchais a qualifié de « responsable » l'attitude des huit licenciés. Pour le secrétaire général du P.C.F., il s'agit de « ne pas donner prétexte à une provocation de la direction ». Il est nécessaire, a-t-il dit, de rechercher un « compromis », de régler le problème dans l'intérêt des travailleurs et dans celui de l'industrie automobile française.

Les discussions ont été interrompues dans la nuit, les deux camps étant parvenus à un accord provisoire. Les huit licenciés ont été autorisés à rentrer à l'usine, mais ils ont été informés que leur présence était sous réserve de leur comportement.

La nouvelle injection de capitaux frais devrait permettre à Poclain de survivre à la crise la plus grave qu'il ait jamais affectée l'industrie mondiale du matériel de travaux publics, qui a mis en danger International Harvester et forcé Caterpillar à arrêter momentanément plusieurs de ses installations.

CHINE
maxi circuit
24 JOURS : 17300 F (prix net)
17300 F (66)
MONDOVOYAGES
308, boulevard de la République 75014 Paris
tel. : 320.95.17
15 h. à 19 h. — 11. 611 A

Le Monde DE L'ÉDUCATION
EXCLUSIF
REUSSIR LE BAC
LES RÉSULTATS
PARIS PROVINCE
PUBLIC PRIVÉ
47 LYCÉES PARISIENS
AU MICROSCOPE
Collège : la réforme Legrand

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10 F

1525 من الالام